

Numéro 11 / Année 2016

Synergies Roumanie

Revue du GERFLINT

**La présence de la francophonie
dans la Roumanie communiste**

Coordonné par Adrian-Gabriel Corpădean



Synergies Roumanie

Numéro 11 / Année 2016

La présence de la francophonie
dans la Roumanie communiste

Coordonné par Adrian-Gabriel Corpădean



REVUE DU GERFLINT
2016

POLITIQUE EDITORIALE

Synergies Roumanie est une revue francophone de recherche en sciences humaines, particulièrement ouverte aux sciences du langage et de la communication, à la philosophie et à l'histoire, aux littératures francophones, à la didactique du français, des langues et des cultures.

Sa vocation est de mettre en œuvre, en Roumanie, le Programme Mondial de Diffusion Scientifique Francophone en Réseau du GERFLINT, Groupe d'Études et de Recherches pour le Français Langue Internationale. C'est pourquoi elle publie des articles dans cette langue, mais sans exclusive linguistique et accueille, de façon majoritaire, les travaux issus de la pensée scientifique des chercheurs francophones de son espace géographique dont le français n'est pas la langue première. Comme toutes les revues du GERFLINT, elle poursuit les objectifs suivants: défense de la recherche scientifique francophone dans l'ensemble des sciences humaines, promotion du dialogue entre les disciplines, les langues et les cultures, ouverture sur l'ensemble de la communauté scientifique, adoption d'une large couverture disciplinaire, aide aux jeunes chercheurs, formation à l'écriture scientifique francophone, veille sur la qualité scientifique des travaux.

Libre Accès et Copyright : © **Synergies Roumanie** est une revue française éditée par le GERFLINT qui se situe dans le cadre du libre accès à l'information scientifique et technique. Sa commercialisation est interdite. Sa politique éditoriale et ses articles peuvent être directement consultés et étudiés dans leur intégralité en ligne. Le mode de citation doit être conforme au Code français de la Propriété Intellectuelle. La Rédaction de **Synergies Roumanie**, partenaire de coopération scientifique du GERFLINT, travaille selon les dispositions de la Charte éthique, éditoriale et de confidentialité du Groupe et de ses normes les plus strictes. Les propos tenus dans ses articles sont conformes au débat scientifique et n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Toute fraude scientifique (plagiat, auto-plagiat) sera communiquée à l'entourage universitaire et professionnel du signataire de la proposition d'article. Toute procédure irrégulière entraîne refus systématique du texte et annulation de la collaboration.

Périodicité : Annuelle

ISSN 1841-8333 / ISSN en ligne 2261-3463

Directeur de publication

Jacques Cortès, Professeur émérite, Université de Rouen, France

Présidents d'honneur

Chantal Delsol, Université de Marne la Vallée, France
Andrei Pleșu, Université de Bucarest, Roumanie

Rédacteur en chef

Adrian-Gabriel Corpadean, Université « Babeș-Bolyai », Cluj-Napoca, Roumanie

Titulaire et Éditeur : GERFLINT

Siège en France

GERFLINT

17, rue de la Ronde mare

Le Buisson Chevalier

27240 Sylvains-lès-Moulins - France

www.gerflint.fr

gerflint.edition@gmail.com

synergies.roumanie.gerflint@gmail.com

Siège de la rédaction en Roumanie

Université Babeș-Bolyai, Cluj-Napoca

8, rue M. Kogalniceanu, 400084, Cluj-Napoca, Roumanie.

Fax: (+40) 264 598343

Contact de la Rédaction :

synergies.roumanie.redaction@gmail.com

Comité scientifique

Rodica Baconski (Université Babeș-Bolyai, Roumanie); Lavinia Betea (Université Vasile Goldiș, Arad, Roumanie); Pierre Chalvidan (Université Paris XII, France); Georgeta Cislaru (Université Paris III, France) ; Chantal Claudel (Université Paris VIII, France); Mioara Codleanu (Université Ovidius de Constanța, Roumanie) ; Nicolae Edroiu (Académie Roumaine), Aleksandra Ljalikova (Université de Tallinn, Estonie); Alina Pamfil (Université « Babeș-Bolyai », Roumanie); Ioan Aurel Pop (Académie Roumaine), Ion Pop (Université « Babeș-Bolyai », Roumanie); Malgorzata Pamula (Université Pédagogique de Cracovie, Pologne); Mihai Șandru (Académie Roumaine); Sorina Soare (Université Libre de Bruxelles); Sorin Purec (Université « Constantin răncuși », Târgu-Jiu, Roumanie) ; Gisèle Vanhese (Université de Calabre, Italie).

Comité de lecture

Cecilia Condei (Université de Craiova, Roumanie) ; Anca Găță (Université de Galați, Roumanie) ; Mélanie Gazaryan (Université Linguistique d'État « V. Brioussov » d'Érévan, Arménie) ; Simona-Aida Manolache (Université "Stefan cel Mare" de Suceava, Roumanie) ; Anamaria Marc (Université « Babeș-Bolyai » de Cluj-Napoca) ; Liana Pop, (Université « Babeș-Bolyai » de Cluj-Napoca, Roumanie) ; Jocelyne Sourisseau (Université Toulouse 1 Capitole, Laboratoire Lairdil, France) ; Cristiana-Nicola Teodorescu (Université de Craiova, Roumanie) ; Mira Trajkova (Université « Sts. Cyrille et Méthode » de Skopje, Macédoine).

Patronages et partenariats

Fondation Maison des Sciences de l'Homme de Paris (FMSh), Sciences Po Lyon (Partenariat institutionnel pour Mir@bel), EBSCO Publishing (USA), ProQuest (UK).

Numéro financé par le GERFLINT.

PROGRAMME MONDIAL DE DIFFUSION SCIENTIFIQUE FRANCOPHONE EN RÉSEAU

Synergies Roumanie n° 11/2016
<http://gerflint.fr/synergies-roumanie>



EMSH fondation
maison des
sciences
de l'homme

Indexations et référencement

Data.bnf.fr
DOAJ
EBSCOHost (Communication Source)
Entrevues
ERIH Plus
Héloïse
JournalSeek
MIAR
Mir@bel
MLA Directory of periodicals
ROAD (ISSN)
SHERPA-RoMEO
SUDOC
Ulrich's
ZDB

Synergies Roumanie, comme toutes les *Revue Synergies du GERFLINT*, est indexée par la Fondation Maison des Sciences de l'Homme de Paris (Pôle de soutien à la recherche) et répertoriée par l'ABES (*Agence Bibliographique de l'Enseignement Supérieur, Catalogue SUDOC*).

Disciplines couvertes par la revue

- Ensemble des Sciences Humaines et Sociales
- Culture et communication internationales
- Sciences du langage, littératures francophones et didactique des langues-cultures
- Éthique et théorie de la complexité

La présence de la francophonie dans la Roumanie communiste

Coordonné par Adrian-Gabriel Corpădean

Sommaire

Adrian-Gabriel Corpădean	7
Introduction	
Nicolae Păun	9
Préliminaires de l'instauration du régime communiste en Roumanie	
Laura M. Herța	19
Les relations inter-communistes dans la période 1960-1965. La désoviétisation en Roumanie	
Adrian-Gabriel Corpădean	35
Vie intellectuelle et libre expression sous le régime de Ceaușescu. Une rupture de la tradition francophone de l'entre-deux-guerres	
Antoanela-Paula Mureșan	47
Les relations franco-roumaines en 1968. Analyse de discours	
Elena Rusu, Marius Nicolae Grad	55
La matérialisation de la coopération économique entre la France et la Roumanie pendant la période communiste	
Monica Vlad	67
L'enseignement du français à l'école en Roumanie : évolutions méthodologiques pendant les années 1970-1989	
Iulia Macaria, Răducu Rușeț	77
La publicité en Roumanie pendant le communisme	
Annexes	
Profils des auteurs de ce numéro	89
Consignes aux auteurs de la revue <i>Synergies Roumanie</i>	93
Le GERFLINT et ses publications	97



ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

Introduction

Adrian-Gabriel Corpădean

Faculté d'études européennes,
Université Babeş-Bolyai Cluj-Napoca, Roumanie

Il est bien connu que l'entre-deux-guerres a été une période très riche du point de vue culturel pour la Roumanie, dont l'ouverture vers la modernisation et l'euro-péisation a été accompagnée d'un rapprochement culturel encore plus évident de l'espace français. À part le rôle de la culture française en Roumanie, qui s'était avéré prééminent même avant cette période-là, on y remarque d'autres interactions entre la soi-disant Grande Roumanie et la France, depuis les investissements massifs dans l'économie agraire de notre pays jusqu'aux modèles politique et social empruntés de plus en plus évidemment par une administration située dans une ville censée être « le petit Paris ».

Cela dit, la rupture provoquée en 1945 par l'avènement forcé du régime communiste en Roumanie soulève des questions majeures autour de l'idée de continuité de l'héritage francophone du pays, non seulement par le biais de la diaspora, dont le centre indéniable deviendrait Paris, mais aussi dans la vie culturelle et académique au sein de la Roumanie. Ainsi, le but de ce numéro est d'évaluer la continuité et la discontinuité de l'héritage francophone en Roumanie entre 1945 et 1989, d'une perspective multidisciplinaire, qui intéresserait les historiens, les politologues et les gens de lettres à la fois.

Quel a été le rôle de la francophonie dans la Roumanie communiste? Dans quelle mesure a-t-on identifié une véritable continuité de la tradition littéraire, éducationnelle et dans le mode de vie des élites roumaines par rapport à l'héritage francophone, pendant une période où l'oppression idéologique a altéré dramatiquement la condition intellectuelle? Y a-t-il eu une moindre synchronisation de la Roumanie avec les manifestations culturelles occidentales, facilitée par l'usage du français? Ce numéro essaiera de répondre à de telles questions, sans laisser de côté une analyse de l'importance de l'apprentissage du français pendant les années du communisme roumain, dans une compétition avec le russe, en tant que langue d'expression culturelle et créatrice. Échanges, productions littéraires, prolektoult - voilà autant de thèmes qui doivent être mis dans le contexte de la compétition culturelle entre la tradition francophone et les pressions venues du superpouvoir russe dans une Roumanie trouvée à la recherche d'un propre modèle communiste, bâti sur des fondements nationalistes. Quant à l'éducation, on examine la

disponibilité des cours de français dans le système universitaire et préuniversitaire roumains, avant et après la rupture de la russophonie décidée par Ceaușescu.

Ce numéro a également pour dessein de compléter l'étude sur l'importance de la francophonie en Roumanie entre 1945 et 1989, par la perspective politique-diplomatique, voire économique, vouée à analyser les relations entre ce pays et la France et les projets communs, soit par des investissements (voir le cas Dacia), soit au niveau des gouvernements. Visites, convergences et divergences d'opinions - ce sont des éléments qui révéleront la perception mutuelle et notamment le changement de perspective à l'occident sur le régime de Ceaușescu, depuis un communisme libéral jusqu'au régime le plus désuet de l'Europe centrale-orientale. Une telle démarche, toujours fondée sur des analyses de discours et de documents, aurait la capacité d'éclairer, dans un numéro futur de Synergies Roumanie, les raisons pour le soutien accordé par la France dans le processus d'intégration européenne de la Roumanie, dont la transition vers la démocratie reste un sujet trop peu exploré de cette perspective dans la littérature de spécialité.



ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

Préliminaires de l'instauration du régime communiste en Roumanie

Nicolae Păun

Université Babeş-Bolyai, Faculté d'études européennes,
Département d'études européennes et gouvernance, Roumanie
nicolae.paun@ubbcluj.ro

Résumé

Le dessein de cette étude est de présenter le cadre complexe qui a marqué la situation de la Roumanie vers la fin de la Seconde guerre mondiale et les conséquences de sa participation à la conflagration. Le moment 23 août 1944 a marqué le commencement de la domination soviétique dans le pays, dans le contexte d'une faible implication de la part des alliés occidentaux et culminant avec l'instauration graduelle d'un régime totalitaire à Bucarest. Les effets politiques et économiques de ce changement font également l'objet de cet article.

Mots-clés: communisme, Roumanie, Seconde guerre mondiale, Commission alliée de contrôle, armistice

Preliminaries to the advent of the communist regime in Romania

Abstract

The purpose of this study is to present the complex framework that shaped the stance of Romania towards the end of the Second World War and the consequences of its participation in the conflict. The act of 23rd August 1944 marked the start of Soviet domination in the country, amid a rather weak involvement on the part of the western allies and culminating with the gradual rise of a totalitarian regime in Bucharest. The political and economic implications of this change are also part of this article.

Keywords: communism, Romania, Second World War, Allied Control Commission, armistice

Depuis le moment de la proclamation radiodiffusée du roi Michel au soir du 23 août 1944 et jusqu'au 8/9 mai 1945 - le moment de la capitulation inconditionnée de l'Allemagne, l'effort militaire de la Roumanie pour la victoire de la coalition antihitlérienne, consigné dans des chiffres secs, a été comme suit : 540.000 soldats et officiers, dont 308.003 d'infanterie, 73.667 d'aéronautique et 9.468 de marine;

1.700 km parcourus; 3.800 localités libérées et 170.000 militaires morts sur le champ de bataille; 1.2 milliards de dollars (à la valeur de 1938), dont 770 millions pour le financement des opérations militaires et plus de 350 millions à cause des armées ennemies en retraite, bombardements, sabotages, biens publics et privés détruits (Păun, 2009 : 323).

Par l'acte du 23 août 1944, *de facto*, la Roumanie contribuait à l'effort de la victoire par des ressources humaines et matérielles considérables, qui la situaient en quatrième position, après l'URSS, les États-Unis et la Grande Bretagne (*Ibidem*).

En dépit de cela, les Conventions d'armistice signées entre les Gouvernements et les Hauts commandements de Roumanie, Finlande, Bulgarie et Hongrie, d'une part, et les Alliés, de l'autre, les 12 septembre, 28 octobre 1944, et respectivement 20 janvier 1945, offrent les premiers indices clairs du milieu dans lequel ces pays, d'anciens satellites de l'Allemagne, seraient traités du point de vue politique, militaire et économique.

Les capitulations signées avec la Pologne, en septembre 1939, les Pays-Bas, en mai 1940, la Belgique, toujours en mai 1940 et la Grèce, en mai 1941, aussi bien que deux armistices *eo nomine*, conclus entre le Gouvernement et le Haut commandement français avec l'Allemagne et l'Italie, n'ont pas été des accords d'armistice en forme complète, tout comme on a considéré celui entre les Nations unies et l'Italie, du 3 septembre 1943. Les quatre armistices, avec la Hongrie, la Bulgarie, la Finlande et la Roumanie, et leurs annexes, constituent la plus intéressante combinaison de stipulations légales, procédures militaires et ententes politico-économiques élaborée après la fin de la Première guerre mondiale (Graham, 1945 : 286-295). Ceci dans les conditions où l'on a imposé la tendance d'appliquer des soi-disant « longs armistices », ce qui a fait que les quatre Conventions d'armistice constituent un étalon pour le comportement politique, social et économique des États vaincus. Elles nécessitent une analyse détaillée que nous réaliserons de manière comparative dans une autre étude. Dans ce papier, nous nous référerons à la Roumanie.

L'acte du 23 août a rendu possible de dénoncer les traités avec les pouvoirs de l'Axe et l'interruption de l'état de guerre avec les Nations unies, créant des conditions pour la signature de l'armistice avec l'URSS et les deux autres pouvoirs principaux de la coalition antifasciste, les États-Unis et la Grande Bretagne.

La Convention, signée à Moscou, le 12 septembre 1944, comprenait 20 articles, un préambule et 6 annexes avec des clauses de type militaire, politique, économique et financier, visant l'état juridique international de la Roumanie avant la Convention de paix. On établissait son statut « d'État ennemi vaincu », malgré sa participation à la guerre contre l'Allemagne, dès le premier chapitre de la Convention.

Le texte dépassait le contenu d'une convention d'armistice et incluait des réglementations qui, normalement, auraient dû faire l'objet du Traité de paix. La Convention consacrait, *de facto*, la transformation de la Roumanie en un État occupé par les forces alliées, au nom desquelles agissaient les Soviétiques, assistés par les missions militaires britannique et américaine. La Roumanie se trouvait devant un mini-traité de paix qui réglementait l'arrêt de la lutte contre les Nations unies, le déclenchement des hostilités contre l'Allemagne et la Hongrie, la cession de la Bessarabie et de la Bucovine du Nord en faveur de l'Union soviétique, le rapatriement des prisonniers de guerre, la libération de toutes les personnes arrêtées par la suite d'actions favorisant les Nations unies ou de leur sympathie à l'égard de celles-ci, la reddition de tous les matériaux de guerre de l'Allemagne et de ses pays satellites, y compris des navires militaires et de la flotte commerciale roumaine, le paiement de dommages au montant de 300 millions de dollars, en nature, pendant une période de six ans, la restitution vers l'URSS de tous les matériaux acquis lorsque l'armée roumaine avait occupé le territoire soviétique, l'acceptation de prise du contrôle de toutes les formes de communication par le Haut commandement (soviétique) des Alliés, la restitution de tous les droits et intérêts liés aux Nations unies et à leurs citoyens, en bon état, le soutien pour arrêter et juger les criminels de guerre, le démantèlement de toutes les organisations fascistes, la reprise du contrôle civil par la Roumanie dans la plupart des zones, tout en respectant les indications du Haut commandement (soviétique) des Alliés. Sous réserve d'une confirmation lors de la future Conférence de paix, on annulait le Diktat de Vienne, et donc la Transylvanie a été restituée à la Roumanie.

L'une des parties les plus importantes de l'armistice était l'Article 18. Il désignait la Commission alliée de contrôle, qui devait surveiller et contrôler l'application des conditions de l'armistice, sous la tutelle et la commande de la Commission du Haut commandement (soviétique) des Alliés, jusqu'au Traité de paix. L'article 18 s'est avéré la clé du contrôle soviétique sur la Roumanie. Par la dénomination « Haut commandement (soviétique) des Alliés », le Gouvernement de Washington comprenait naïvement que « par hasard, la commande militaire appartenait au Gouvernement soviétique. Cela ne signifie pas qu'il agit sans tenir compte des désirs des autres membres de la Commission de contrôle, le général britannique et l'américain » (Courtney & Harrington, 1991 : 39).

Pourtant, Molotov savait exactement ce que ce nom signifiait, étant donné la présence de l'armée soviétique en Roumanie. Seulement le représentant soviétique avait l'autorité de donner des ordres au Gouvernement roumain. Les représentants soviétiques de la Commission disposaient du pouvoir exécutif, tandis que les anglo-américains seraient aussi insignifiants dans la prise des décisions que les représentants soviétiques de la Commission de contrôle pour l'Italie.

Même si, le 31 août 1994, par le Décret-loi n°. 1626, on a partiellement remis en vigueur la Constitution de 1923 (Focșeanu, 1998 : 92), la pression soviétique et communiste se manifestait avec ténacité, par la déconsidération de la Constitution, « pour des raisons de guerre ». À l'aide des communistes roumains, les Soviétiques ont causé la chute des Gouvernements Sănătescu et Rădescu (Păun, 2009: 333-334), ouvrant la voie du régime communiste en Roumanie, par le nouveau Gouvernement de Groza. Les séances du Conseil des ministres, dirigées par le nouveau premier-ministre, aussi bien que la législation adoptée pendant ces années-là, prouvent univoquement le découplage de la Roumanie par rapport aux routes de la démocratie occidentale et son parcours sans hésitation vers la modèle de démocratie populaire de la sphère d'influence soviétique.

Ainsi, nous présenterons quelques exemples des Conseils des ministres. La séance du 17 mai 1945, dédiée à la « ratification de l'accord commercial » avec l'URSS, démontre encore une fois les complicités de ce Gouvernement avec la partie soviétique, afin de pouvoir écarter plus facilement les partis traditionnels et de communiser la Roumanie.

Les livraisons de marchandises vers Moscou étaient consignées dans des annexes secrètes. L'accord économique prévoyait la création des sociétés mixtes roumaines-soviétiques, dans tous les domaines d'activité économique - depuis les banques jusqu'aux transports, depuis les exploitations aurifères jusqu'à l'industrie du bois. Ce sont les célèbres SovRom, actives jusqu'en 1956, où la contribution soviétique était généralement en nature - outillages et biens - eux-aussi confisqués de Roumanie, selon les longues listes de la Convention d'armistice, incluses dans le chapitre « capture de guerre »¹. Pendant la séance du Conseil des ministres à laquelle nous nous référons, le ministre des finances et le premier-ministre, Dr. Petru Groza, soulignaient « avec satisfaction » que les Soviétiques avaient renoncé à la livraison de 2.000 tracteurs, par la Roumanie, en vertu de la Convention. Ceux-ci restaient dans le pays, sous la forme d'un emprunt, ou même de propriété, s'ils étaient payés dans une période de 5-6 ans².

Une Roumanie desséchée du point de vue économique, avec des troupes d'occupation soviétiques sur le territoire national, avec un effort de guerre majeur³, un gouvernement pro-moscovite, des élections parlementaires falsifiées et renversées par les communistes qui, partant de 800 membres et d'une direction du type Komintern, sont devenus la principale force politique du pays, gagnant plus de 80% des voix exprimées. Avec un monarque captif dans son propre pays, victime sûre des communistes de l'intérieur, des commissaires soviétiques et de la stratégie de Staline, c'était simplement une question de temps jusqu'à l'instauration d'un régime de démocratie populaire, non seulement en Roumanie, mais aussi dans les autres pays de cette partie de l'Europe (Deletant, 1997 & 2001).

En effet, depuis la Conférence des ministres des affaires étrangères de Londres, des 11 septembre - 3 octobre 1945, où ont participé les représentants des États-Unis, Grande-Bretagne, Union soviétique, Chine et France, le conflit entre les Américains et les Soviétiques sur le thème de l'Europe de l'Est s'est aggravé.

L'un des objectifs principaux des ministres des affaires étrangères était de préparer les directives pour leurs délégués qui rédigerait les projets des Traités de paix. Les pourparlers ont dévoilé les desseins expansionnistes des Soviétiques et un élément procédural qui deviendrait familier, celui de connecter des questions différentes afin d'obtenir l'accord sur des thèmes d'intérêt majeur pour le gouvernement soviétique. Quand on est arrivé à la discussion sur les traités avec les satellites, il a eu lieu les débats les plus acharnés, notamment dans les cas de la Roumanie et de la Bulgarie. Molotov a demandé aux pouvoirs occidentaux de reconnaître les Gouvernements-marionnettes de ces États et a refusé de prendre en compte toute proposition d'application de la Déclaration de Yalta sur les territoires libérés (Opie *et al.*, 1951 : 77).

Les négociations se sont arrêtées le 22 septembre, lorsque l'Union soviétique a annoncé que la décision du 11 septembre était illégale et contraire au Traité de Potsdam. Molotov a affirmé que la France et la Chine n'avaient pas le droit de participer aux discussions sur les traités avec les pays balkaniques et la Finlande, et, dans le cas de la Chine, avec l'Italie.

Le Conseil a eu d'autres tentatives d'avancer dans des questions procédurales, de préparation des traités, mais toutes ont été rejetées par les Soviétiques.

John Foster Dulles, membre de la délégation américaine, écrivait lors de son retour à Washington que « le but évident et sous-entendu était de prouver le fait que l'Union soviétique pouvait et voulait interrompre toute procédure qui ne mène pas à des résultats satisfaisants pour elle-même. Nous ne négocions pas la paix avec l'Italie ou la Roumanie ou l'Allemagne, mais avec l'Union soviétique, la Grande-Bretagne, la France et les autres Nations unies. » (*Ibidem* : 76) James Byrnes, secrétaire d'État et chef de la délégation, et ses conseillers, rentrés à Washington, ont envoyé en Roumanie et en Bulgarie une mission d'information, dirigée par Mark Ethridge, le rédacteur du « Courier Journal » de Louisville, afin d'observer la situation réelle de ces pays et d'évaluer si les Gouvernements de Bucarest et Sofia étaient représentatifs dans l'esprit de Yalta.

Après des discussions avec des politiciens de tous les partis importants, à Sofia, les 29 octobre - 12 novembre 1945, et à Bucarest, les 19-30 novembre 1945, Ethridge a présenté à Byrnes un rapport intitulé « Mémoire sur la politique soviétique en Roumanie et Bulgarie ». Le document a reçu l'opinion publique de Roumanie et de

Bulgarie, aussi bien que les partis historiques de Roumanie, qui craignaient que les Russes n'intensifient leur politique de soumission (Giurescu, 1999 : 76).

À la fin de novembre, Byrnes suggérait aux ministres des affaires étrangères d'avoir une rencontre à Moscou, pour des consultations. Les 16-26 décembre 1945 a eu lieu la Conférence de Moscou.

Selon une proposition de Molotov, la France et la Chine n'ont pas participé aux discussions visant les stipulations des traités de paix avec la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie et la Finlande. Puisque les politiciens des États-Unis et de Grande-Bretagne esquissaient des gestes de protestation envers l'évolution de la situation de Roumanie, on a décidé qu'une délégation mixte (Vișinski de l'URSS, Averell Harriman des États-Unis et Sir Archibald Clark-Kerr de Grande-Bretagne) visite le pays et prenne des mesures afin de résoudre les potentiels conflits. La Commission tripartite est arrivée à Bucarest le 31 décembre 1945. La tentative du souverain d'obtenir la « neutralisation » du ministre de l'intérieur a été rejetée sur place par le représentant soviétique, sans que les deux représentants occidentaux aient soutenu en quelque mesure la demande du roi. Après de longs pourparlers sur les candidatures au Gouvernement de Ion Mihalache et Bebe Brătianu, tous les deux refusés par Vișinski, sous prétexte que ce premier aurait été volontaire sur le front de l'Est et ce dernier, l'un des organisateurs de la manifestation du 8 novembre 1945, on a admis, finalement, la participation d'Emil Hațieganu (PNȚ) et de Mihail Romniceanu (PNL), qui allaient jouer des rôles de figurants, en tant que ministres sans portefeuille. Les membres américains de la mission à Bucarest ont immédiatement compris la réalité et ont voulu démissionner sur place, protestant contre la politique de leur pays à l'égard de la question roumaine (Constantiniu, 1997 : 32).

Le 6 janvier 1946, le roi a signé le décret visant l'entrée des deux politiciens dans le Conseil des ministres, tandis que le 5 février 1946, les Gouvernements des États-Unis et de la Grande-Bretagne ont reconnu le Cabinet du Dr. Petru Groza.

Les opinions de l'historiographie roumaine sont unanimes lorsqu'on traite la sortie honorable des États-Unis de la question roumaine par la confirmation du Gouvernement installé par Vișinski, le 6 mars 1945, dominé et contrôlé par le Parti communiste et voué à mettre en œuvre la soviétisation du pays (Giurescu, 1999 : 89; Chiper *et al.*, 1993; Ionescu, 1994; Scurtu & Buzatu, 1999). Dans la littérature de spécialité occidentale aussi (Courtney & Harrington, 1991; Gori, 1996; Loth, 1997; McCauley, 1997), on considère unanimement que les résultats de la Conférence de Moscou et de la mission à Bucarest ont marqué une capitulation *de facto* des pouvoirs occidentaux devant l'URSS, dans la question roumaine. Le compromis n'a pas du tout affaibli la position du Front national démocratique, ni de la Commission

alliée de contrôle, trouvée en fait sous la direction de l'Armée rouge. Par la reconnaissance du Gouvernement du Dr. Petru Groza, les États-Unis ont renoncé définitivement au plus important moyen de pression diplomatique qu'ils avaient à leur disposition dans la question roumaine.

La soviétisation du pays avançait rapidement. Le cadre constitutionnel qui fonctionnait après le 23 août 1944 - le Décret n°. 1626 du 31 août 1944, la Constitution de 1866 avec ses nombreuses modifications, y compris la Constitution modifiée de 1923 - ne réussissait pas à imposer un format démocratique réel. Les limites constitutionnelles étaient « justifiées » par les pressions de l'intérieur et de l'extérieur, les conditionnements de la guerre et les obligations imposées par la Convention d'armistice, et ensuite par le Traité de paix et les actes normatifs adoptés par les Gouvernements qui se sont succédé autant avant qu'après le 6 mars 1945. Beaucoup d'entre eux ne respectaient pas totalement les stipulations constitutionnelles, et certains les violaient de manière flagrante. L'incompatibilité constitutionnelle de beaucoup de réglementations législatives élaborées pendant cette période-là a été continuée et aggravée par les abus commis par les autorités dans leur application. Le tout culminerait par l'adoption de la Constitution communiste, en 1948.

Néanmoins, la soviétisation de la Roumanie n'a pas été la démarche exclusive de l'URSS. Elle a trouvé un fort soutien dans des éléments autochtones. Le Parti communiste a été un facteur actif dans le processus néfaste de destruction de la société démocratique roumaine et de son remplacement par un système totalitaire. Par le biais des moyens d'une moralité douteuse, mais surtout par les avantages matériels et les fonctions de direction accordés par l'État, les communistes se sont créé rapidement un large réseau de sympathisants, plus ou moins fidèles. Au fur et à mesure, le recrutement individuel s'est étendu et a acquis un caractère de masse, notamment par la création des syndicats - une annexe du Parti communiste (Oprea, 2003 : 313).

Le plan du Parti communiste pour accaparer le pouvoir politique central et local a inclus des démonstrations dans la rue et des assemblées fréquentes dans des institutions et entreprises, soutenues par une presse agressive et violente, et par l'armée soviétique (Giurescu, 1999 : 263).

Après la victoire dans les élections - voir la synthèse intitulée « Élections après la Seconde guerre mondiale en Europe centrale et de l'est », rédigée par le Bureau de recherche et d'informations du Département d'État américain⁴ - un autre pas décisif pour monopoliser le pouvoir entier en Roumanie a été l'arrestation, le 14 juin 1947, de Iuliu Maniu, Ion Mihalache et d'autres membres notables du Parti national-paysan, suivie par leur condamnation à des peines sévères en prison,

la dissolution des partis politiques et l'emprisonnement de leurs représentants principaux, voire communs (Georgescu, 1984 : 258).

La proclamation de la République s'est réalisée par la Loi n°. 363 du 30 décembre 1947 (Journal Officiel, 1997).

La Loi n°. 32 du 25 février 1948 a prévu la dissolution de l'Assemblée des députés, le corps électoral étant convoqué le 28 mars 1948, afin d'élire une nouvelle assemblée constituante. Organisées selon les méthodes communistes connues, de pression sur les électeurs et de falsification des résultats du vote, ces élections ont apporté au Parti communiste, rebaptisé Parti roumain des travailleurs, allié avec d'autres formations politiques assujetties à Moscou, une victoire décisive, avec 405 mandats, contre 9 de la soi-disant opposition, dont les partis récemment démantelés manquaient.

La première Constitution du nouveau régime a été adoptée avec l'habituelle unanimité communiste et est entrée en vigueur le 13 avril 1948.

Selon les nouvelles stipulations constitutionnelles, on a démarré, le 11 juin 1948, la nationalisation des principales entreprises industrielles, des banques, des sociétés de transport et d'assurances. Cette première vague de nationalisations a été suivie par d'autres, fondées sur des lois ultérieures, dans plusieurs secteurs de l'économie nationale - chemins de fer privés, cinématographie, institutions sanitaires, radio, une partie des immeubles appartenant au fonds des habitations etc. Ceci a continué dans le domaine agricole, par les terrains des latifundiaires et les fermes-modèles.

En parallèle avec les nationalisations, après les 3-5 mars 1949, on a commencé à mettre en œuvre une collectivisation forcée de l'agriculture (Drăganu, 2000: 87; Mocanu, 1966: 124 et suiv.).

La destruction totale de l'économie roumaine a représenté une action délibérée de l'URSS. Les compagnies occidentales se sont retirées d'une Roumanie qui avait déjà créé des SovRom⁵, sociétés mixtes avec un caractère profondément anticapitaliste. La Roumanie préparait le cadre du passage de l'économie libre de marché et du principe de la concurrence à l'économie centralisée, spécifique au système politique soviétique.

Bien que, formellement, la Roumanie ait gardé son indépendance et sa souveraineté, en réalité le pays se trouvait sous un régime d'occupation militaire soviétique. Ce statut a duré jusqu'en 1958, lorsque les troupes de l'Armée rouge ont été retirées, laissant derrière elles, pour encore trois décennies, un régime communiste, prosoviétique et à l'essence stalinienne.

Bibliographie

- Chiper, I., Constantinescu, F., Pop, A. 1993. *Sovietizarea României. Percepții anglo-america-*
nice, Bucarest: Iconica.
- Constantiniu, F.. 1997. *O istorie sinceră a poporului român*, Bucarest: Univers Enciclopedic.
- Courtney, J., Harrington, J. 1991. *Tweaking the Nose of the Russians. Fifty Years of*
Romanian-American Relations, 1940-1990, New York: East European Monographs.
- Deletant, D. 1997. *România sub regimul comunist*, Bucarest: Fundația Academia Civică.
- Deletant, D. 2001. *Teroarea comunistă în România*, Iași: Polirom.
- Drăganu, T. 2000. *Drept constituțional și instituții politice*, Bucarest: Lumina Lex.
- Focșeneanu, E. 1992. *Istoria constituțională a României (1859-1991)*, 2^e édition, Bucarest :
Humanitas.
- Georgescu, V. 1984. *Istoria românilor*, Los Angeles: ARA.
- Giurescu, D. 1999. *Guvernarea Nicolae Rădescu*, Bucarest: All.
- Gori, F., Pons, S. (éds.) 1996. *The Soviet Union and Europe in the Cold War 1943-1953*,
Londres: Palgrave Macmillan.
- Graham, M.W. 1945. « Armistices. 1944 Style », in: *The American Journal of International*
Law, vol. 39, n^o. 2, avril.
- Ionescu, Gh. 1994. *Comunism în România 1944-1964*, Bucarest: Litera.
- Loth, W. 1997. *Împărțirea lumii. Istoria războiului rece 1941-1955*, Bucarest: Saeculum.
- McCauley, M. 1997. *Communist power in Europe, 1944-1949*, Londres: Barnes&Noble Books.
- Mocanu, R.M. 1966. *România în anticamera Conferinței de Pace de la Paris*, Bucarest:
Archives de l'État de Roumanie.
- Opie, R., Ballantine, J., Birdsall, J.P., Muther, J.E., Thurber, C.E. 1951. *The Search for Peace*
Settlements, Washington DC: The Brookings Institution.
- Oprea, Marius. 2003. *România și Imperiul Rus, 1924-1947*, vol. II, Bucarest: Albatros.
- Păun, Nicolae. 2009. *Viața economică a României: 1918-1948. Modernizare, dezvoltare,*
europenizare, Cluj-Napoca: Presa Universitară Clujeană.
- Scurtu, I., Buzatu, Gh. 1999. *Istoria românilor în secolul XX*, Bucarest: Paidea.
- Journal Officiel de Roumanie, n^o. 300 bis du 30 décembre 1947.

Notes

1. Archives historiques centrales, fonds Conseil des ministres, dos. 5/1945, f. 16-25 (séance de jeudi, le 27 mai 1945, à 11:30).
2. *Idem*, fonds Maison royale Roi Michel, dos. 4/1947, f. 1-25 (Rapport sur les devoirs économiques de la Roumanie, en vertu du Traité de paix, visant le maintien des troupes soviétiques, les dommages à payer à l'URSS, les restitutions des biens soviétiques etc.).
3. *Idem*, fonds Président du Conseil des ministres, sténogrammes, dos. 2/1945, f. 2-15 (fragments).
4. *Idem*, fonds microfilms États-Unis, rouleau 636, c. 650-651.
5. Nous sommes en train de préparer une étude sur les SovRom. Voir : Archives historiques centrales, fonds Ministère de l'industrie et du commerce, Directeurat d'étude et documentation, dos. 8/1947, f. 1-18.



ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

Les relations inter-communistes dans la période 1960-1965. La désoviétisation en Roumanie

Laura M. Herța

Université Babeș-Bolyai, Faculté d'études européennes,
Département de Relations Internationales, Roumanie
laura.herta@euro.ubbcluj.ro

Résumé

Cet article aborde la coalescence des tentatives de la Roumanie à rompre avec l'emprise de l'Union Soviétique. L'article présente les relations inter-communistes en Europe de l'Est au cours des années 1960-1965 et l'impact du Conseil d'Assistance Economique Mutuelle sur la direction communiste de la Roumanie. Le but est d'analyser comment les communistes roumains ont fait valoir le rôle attribué à l'économie de la Roumanie par le Conseil d'Assistance Economique Mutuelle et comment de tels arguments ont été utilisés pour justifier l'autonomisation du pays. L'effet cumulatif a été la désoviétisation de l'espace public roumain.

Mots-clés: communisme, Gheorghiu-Dej, Khrouchtchev, désoviétisation, CAEM

Inter-communist Relations during the 1960s Desovietisation in Romania

Abstract

This article tackles the coalescence of Romania's attempts to break away from the grip of the Soviet Union. The article presents the inter-communist relations within Eastern Europe during 1960-1965 and the impact of the COMECON on Romania's communist leadership. The purpose herein is to analyze how the Romanian communists argued against the role assigned to Romania's economy by the COMECON and how such arguments were employed to justify the country's autonomisation. The cumulative effect was the desovietisation of the Romanian public space.

Keywords: communism, Gheorghiu-Dej, Khrushchev, desovietisation, COMECON

Les préliminaires des tendances de l'autonomisation : la politique interne et étrangère de la Roumanie dans la période 1960-1965

Au début des années 1960, le comportement des États communistes en Europe orientale était conçu, *inter alia*, selon deux tendances yougoslaves, avec des effets cumulatifs sur la structure régionale : d'une part, l'exemple yougoslave de la voie *nationale* au socialisme gagnait davantage de terrain sans cesse, ce qui coagulait

la tendance vers le polycentrisme, et, d'autre part, le principe selon lequel les petits pays communistes pouvaient conduire et même intensifier les relations internationales bilatérales et pouvaient développer leurs propres formes de neutralisme en dehors du bloc communiste. Les attentes yougoslaves étaient centrées sur l'influence d'autres pays communistes d'Europe orientale, qui, tôt ou tard, auraient rejoint le Mouvement des Pays non Alignés (Auty, 1969 : 187). Cependant, le désalignement promu par le dirigeant yougoslave Tito a eu un certain impact sur la politique émergente de la Roumanie. La « Déclaration d'avril » en 1964, qui équivalait aux actions du Parti Ouvrier Roumain (POR) pour acquérir l'autonomie au sein du bloc socialiste, a isolé Roumanie de ses partenaires au sein du Conseil d'Assistance Economique Mutuelle (CAEM) et de l'Organisation du Traité de Varsovie, mais a conduit à l'amélioration et l'approfondissement des relations avec la Yougoslavie.

Les interactions au sein du bloc de l'Est ont été facilitées par les décisions de Khrouchtchev et ont été caractérisées par certains paramètres permissifs, mais aussi par des limites de flexibilité au sein du camp socialiste. Comme on le soulignera ci-après, la période 1960-1965 produit certains comportements schismatiques au sein de la communauté socialiste, non escomptés à Moscou : d'une part, l'abandon du modèle soviétique par les communistes albanais (et le réalignement ultérieur aux directions idéologiques de la Chine), et d'autre part, le rejet par les communistes roumains des plans économiques conçus par Khrouchtchev à travers le Conseil d'Assistance Economique Mutuelle (CAEM). Les actions de la Roumanie ne produiront pas de ruptures majeures *dans la relation avec* le « camp socialiste », mais plutôt, ils souligneront la position autonome *en son sein*. En revanche avec la Yougoslavie et l'Albanie, la Roumanie n'a pas eu recours à la *déviaton* et le *réalignement sui generis* au niveau international, mais a tracé (en rejetant le rôle économique attribué par Khrouchtchev et l'autorité d'une structure supranationale qui dirige les économies nationales des États membres CAEM) les éléments composants d'une politique de désatellisation.

Pour certains chercheurs occidentaux, dans les années 1970 il deviendra évident que le « bloc soviétique » n'existait pas *per se* et que les Etats socialistes acquéraient de plus en plus une demi-autonomie dans les relations complexes du « Commonwealth socialiste » : « dans ce contexte, la Yougoslavie et l'Albanie représentent les déviations les plus incisives du modèle soviétique en ce qui concerne les relations interétatiques entre les pays socialistes. [...] À bien des égards, la Yougoslavie est « la déviaton de droite » et l'Albanie est le premier exemple de « la déviaton de gauche », comme ils étaient définis au Kremlin » (Gilberg *apud* Gati, 1976 : 103).

La dynamique des relations inter-communistes a été ponctuée par deux facteurs principaux : le conflit sino-soviétique et la rationalisation des mécanismes pour maintenir le contrôle sur les « satellites » dans la période poststalinienne. Dans le cas du premier facteur, certains indicateurs, perceptibles à la fin des années 1950, ont été accentués. Gomulka et Kádár sont restés les leaders de l'Europe orientale les plus proches de Khrouchtchev (au niveau personnel, idéologique et politique), suivant une ligne « centriste et de domestication », comme prévu par le leader du Kremlin et soutenant les politiques soviétiques contre les communistes chinois et albanais. La Roumanie a suivi la même ligne assujettie à Moscou, dans une première étape, et n'éveillait pas encore de soupçons. Les communistes Est-allemands, tchécoslovaques, bulgares et roumaines « représentaient ce qu'on peut mieux appeler des « staliniens frustrés », forcés par Khrouchtchev au dévouement à la position centriste » (Griffith *apud* Fisher-Galați, 1963 : 198-207). Les communistes albanais déjà marquaient la rupture de Moscou et articulaient de manière manifeste l'alignement sur la position idéologique de Chine. La motivation principale de l'élite de Tirana a été centrée sur la crainte que Khrouchtchev les laisse prisonniers de la Yougoslavie de Tito (un danger que les Albanais avaient ressenti en 1948 et 1956) ; en tant que telle, puisqu'en 1960 la politique de Pékin était prête à soutenir le déficit économique permanent de l'Albanie et à conférer Tirana « la protection idéologique et politique contre Moscou », la décision de Hodja semblait optimale, d'autant plus qu'elle lui permettait de continuer le stalinisme interne, d'amplifier le soutien nationaliste parmi la population albanaise antiserbe et anti-grecque et de rester en charge (Griffith *apud* Fisher-Galați, 1963 : 198-207). L'attitude de Gheorghiu-Dej s'altérera considérablement dans le contexte du différend sino-soviétique dans la période 1962-1964 (bien qu'il ne soit pas la seule explication de fond de l'évolution autonome de la Roumanie). De toute évidence, le différend Moscou-Pékin a érodé l'engagement idéologique des pays communistes d'Europe orientale envers le monocentrisme soviétique. Le deuxième facteur important qui a créé des opportunités pour l'oscillation dans la relation avec l'URSS ou le rejet de certaines politiques soviétiques, s'est matérialisé dans les efforts de l'Union soviétique pour maintenir la subordination de l'Europe orientale. L'élimination de la terreur de la période stalinienne, de l'assujettissement politique et l'idéologique paralysante et l'exploitation économique de certains des Etats satellites (comme la Roumanie et la Bulgarie) ont produit un vide qui devait être rempli avec d'autres mécanismes pour préserver la loyauté.

Sur le plan interne, l'un des changements importants produits en Roumanie a été l'émergence d'une nouvelle catégorie sociale, éduquée dans l'esprit de l'activité du parti. Il s'agit d'un grand nombre de techniciens, ingénieurs, économistes, qui

ont pris la place des cadres installés immédiatement après 1948, qui, d'abord, n'étaient pas formés dans l'esprit communiste, et, d'autre part, ne présentaient pas de garanties maximales en ce qui concerne la dévotion idéologique et politique (puis qu'ils n'avaient pas, dans tous les cas, une descendance paysanne de descendance ou ouvrière).

Au début des années 1960, Gheorghiu-Dej semblait « l'allié soviétique l'idéal » (Fisher, 1989 : 59). Sur le plan interne, il avait réussi à garder le contrôle du POR et sur le plan externe il avait suivi scrupuleusement la ligne de Moscou, en démontrant du dévouement sans équivoque (à la fois militaire et politique), en particulier pendant la crise de 1956. Les décisions de lancer un plan rapide pour l'industrialisation massive et de reprendre la campagne de collectivisation (en 1958, et respectivement en 1959) « ont renforcé l'image de Gheorghiu-Dej comme un stalinien fidèle, qui avait la confiance de Moscou qu'il restaurerait la Roumanie dans l'image soviétique » (Fisher, 1989 : 59-61).

Bien que dans une première phase les disparités entre le projet économique intégrationniste de Khrouchtchev et les mesures internes de Dej n'avaient pas été visibles, très bientôt une controverse remarquable surviendrait dans la relation Bucarest-Moscou. La nouvelle « équipe » autour de Dej soutiendra son initiative de rejeter les plans khrouchtchéviennes, mais cette unité ne s'explique que par l'homogénéité ethnique ou sociale. Mary Ellen Fisher fait valoir que l'élite communiste roumaine était homogène au début des années 1960 seulement à travers deux aspects : la longévité dans la fonction et l'activité communiste clandestine dans la période entre les deux guerres. Les caractéristiques communes des subordonnés et des acolytes de Dej étaient centrées soit sur le dévouement personnel envers lui, démontré après plusieurs années d'exercice de la fonction, soit sur le passé commun en exil ou en prison, partageant ainsi avec Dej l'expérience de l'incarcération et de l'engagement profond pour le développement socialiste de la Roumanie à la fois. Ces dénominateurs communs s'avéraient être un lien assez fort pour faire face aux pressions soviétiques (Fisher, 1989 : 59-61).

Mais jusqu'en 1962, la Roumanie n'a pas démontré des sujets d'inquiétude au sein du « camp socialiste » et « Dej est resté dans un silence de défense, comme l'un des survivants d'une époque qui était maintenant anathémisée » (Ionescu, 1994 : 369). L'importance du 3^e Congrès du POR réside dans plusieurs facteurs. Premièrement, Khrouchtchev a profité de l'occasion pour exposer l'escalade du conflit sino-soviétique afin de dénoncer publiquement les exécutions de personnes innocentes sous Staline et de lancer une attaque contre la délégation du Parti Ouvrier Albanais, qui était coupable des « activités schismatique, fractionnistes et subversives » dans le mouvement communiste international. La controverse entre Pékin et Moscou a créé

des troubles parmi les communistes roumains, mais Dej n'a pas dévié de la loyauté envers le Kremlin (malgré le fait qu'il n'avait jamais été pleinement en résonance avec les politiques promues par Khrouchtchev). En outre, au Plenum du Comité Central de la fin de 1961, Dej a critiqué de manière virulente la déviation albanaise, en accusant directement Enver Hoxha et d'autres qui défendaient les erreurs graves commises par Staline. Cette attitude de Dej respectait constamment la réaction des communistes roumains lors de la conférence internationale à Moscou en novembre 1960, quand ils avaient été les partisans les plus virulents du Kremlin contre les communistes chinois et albanais. (Ionescu, 1994 : 353-370 et Tismăneanu, 2005 : 208).

De plus, Dej était malheureux avec les attaques de la Chine et de l'Albanie contre la Yougoslavie, avec laquelle il avait réussi à améliorer considérablement les relations : « il désapprouve la rhétorique titiste sur l'autogestion ouvrière des entreprises et d'autres innovations théoriques dans la construction socialiste, mais cela ne signifiait pas qu'il considérait les yougoslaves comme des renégats et des traîtres » (Tismăneanu, 2005 : 208). En ce qui concerne les stratégies internes des communistes roumains, le Congrès a été l'occasion d'approuver le rapport sur le deuxième plan quinquennal et un de l'économique à long terme (projetée jusqu'en 1975); un autre nouveau projet de six ans approuvé insistait sur la nécessité immédiate « de l'industrialisation multilatérale » de la Roumanie. Le progrès réalisé dans le secteur industriel était déjà visible en Roumanie, en raison des efforts internes (à travers la nouvelle cohorte de technocrates, des travailleurs qualifiés, des ingénieurs et des spécialistes) et le soutien occidental pour ces ambitions. La coexistence pacifique (qui se trouve dans le scénario conçu par Khrouchtchev après 1958, qui comprenait une politique d'ouverture vers l'Ouest) permettait la coopération dans ce domaine avec les Etats capitalistes ; en tant que telle, la Roumanie a obtenu des prêts à long terme, à l'aide desquels elle a acquis des installations, des biens d'équipement ou certaines matières premières qui ont aidé l'industrie lourde (Rothschild, 1989 : 163 et Ionescu, 1994 : 361-362). Le succès de l'industrialisation et l'essor économique ressenti ont renforcé le sentiment de soi des communistes roumains. En parallèle, d'autres prémisses nécessaires ou facilitantes étaient satisfaites pour l'autonomisation au sein de la structure communiste et contournement de la relation de dépendance avec Moscou. Tout d'abord, le retrait des troupes soviétiques a été consenti par Moscou, étant donné le comportement exemplaire de l'élite de Bucarest lors des crises de 1956 et qui s'est manifesté comme une récompense pour l'obéissance (Fisher, 1989 : 59 et Rothschild, 1989 : 162) et a eu un impact psychologique considérable, car tandis que la Roumanie restait bien intégrée dans le bloc soviétique (la plupart des frontières du pays étaient avec des

Etats de l'orbite de Moscou, une grande partie de la frontière était même avec l'URSS et les divisions soviétiques d'Ukraine et de la République Moldave pouvaient agir immédiatement en cas d'urgence), « Dej pouvait présenter le retrait comme une concession arrachée aux soviétiques. En outre, le départ des troupes soviétiques a libéré la Roumanie d'un fardeau économique et a éliminé une source d'irritation » (Deletant, 2001 : 211 et *passim*).

Deuxièmement, la Roumanie était autosuffisante en termes de production d'énergie ; contrairement à d'autres pays d'Europe orientale, la production de ressources pétrolières, gazières et hydroélectriques lui conférait des avantages. (Fisher, 1989 : 60). Troisièmement (bien que la signification politique peut la placer avant les facteurs ci-dessus), Dej a entrevu une occasion de détente (par décompression) et aussi la mobilité inhérente (par une marge des actions permises) au milieu du différend sino-soviétique qui reflétait la contestation de Moscou par un pouvoir comme la Chine, son abandonnement par l'Albanie et l'érosion du monocentrisme dans la communauté socialiste.

La controverse roumano-soviétique

En 1962, Khrouchtchev a proposé certaines mesures visant à réduire le rôle du facteur politique et à renforcer celui du facteur économique. Face à des économies occidentales de plus en plus technologiques et plus développées, les économies du bloc soviétique risquaient d'être à la traîne, à moins d'un recours rapide à une accélération de la modernisation. Les intentions de Khrouchtchev visaient un rapprochement aussi grand que possible des économies dans le bloc soviétique, achevé par leur intégration, et le rôle essentiel dans cette démarche revenait au Conseil d'Assistance Economique Mutuelle, qui compenserait le succès du Marché commun. Le chef de Kremlin introduit les termes « spécialisation des épargnes » et « division socialiste internationale du travail » dans le but de donner la priorité à l'industrie lourde dans les pays développés d'Europe orientale ; c'étaient la Tchécoslovaquie, l'Allemagne de l'Est, l'URSS, la Pologne et la Hongrie. Les autres pays du bloc soviétique étaient en train de développer d'autres branches industrielles, et en particulier, l'agriculture. Les perdants de l'industrialisation massive semblaient être la Roumanie et la Bulgarie.

En substance, l'innovation de Khrouchtchev reposait sur l'instrumentalisation du CAEM pour acquérir une division internationale du travail dans l'industrie et, partiellement, dans l'agriculture, à l'intérieur du bloc soviétique, une idée qui aurait paru impensable dans la période autarcique de Staline. Le projet prévoyait la production de toutes les marchandises par l'URSS et la répartition, en fonction des ressources

nationales et des capacités, la production de produits finis et de base au cas des pays d'Europe orientale. Le but rationnel pivot était la fabrication des produits à un coût minimal et en grandes séries. La mesure immédiate prévoyait la répartition des types de produits industriels pour chaque pays d'Europe orientale, qu'ils allaient fabriquer exclusivement ou principalement. Cependant, selon le projet, la Hongrie allait se consacrer et se spécialiser dans l'équipement téléphonique, la Tchécoslovaquie dans la production de voitures de passagers, la Bulgarie dans la fabrication de moteurs électriques de petite taille, la Roumanie dans l'équipement pour l'extraction de pétrole et la République démocratique allemande (RDA) et la Pologne dans la production des machines et des constructions navales de grande taille. Ainsi, la division du travail industriel stimulerait le commerce au sein du bloc soviétique ; son corollaire se matérialisait dans l'avantage de l'Union soviétique, qui aurait acquis toutes ces machines, et la Tchécoslovaquie et la RDA, qui étaient en mesure de fournir les équipements spécialisés le plus lucratifs (Wszelaki *apud* Fisher-Galați, 1963 : 124).

Pour les dirigeants communistes roumains, la modernisation signifiait, cependant, une forte industrialisation ; la Roumanie, étant un pays essentiellement agricole, avait besoin d'une économie industrielle, pour assurer son développement. L'industrialisation et la collectivisation forcées, inspirées par le modèle stalinien, constituaient les méthodes les plus appropriées pour cette démarche, selon les dirigeants roumains. Les différences du stade de développement entre les pays d'Europe orientale étaient déjà notables, à cette époque-là. Gheorghiu-Dej n'a pas rejeté les idées de Khrouchtchev, étant d'accord avec la spécialisation de la production, tant qu'elle serait appliquée seulement après l'égalisation des niveaux de développement entre les États membres du CAEM. A la fin de 1962, le conflit roumain-soviétique était « larvé » d'une manière dangereuse et en 1963 il a gagné la publicité dans la presse internationale.

À la réunion du Bureau Politique du 26-27 février 1963, les communistes roumains ont discuté amplement les alternatives d'action et la signification péjorative de la création d'un organisme supra-étatique intégré à CAEM, qui devait diriger les lignes de développement industriel des pays membres. Alexandru Bârlădeanu représentait la position du Parti Ouvrier Roumain (POR) aux réunions sur le programme d'industrialisation ; il était, en fait, le délégué permanent de la Roumanie à CAEM et a joué un rôle clé dans la promotion de l'attitude et des décisions du POR, car il était un bon connaisseur de la langue russe, il était économiste (ancien ministre du commerce en 1950 et Vice-Premier-ministre en 1961) et s'était engagé dans des confrontations directes avec Khrouchtchev et d'autres dirigeants soviétiques. A la réunion du Comité exécutif du CAEM du 15 février, Bârlădeanu a réitéré et a

défendu la politique économique de la Roumanie établie au troisième Congrès, qui a suscité le mécontentement des soviétiques (Tismăneanu, 2005 : 217). Suite à la réunion du CAEM, Bârlădeanu a exposé, lors de la réunion du Bureau Politique du POR, le contenu de vives discussions, notant que, selon le « jugement, [il] a soulevé à la réunion du Comité exécutif du CAEM le problème de l'organisme unique de planification et il a exposé la position du parti. La réaction a été de quelque peur la première fois, [car] ils ont commencé à reculer [...] (Retegan, 2002 : 51).

En analysant sous tous les angles le projet de la division socialiste du travail et son corollaire regrettable pour la Roumanie, en notant que, en fin de compte, la décision est injuste, puisque CAEM ne réunit pas entièrement le monde communiste, les membres du Bureau Politique ont cherché à identifier les lacunes dans l'imitation des projets similaires des pays capitalistes, en particulier du Marché Commun, en soulignant que : « il y a cette tendance à pousser les choses à un bloc autant unifié que possible et à la fusion, comme l'on soutient, des économies. Parce que, finalement, cela est la tendance exprimée par Khrouchtchev et de tous les « théoriciens » qui, ces derniers temps dans toute la presse soviétique et d'autres pays, essaie de justifier la nécessité de la fusion économique des pays. On doit voir si cela peut aider (Retegan, 2002 : 108-109). Au cours des négociations du Comité exécutif du CAEM, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est s'étaient opposées aux tentatives des roumains de rejeter le plan économique intégrationniste, en faisant valoir que si la Roumanie avait l'intention de construire sa propre industrie de l'acier, cela signifierait doubler les industries des pays socialistes plus développés (Ionescu, 1994 : 375).

Les communistes roumains se sont opposés et ont cherché à renforcer la validité de leurs objections, invoquant des raisons politiques. Alexandru Moghioroș estimait que

notre position principale, notre position politique comporte une base très forte. Nous ne défendons pas vraiment seulement nos intérêts, mais aussi la cause des pays socialistes dans son ensemble et du mouvement communiste international. Si nous nous déclarions d'accord avec la création d'un organisme unique de planification, la renonciation à l'indépendance, souveraineté, égalité des droits, cela voudrait dire que nos états, nos parties auraient le rôle d'un exécutant qui exécute les décisions d'une force supérieure, non pas en conformité avec les intérêts de notre peuple, de notre pays. (Retegan, 2002 : 125).

Comme l'a observé Kenneth Jowitt, l'ensemble du problème de la division socialiste industrielle et de l'organisme unique de planification des économies a transposé Dej dans un état de « dissonance intense » sur son objectif primordial (à

savoir l'industrialisation), et le placement de sa valeur a favorisé une « opposition croissante à l'Union soviétique et l'ouverture d'une politique qui mettait l'accent sur les objectifs du parti et la souveraineté étatique » (Jowitt, 1971 : 203 et 214).

La Plénière du Comité central du POR de mars 1963 a soutenu la position adoptée par Bârlădeanu à la session de CAEM : « La Plénière a réaffirmé son plein accord avec les « principes fondamentaux de la division internationale socialiste du travail » [...] selon lesquels le moyen principal de développement réussi et d'approfondissement du travail est la coordination des plans de l'économie nationale dans l'esprit des principes énoncés dans la Déclaration de Moscou de 1960, respecter l'indépendance et la souveraineté nationale, la pleine égalité des droits [...] » (*Scânțeia*, 1963 ; Retegan, 2002 : 190-191). Dans la presse roumaine, les notions utilisées par les politiciens communistes n'étaient pas si hardies, mais, dans la lettre de Gheorghiu-Dej adressée à Khrouchtchev en juin 1963, la position intransigeante de la Roumanie est devenue évidente : « POR se dresse contre l'ensemble des mesures prévues - le plan unique et la création de l'organisme unique planification, communes à tous les pays, syndicats interétatiques de branche, entreprises de propriété commune - considérant que, par leur nature même, elles conduisent inévitablement à porter préjudice à la souveraineté nationale des pays socialistes membres de CAEM. [...] » (Tănase, 1998 : 188-189). Selon les informations de Ghiță Ionescu, à ce moment-là le bruit courait encore que Khrouchtchev avait écrit à Dej, l'informant que la limite de coopération avec le CAEM avait été atteinte et que si les objections étaient maintenues, la Roumanie n'aurait pas d'autre alternative que de quitter CAEM (Ionescu, 1994 : 376). Dans le plan d'action, Moscou a décidé d'envoyer une délégation à Bucarest pour enquêter et résoudre le cas ; Nikolai Podgornîi (le secrétaire du Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique / CC du PCUS) est arrivé en Roumanie en mai, mais les pourparlers n'ont pas permis d'y mettre fin à l'amiable (Retegan, 2002 : 273-299). En parallèle, les communistes roumains ont décidé de populariser la décision de rejeter le projet économique, en rompant ainsi le silence envers tous les membres du parti et informant la population grâce à des réunions organisées à différents niveaux. Au cours de mars, les discussions et les réunions du parti se sont intensifiées avec l'intellectualité technique et les ouvriers, où l'on déclarait que l'amitié et la coopération avec l'URSS étaient maintenues, mais que « dans les problèmes économiques il y avait de sérieuses divergences de vues » (Ionescu, 1994 : 376-377).

Une autre action, reçue comme un affront à Moscou, a eu lieu en juin 1963, lorsque les communistes roumains ont publié un résumé d'une lettre écrite par le Parti communiste chinois et adressée au Comité central du PCUS en juin 1963, qui critiquait la politique soviétique en relation avec les 25 points établis pour la

conférence sino-soviétique qui devait avoir lieu en juillet. Le contenu de la lettre n'a pas été exposé en URSS et les États d'Europe orientale n'ont pas osé, cependant, rendre le texte public. Les communistes albanais, néanmoins, ont décidé de faire le contraire, et l'élite de Bucarest a repris un résumé de la lettre et l'a publié.

Le geste était audacieux, mais visait à révéler un sujet important pour la Roumanie, exprimé par les communistes chinois : « Ce serait un chauvinisme à grande échelle de nier les principes de base et, au nom de la « division internationale du travail » ou de la « spécialisation » imposer à certains la volonté d'autres » (Ionescu, 1994 : 378 et Tismăneanu, 2005 : 217). Ce thème fournira aux communistes roumains le contenu conceptuel et dogmatique pour rejeter les plans économiques intégrationnistes soviétiques. Les communistes roumains n'étaient pas du tout attirés par la vision manichéenne, profondément belliqueuse de Mao, se sentant plus à l'aise dans la structure de Moscou, mais ils étaient intéressés par les avantages potentiels de l'érosion de la domination soviétique sur les états d'Europe orientale.

Jusqu'à ce point, la Roumanie avait adopté et réitéré une attitude qui était clairement indicative de désengagement de Moscou. D'autres actions de la Roumanie montraient ses contours. À cet égard, c'est la réponse de Gheorghiu-Dej aux initiatives bienveillantes de Tito pour le rapprochement qui a été significative. En juin 1963, la Roumanie, après avoir refusé de participer à certains projets d'investissement au sein du CAEM, a annoncé qu'elle avait approuvé et signé un projet d'une valeur de 140 millions de livres sterling avec la Yougoslavie (pays en dehors du CAEM) visant à exploiter le potentiel hydroélectrique et de navigation des Portes de Fer. En novembre 1963, Dej a rendu visite en Yougoslavie et même si ce fut une visite d'Etat et non du parti, les honneurs avec lesquels il a été reçu à Belgrade dépassaient ceux dont avait bénéficié Khrouchtchev (qui avait été invité en août). Gheorghiu-Dej fut aussi le premier dirigeant communiste qui a été invité à s'adresser à la Skupština nationale yougoslave (Rothschild, 1989 : 163; Ionescu, 1994 : 379; Betea, 2001 : 124-25). Selon Ghiță Ionescu, « cette preuve de respect exceptionnelle ne pouvait pas être expliquée autrement que par la méfiance commune de deux régimes envers CAEM. Il est probable que cela indiquait aussi la bonté que les yougoslaves avaient montrée à l'opposition des roumains envers le monocentrisme du PCUS. » La Roumanie a également décidé de renvoyer l'ambassadeur roumain à Tirana (bien que l'Albanie ait été « excommuniée » en 1961), les légations d'Angleterre et de France à Bucarest ont été élevées au niveau d'ambassade et la fin de 1963 a marqué le premier vote de la Roumanie contre l'Union soviétique et ses alliés au sein des Nations Unies (Georgescu, 1995 : 274; Ionescu, 1994 : 379; Fejtö, 1974 : 161). Toutes ces décisions ont représenté des actes symptomatiques cumulatifs indiquant la désatellisation et l'intention (facilitée par la conjoncture) d'autonomisation.

Gheorghiu-Dej, avec son groupe, a continué à maintenir la position de désengagement, d'autant plus que le contexte favorisait le soutien d'une position centrée sur le droit de chaque pays à planifier l'économie nationale. Khrouchtchev était, *bon gré mal gré*, décidé d'adopter la modération par rapport à la Roumanie, car il s'était déjà engagé dans une polémique avec la Chine, avait perdu le contrôle *in toto* sur l'Albanie, la crise des missiles de Cuba avait encore des effets néfastes sur les relations avec les États-Unis et leur effet cumulatif se traduisait par un préjudice de son image et de son autorité. Dans ce contexte troublant, mais permissif pour une certaine marge de manœuvre, les communistes roumains ont décidé de mettre l'accent sur l'antagonisme lancé. En fait, comme l'a déclaré Michael Shafir, « Dej se trouvait confronté au dilemme de choisir entre l'Union soviétique et le modèle soviétique. Paradoxalement, en grande partie, sa forte identification aux valeurs marxistes-léninistes de l'industrialisation a été celle qui l'a transformé en « national-communiste » (Shafir, 1985 : 48). En d'autres termes, l'appel au soutien populaire déroulé concomitant avec le différend avec Khrouchtchev n'était nullement un catalyseur ou un générateur, mais un élément nécessaire d'une ligne d'action hésitante, initialement, mais finalement préservée et renforcée. Ainsi, dans le processus de construction (argumentative et d'action) d'une désatellisation, la Roumanie a eu recours à d'autres décisions illustratives. Par exemple, les communistes roumains ont refusé d'assister à la réunion des premiers secrétaires à Berlin-Est (prévue pour le 23 juin 1963) ; la réunion a coïncidé avec la célébration du 70^e anniversaire de Walter Ulbricht, mais Khrouchtchev a exploité la possibilité de consulter les autres membres du parti communiste avant la réunion avec les chinois, tenue le 4 juillet (Ionescu, 1994 : 379). L'absence de la Roumanie équivalait à son non-alignement au chemin souhaité par Khrouchtchev pour les pays d'Europe orientale.

En juillet 1963, Gheorghiu-Dej a assisté, cependant, à la réunion des premiers secrétaires de Moscou, organisée pour discuter des questions liées au Pacte de Varsovie et problèmes de CAEM. Le communiqué officiel mentionnait seulement la coordination des plans entre les États souverains constituant le Conseil d'Assistance Economique Mutuelle, « basée sur les principes de l'égalité des droits et du strict respect de la souveraineté nationale » (Ionescu, 1994 : 379-380), en renonçant à la création de l'organisme unique de planification. Le texte a inclus à titre subsidiaire le premier acte de rébellion du groupe de Gheorghiu-Dej et signifiait une victoire partielle de la politique de Bucarest par rapport à Moscou. En substance, le communiqué de presse a déclaré l'importance de consultations préliminaires bilatérales pour la coopération à long terme, qui représentait le vocabulaire même utilisé et soutenu jusqu'alors par les communistes roumains. Selon François Fejtö,

Gheorghiu-Dej avait réussi à empêcher la transformation du CAEM dans une autorité supra-étatique et, par conséquent, « si les Chinois avaient détruit la domination soviétique sur le mouvement communiste international en 1957, six ans plus tard les roumains signalaient la désintégration de la domination soviétique en l'Europe orientale » (Fejtö, 1974 : 160).

Une autre ressource destinée à renforcer la position du POR a été activée en même temps que la position officielle dans les relations extérieures ; il s'agit du soutien populaire. En rejetant les plans intrusifs soviétiques, le « régime communiste et le peuple roumain se sont trouvés à la fin, d'une manière authentique, sur un terrain commun » (Rothschild, 1989 : 162). Selon l'observation de Michael Shafir, l'élite politique roumaine a décidé de « devenir non seulement le mode de réalisation du développement industriel, mais aussi des aspirations nationales d'indépendance ». La formule politique a été altérée ; jusqu'à ce moment-là, l'élite communiste a été contrainte de recourir à une « accumulation primitive de la légitimité » (Shafir, 1985), à cause de l'identification du parti « avec le référent externe soviétique ». Mais la nouvelle étape favorisait un autre cours ; en tant que telle, une vaste campagne de « de-soviétisation » et « re-romanisation » a été lancée (Shafir, 1985 : 48). Dej a recouru à une stratégie de détente et de rapprochement dans les relations avec la population.

En raison d'un fort sentiment antisoviétique (dû à l'annexion de la Bessarabie par l'Union soviétique à la fin de la Seconde Guerre mondiale), les tentatives de détachement de Gheorghiu-Dej sous la tutelle de Moscou étaient populaires. Les hauts responsables du POR ont commencé à accorder plus d'attention à l'intérêt national, aux symboles nationaux, aux valeurs et à l'histoire du peuple roumain. La de-soviétisation a continué au niveau interne par la démolition de la statue de Staline à Bucarest, la langue russe, qui jusque-là était obligatoire dans toutes les écoles, est devenue optionnelle (depuis l'année scolaire 1963-1964), les noms russes, reçus en 1948, de la plupart des rues, ont été de nouveau changés, le Musée roumain-russe a été fermé et son personnel transféré à l'Institut de l'histoire « Nicolae Iorga », l'Institut d'études roumaines-soviétiques a été aboli, l'Édition « Cartea rusă » est devenue l'Édition pour la Littérature Universelle, l'espace accordé aux productions soviétiques dans la presse, la radio et la télévision a été diminué, les œuvres de Nicolae Iorga, Mihai Eminescu, Titu Maiorescu ont été réimprimées. Pareillement, en août 1963 le brouillage des émissions de radio occidentales (qui étaient diffusées en roumain) a été arrêté, on a commencé à accepter de plus en plus de touristes et de conférenciers des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France et de l'Italie. D'autres manifestations culturelles occidentales, telles que des pièces de théâtre, des livres, des films, des expositions ont été autorisées (Frunză, 1990 :

456-457; Tănase, 1998 : 197-198; Rothschild, 1989 : 163; Ionescu, 1994 : 380). Entre 1962-1965, plusieurs décrets du Conseil d'Etat stipulaient la libération de nombreux détenus (Georgescu, 1995 : 274). Un élément fort de mesures de-russification consistait dans l'accent sur les traditions politiques et culturelles roumaines. La réhabilitation des personnalités remarquables de la période entre les deux guerres, comme Titu Maiorescu, Nicolae Iorga, Nicolae Titulescu, a signifié la reconnaissance et l'appréciation officielle de leur contribution politique et culturelle (Fisher, 1989 : 62). L'évolution est intéressante aussi à la lumière de « l'utilisation - et de l'abus - du poète national Mihai Eminescu » dont les œuvres, censurées depuis 1948 en raison de leur tonalité antirusse, ont commencé à être réimprimées ; toutes ces mesures ont été incluses dans la terminologie utilisée par l'élite communiste dans une campagne pour « la réévaluation de l'héritage national » (Shafir, 1985 : 48-49).

En 1964, ces mesures ont atteint un niveau radicalisant : la célébration de la révolution soviétique a été réduite au minimum, et le Mois de l'Amitié soviéto-roumaine a été réduit à « Dix Journées de la Culture Soviétique ». Un point culminant d'insulte à Moscou a coïncidé avec la publication de l'œuvre de Karl Marx, *Notes sur les roumains*, dans lequel la Russie tsariste était critiquée pour l'atteinte grave portée aux mouvements révolutionnaires roumains de la fin du XIXe siècle et pour reprendre la Bessarabie (Fisher, 1989 : 62). Le moment a coïncidé avec des attaques explicites de Mao, lors d'une interview avec des journalistes japonais en 1964, qui se sont établis en tant que partie intégrante de la condamnation soviétique pour les acquisitions territoriales de 1947. L'impact signalait le potentiel de réactions similaires au cas des États d'Europe orientale, en particulier en Roumanie et en Pologne, les pays qui avaient subi des amputations territoriales considérables dans l'avantage d'URSS. La question de Bessarabie « planait de façon dramatique » au milieu de la révision des relations soviéto-roumaines (Ionescu, 1965 : 252). L'historien roumain Andrei Oțetea avait été envoyé aux archives de la Deuxième Internationale à Amsterdam, où il a « révélé » les écrits de Marx, avec des références ponctuelles et critiques contre la Russie tsariste impériale qui a incorporé le territoire roumain d'une manière injuste. Le moment était extrêmement favorable pour le groupe de Dej, puisque, comme l'a remarqué Shafir, « l'idéologie communiste paraissait désormais pleinement compatible avec le nationalisme antirusse, puisque le fondateur lui-même du socialisme scientifique avait dénoncé la violation russe de l'indépendance roumaine en général et l'annexion de la Bessarabie, en particulier ». La synchronisation de la publication de l'œuvre de Marx avec d'autres actions de politique intérieure et en particulier étrangère illustre « l'accomplissement historiographique de la fonction de rationalisation des politiques contemporaines » (Shafir, 1985 : 50).

Conclusions

La désoviétisation de l'espace public roumain et le changement de la stratégie de POR, de partie intégrante de l'Internationale de Moscou dans un parti qui encourage le socialisme fondé sur les valeurs historiques et culturelles nationales, ont permis à Gheorghiu-Dej et à ses proches d'obtenir des rétroactions positives et le soutien de la population. L'ensemble complexe de mesures axées sur la de-russification a été, essentiellement, symbolique, mais s'est avéré très populaire en Roumanie (Fisher, 1989 : 62). L'amalgamation des convictions politiques et idéologiques d'origine léniniste (en tant que fondement du discours sur la légitimité des actions au sein de CAEM), d'une part, avec l'appel aux symboles nationaux (en tant que besoin pour la légitimation nationale), de l'autre, déclenchent le questionnement de l'ambivalence des actions de Dej (et la nécessité de l'analyser). Kenneth Jowitt fait valoir que jusqu'au début des années 1960 dans la société roumaine a fait son apparition une nouvelle couche (la soi-disant « nouvelle classe moyenne » qui a résulté de l'accent mis par le parti sur la mobilisation et l'industrialisation), qui représentait un élément social qui devait être attiré par l'élite du parti. Gheorghiu-Dej faisait face à deux alternatives dans le traitement de cette nouvelle classe : soit l'intégrer dans l'orientation nationale centrée sur l'engagement pour le système politique léniniste ; soit dichotomiser les deux tendances (c'est-à-dire le léninisme et le nationalisme), ou les chevaucher, en niant le caractère distinctif des impératifs politiques qui leur est associé. Jowitt a noté qu'il y avait la possibilité que Dej « sécurise la loyauté de la couche stratégique et définisse son engagement envers le régime d'une manière qui pourrait créer un amalgame de définitions nationales et léninismes ». Le fait que Dej est resté un stalinien convaincu l'empêcha d'exploiter la situation de cette manière ; voilà pourquoi ses politiques ont été soutenues par la nouvelle classe moyenne sur les considérations primordialement instrumentales et sélectives. Dej « a abordé la question du soutien populaire, presque entièrement, en termes de manipulation, [et cette] position [était] fondée sur la méfiance fondamentale et typique stalinienne » (Jowitt, 1971 : 223-224 et 184-186).

Bibliographie

- Auty, P. 1969. Yugoslavia's International Relations (1945-1965). In: Wayne S. Vucinich (ed.), *Contemporary Yugoslavia: Twenty Years of Socialist Experiment*, Berkeley: University of California Press
- Betea, L. 2001. *Convorbiri neterminate: Corneliu Mănescu în dialog cu Lavinia Betea*, Iași: Editura Polirom
- Deletant, D. 2001. *Teroarea comunistă în România. Gheorghiu-Dej și statul polițienesc. 1948-1965*, Iași: Polirom
- Fejtő, F. 1974. *A History of the People's Democracies: Eastern Europe since Stalin*, Harmondsworth, Middlesex, England: Penguin Books

- Fisher, M. E. 1989. *Nicolae Ceaușescu. A Study in political leadership*, Boulder & London: Lynne Rienner Publishers
- Frunză, V. 1990. *Istoria stalinismului în România*, București: Editura Humanitas
- Georgescu, V. 1995. *Istoria românilor. De la origini până în zilele noastre*, București: Humanitas
- Gilberg, T. 1976. Yugoslavia, Albania, and Eastern Europe. In: Charles Gati (ed.), *The International Politics of Eastern Europe*, New York-Washington-London: Praeger Publishers
- Griffith, W. E. 1963. Eastern Europe and World Communism. In: Stephen Fisher-Galați (ed.), *Eastern Europe in the Sixties*, New York, London: Frederick A. Praeger Publisher
- Ionescu, G. 1965. Communist Rumania and Nonalignment (April 1964-March 1965), *Slavic Review*, vol. XXIV, no. 2, June
- Ionescu, G. 1994. *Comunismul în România*, București: Editura Litera
- Jowitt, K. 1971. *Revolutionary Breakthroughs and National Development. The Case of Romania, 1944-1965*, Berkeley and Los Angeles: University of California Press
- Retegan, M. 2002. *Război politic în blocul communist. Relații româno-sovietice în anii șaizeci*. Documente, București: Editura RAO
- Rothschild, J. 1989. *Return to Diversity. A Political History of East Central Europe since World War II*, New York: Oxford University Press *Scântea*, 9 martie 1963
- Shafir, M. 1985. *Romania: politics, economics and society*, London: Frances Pinter (Publishers)
- Tănase, S. 1998. *Elite și societate. Guvernarea Gheorghiu-Dej 1948-1965*, Editura Humanitas, București
- Tismăneanu, V. 2005. *Stalinism pentru eternitate. O istorie politică a comunismului românesc*, Iași: Polirom
- Wszelaki, J. 1963. New Patterns of Trade. In: Stephen Fisher-Galați (ed.), *Eastern Europe in the Sixties*, New York, London: Frederick A. Praeger Publisher.



ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

Vie intellectuelle et libre expression sous le régime de Ceaușescu. Une rupture de la tradition francophone de l'entre-deux-guerres

Adrian-Gabriel Corpădean

Université Babeș-Bolyai, Faculté d'études européennes,
Département d'études européennes et gouvernance, Roumanie
adi_corpadean@yahoo.com

Résumé

Cette étude présente la situation précaire de la liberté d'expression pendant le régime communiste en Roumanie et notamment après l'arrivée au pouvoir de Nicolae Ceaușescu, par le biais de deux études de cas. La première se penche sur la condition intellectuelle perçue à travers la situation des universités, tandis que la deuxième examine le rôle des médias dans la période envisagée. Nous mettons l'accent sur les éléments de continuité et de discontinuité visant la présence de la francophonie en Roumanie communiste, en vertu de la tradition francophone qui avait caractérisé la vie intellectuelle dans l'entre-deux-guerres.

Mots-clés: communisme, Ceaușescu, médias, université, francophonie

**Intellectual life and freedom of expression under Ceaușescu's regime.
A rupture with the francophone tradition of the interwar period**

Abstract

This study presents the precarious situation of freedom of expression during the Romanian communist regime and chiefly after Nicolae Ceaușescu came to power, by means of two case studies. The former focuses on the condition of intellectuals perceived through the case of universities, whilst the latter examines the role of mass media in the period envisaged. We shall emphasise various elements of continuity and discontinuity pertaining to the presence of the Francophonie in communist Romania, amid the French-speaking tradition that had characterised intellectual life during the interwar period.

Keywords: communism, Ceaușescu, mass media, university, francophonie

L'abandon du rôle traditionnel de la francophonie en Roumanie, soit dans la vie quotidienne dans l'entre-deux-guerres, soit dans l'éducation, pour ne pas insister sur son usage dans la diplomatie, a été l'une des multiples ruptures dans la vie intellectuelle du pays qui est arrivée après le moment 6 mars 1945. Le stalinisme, exprimé en Roumanie notamment pendant le régime de Gheorghe Gheorghiu-Dej,

a marqué une période sinueuse d'influence soviétique, avec des touches nationalistes auxquelles le communisme roumain ne s'échapperait jamais. Cependant, en 1965, après la mort de Gheorghe Gheorghiu-Dej, la direction du pays, désormais nommé la République Socialiste de Roumanie, a été prise par Ceaușescu, qui y a constitué un régime véritablement dictatorial, mais nouveau. La déstalinisation, bien que tardive, a laissé les langues occidentales pénétrer de nouveau autant dans l'éducation que dans la culture, d'une certaine manière, au détriment du russe, désormais perçu comme la langue de l'URSS, le même superpouvoir qui est intervenu en 1968 à Prague, attirant une forte condamnation de la part de Bucarest et pas seulement.

Sans vouloir trop insister sur les lignes principales des politiques poursuivies par Ceaușescu, nous nous centrerons, en revanche, sur la continuation des persécutions à l'égard des élites et les autres facteurs qui facilitent l'explication du choix de l'exil pour les intellectuels roumains, dont beaucoup ont repris la voie de la France, Paris étant le centre de la diaspora roumaine. Mettant notre analyse sous les auspices de l'influence de la France sur l'intelligentsia roumaine, nous nous concentrerons sur l'université et la libre expression, notamment les médias, afin de reconstituer le contexte des années Ceaușescu dans la vie intellectuelle.

En dépit d'un début assez encourageant sur la scène politique internationale, comme on vient de le présenter, Nicolae Ceaușescu a frappé sévèrement sur le plan intérieur l'équilibre de la société, par des mesures qui ont contribué à la violation des droits et des libertés des citoyens. Après son arrivée au pouvoir, l'intervention du Parti communiste (qui a retrouvé son nom officiel à l'époque) s'est étendue dans la sphère la plus intime de la vie sociale, par les décisions d'interdire l'avortement et la contraception, dans l'intérêt d'une politique démographique agressive. Il est important, à notre avis, de commencer par cela, pour illustrer le côté le plus intime qui n'a pas échappé au contrôle du régime, suivant une politique que nous jugeons condamnable par ses mesures et par les conséquences sur la vie familiale. De plus, Ceaușescu a continué les abus de son prédécesseur, bien qu'à une échelle inférieure, y compris la censure, les déportations et le contrôle exercé par le biais d'une police secrète active et puissante. En outre, le dictateur a fait appel à une censure qui a affecté non seulement la presse, mais aussi les milieux universitaires, donc la création scientifique, littéraire et artistique, au sens général, ce qui a provoqué des dégâts extraordinaires chez les intellectuels. Voilà le contexte gris qui encadre notre étude (Corpădean, 2013: 218-229) et qui se propose de faire une critique du point de vue de la vie intellectuelle, d'un régime devenu bientôt anachronique, détestable et meurtrier.

Pour commencer, il faut dire que la qualité de la vie universitaire a baissé considérablement sous le régime communiste, par la promotion d'une nouvelle catégorie de pseudo-élites et une métamorphose des standards qualitatifs afin de servir les intérêts du Parti unique. Pour donner un exemple de ce phénomène de décadence, nous ferons référence au symbole de l'éducation supérieure effectuée dans l'intérêt de l'appareil du Parti, c'est-à-dire l'Académie Ștefan Gheorghiu, de Bucarest (Romania : a Country Study, 2004 : 254). Créée en 1945, à moins de deux semaines après l'installation au pouvoir du régime de Petru Groza, l'Académie a été le fruit de la pensée d'Ana Pauker, qui avait l'intention d'inaugurer une institution d'enseignement supérieur pour s'occuper de l'éducation des membres du Parti communiste remplissant des fonctions de direction, comme ceux qui appartenaient au Comité central. Le premier recteur de l'institution a été le professeur Barbu Lăzăreanu, spécialiste en littérature roumaine et ancien contributeur aux journaux de propagande communiste, tels *Le socialisme* et *La Roumanie travailleuse*, qui avaient apporté leur pierre à la défense de la cause de gauche même avant la première guerre mondiale. Lăzăreanu a été promu par les communistes par son acceptation dans l'Académie roumaine, lors de la restructuration de celle-ci en 1948, pour convenir aux intérêts légitimistes du nouveau régime (Catalan, 2005 : 445).

Baptisée initialement *l'Université des travailleurs du Parti communiste roumain*, l'institution a reçu en 1946 le nom d'un activiste socialiste de Roumanie, qui avait contribué à la fondation du Parti social-démocrate et avait défendu les paysans roumains participant à l'émeute de 1907. Le nom de l'Académie est devenu, entre 1952 et 1966, *L'école supérieure du Parti « Ștefan Gheorghiu »*, pour recevoir ensuite la dénomination *Académie des sciences sociales-politiques*. Ceci jusqu'en 1989, lorsqu'elle a été rebaptisée *Académie d'études sociales-politiques « Ștefan Gheorghiu¹ »*. Le dessein de l'institution était celui de préparer les cadres de l'appareil communiste, en les endoctrinant dans le domaine de la « préparation politique », où les qualificatifs *bien* et *très bien* assuraient un accès plus facile dans les rangs corrompus de la nomenclature.

Par ailleurs, la structure des études a été conçue sur deux niveaux, vu que la haute éducation a été placée sous la surveillance du Comité central du Parti, tandis que l'éducation moyenne était subordonnée aux structures locales de celui-ci. L'Académie incluait trois facultés, dont les licenciés concourraient d'une manière loin d'être loyale avec ceux des universités prestigieuses du pays, dont il faut mentionner celles de Cluj, Iași et Bucarest : il s'agit de la Faculté d'histoire du mouvement travailleur, la Faculté de philosophie et de sciences politiques et la Faculté d'économie (cette dernière était structurée en trois sections : économie générale, économie internationale et organisation et gestion économique). La

durée des études variait entre quatre ans, ce qui représentait la période normale dans le cadre universitaire à l'époque, et cinq ans, dans le cas des études par correspondance ².

De plus, les cours de spécialisation dédiés aux membres du Parti communiste étaient souvent préparés par l'Académie Ștefan *Gheorghiu*, et dans ce cas, la durée des études oscillait entre quelques semaines et un an (double pour ceux qui optaient pour les cours par correspondance). Souvent, les membres de l'administration étaient ceux qui choisissaient de prendre de tels cours de spécialisation, équivalents des cours postuniversitaires, et qui pourraient même mener à des études doctorales. Dans ce cas, les membres du Parti qui bénéficiaient de recommandations de la part des cadres supérieurs avaient la possibilité de se retirer du « champ de la production » pour une période de trois ou quatre ans, afin d'achever leur doctorat. Ce qui devient évident, pour la question qui nous intéresse, c'est la dissemblance notable entre la qualité des études offertes par l'Académie du Parti et celles des universités traditionnelles. Le fait que cela s'étendait au niveau des écoles doctorales était extrêmement grave pour la qualité des élites universitaires formées sous les auspices du Parti communiste et représentait une raison de plus pour déplorer la condition des élites intellectuelles véritables, sérieusement affectées par cette perversion du système éducatif. Ainsi, dans toute analyse des élites qui ont pris la voie de la diaspora, par exemple, il faut mettre l'accent tout le temps sur le fait que le choix de leur inclusion dans la catégorie de celles qui ont promu un message véritable pour la Roumanie, depuis l'exil français, doit être fondé sur une formation authentique et non pas sur celle qui a obéi aux exigences dénuées de profondeur académique des communistes.

Pour mieux comprendre les dangers de ces changements du système éducatif, il est à noter qu'à l'Académie Ștefan *Gheorghiu* on a ajouté en 1971 un *Institut central de formation des cadres de direction de l'économie et l'administration de l'État*, dont le rôle était de doter les apparatchiks expérimentés d'un titre artificiel de docteur. L'objet principal d'étude - et d'ailleurs le cours de manipulation du système d'enseignement entier - y était le *socialisme scientifique* (Cheptea et al., 2011 : 281), devenu obligatoire dans toutes les spécialisations universitaires, aussi à Ștefan *Gheorghiu* qu'ailleurs, même dans les grandes universités. Les mêmes principes d'intoxication s'appliquaient dans les cas d'autres métiers, comme celle de journaliste ou d'économiste. Il est évident que nous devons souligner la différence immense entre la préparation, en tant que spécialistes de la presse, des voix éminentes qui promouvaient l'anticommuniste à la Radio Europe libre, et les serviteurs du Parti unique, formés conformément à la doctrine. Par ailleurs, le désir du Parti communiste d'exercer un contrôle très étroit à l'égard de la presse, pour

des raisons évidentes de soumission, manipulation et propagande, est allé si loin pendant les dernières années de communisme que l'Académie Ștefan *Gheorghiu* a acquis le monopole de la qualification officielle de journaliste. L'action des communistes a été offensive, de sorte que tous les nouveaux journalistes du pays allaient être endoctrinés d'une manière contrôlée, au sein de la Faculté de journalisme de l'Académie, tandis que les anciens hommes et femmes de la presse qui n'avaient pas fini les cours d'une faculté de ce profil étaient obligés de suivre des cours de formation à Ștefan *Gheorghiu*³.

Si l'institution décrite ci-dessus avait pour but ultime de promouvoir et d'enseigner les valeurs et les principes du socialisme scientifique, il restait encore dès le début le besoin d'assurer la formation des cadres communistes qui soient capables de s'occuper du mécanisme manipulateur par le biais duquel on assurait la maintenance de la position dominante du Parti unique dans la société. Ceci ne signifie pas que le rôle initial de l'Académie Ștefan *Gheorghiu* n'était pas tangentielllement lié à cette mission, mais que ce n'était pas l'une des fonctions majeures de cette institution. En revanche, pour remplir le dessein de former les spécialistes du mécanisme vital de propagande du Parti communiste roumain, on a institué en 1948 L'école supérieure de sciences sociales *Andrei A. Jdanov*, dénommée selon l'un des doctrinaires les plus importants du bolchévisme. Il a vécu entre 1896 et 1948 et son rôle incluait la surveillance de la création littéraire au sein de l'Union soviétique, afin que les auteurs modèlent leurs œuvres en fonction des lignes directrices du Parti (Boterbloem, 2004 : 281).

Peu après sa création, l'école *Andrei A. Jdanov* a divisé ses priorités en deux, afin d'y inclure l'étude de la propagande et de la presse, pour recevoir en 1954 une section supplémentaire, sous la forme d'un Institut des sciences sociales. Située sous un contrôle plus prononcé de la part du Kremlin, l'école *Andrei A. Jdanov* n'a pas survécu au départ des troupes soviétiques de Roumanie, en 1958. À ce moment-là, elle est devenue une partie de l'Académie Ștefan *Gheorghiu*, suivant le même modèle centralisé qui a fonctionné (strictement du point de vue institutionnel, non pas de celui de l'efficacité) dans tous les domaines réglementés par des politiques d'État (News from behind the Iron Curtain, 1954 : 22).

La fin de l'Académie est venue logiquement après la Révolution de 1989, lorsque les nouveaux dirigeants du Front de la sauvegarde nationale ont mis fin à l'existence de cette institution, devenue inutile en raison de la fin aussi du Parti unique. Néanmoins, il ne faut pas croire que les grandes universités du pays n'avaient pas continué la tradition de l'apprentissage de qualité dans tous les domaines. En ce qui nous concerne, les études des langues, notamment du français, redevenu langue étrangère de première importance sous Ceaușescu, ont connu une période

fructueuse pendant les années '70 et '80, dans les grands centres universitaires - Cluj, Iași, Bucarest - par une rigueur et une ouverture exceptionnelles.

Une aubaine pour les « intellectuels » formés dans la doctrine du Parti communiste et une source d'éducation pour une nouvelle génération d'élites (dans le sens soviétique du terme), l'Académie Ștefan Gheorghiu a été l'un des obstacles élevés par le régime totalitaire de Bucarest, dirigés contre les élites véritables du pays. La tentative, partiellement réussie, de dominer et de reformer le monde de l'intelligentsia en se servant de telles institutions corrompues a permis aux communistes de pousser beaucoup de représentants des élites traditionnelles vers un silence douloureux, ou bien vers la voie de l'exil, à la recherche des moyens viables de s'exprimer librement. L'idée de former et de renforcer de telles écoles supérieures n'appartenait pas seulement aux communistes roumains, car c'est Moscou qui avait inclus dans ses stratégies cette modalité de remplacer la classe intellectuelle par une nouvelle catégorie sociale, plus docile et de loin plus utile aux intérêts manipulateurs de la doctrine totalitaire. On trouve facilement des équivalents de l'Académie Ștefan Gheorghiu dans la plupart des pays situés au-delà du rideau de fer et ce qui est choquant, c'est que non seulement la mission, mais aussi la structure et les moyens de telles institutions étaient similaires et dénotaient un plan destructif, un véritable équivalent de la collectivisation ou de la nationalisation dans le plan de l'expression intellectuelle.

À part la vie universitaire, le régime communiste, suivant le modèle des autres systèmes de ce type de l'Europe centrale et orientale, a jugé prioritaire l'assujettissement des médias, afin de limiter l'accès à l'information, modeler les nouvelles pour servir au mécanisme manipulateur et, ce qui est plus important pour cette étude, bannir les voix dissidentes. La presse écrite en particulier, qui avait connu un essor considérable pendant l'entre-deux-guerres, étant par exemple l'apanage des salons cultivés par les intellectuels roumains selon le modèle parisien, a subi pendant le communisme une transformation immédiate en mécanisme de propagande, dont l'outil le plus connu était le journal *Scînteia*. Instrument principal de presse du Parti communiste roumain, *Scînteia* avait déjà été créé en tant que journal illégal de propagande communiste dans les années 1930 et il n'a été légalisé qu'en 1944, ayant le but déclaré d'achever la victoire du socialisme en Roumanie.

Le journal a été placé sous la direction de Miron Constantinescu (Tismăneanu, 2003 : 260), mais c'est Silviu Brucan, professeur de journalisme, praticien du domaine et membre de la nomenclatura du Parti communiste, qui était la pièce maîtresse de *Scînteia*. Ambassadeur de la Roumanie aux États-Unis et à l'Organisation des nations unies, il deviendrait un détracteur de Ceaușescu et contribuera à l'écroulement du régime en 1989 (Deletant, 1995 : 253). Pourtant, au début,

en tant que rédacteur-en-chef, une position que Brucan a remplie jusqu'en 1956, il a contribué à la promotion d'un message très fort dans la société roumaine, s'opposant avec fermeté et même cruauté aux légionnaires, aux intellectuels des milieux universitaires, aussi bien qu'aux paysans riches, qui haïssaient la collectivisation. Le collectif de rédaction comprenait autant des intellectuels, que des représentants du prolétariat, bien que ces premiers aient eu eux-aussi un niveau d'expression très similaire au message communiste. Les uns, comme l'écrivain Ion Călugăru, quoique représentant l'avant-garde, avaient déjà adopté depuis l'entre-deux-guerres un message de gauche, incluant dans leurs créations littéraires le thème de la lutte des travailleurs et des abus des capitalistes.⁴ D'autres, comme le critique littéraire Traian Șelmaru, cultivaient le réalisme socialiste et la valeur des dictons communistes (Soviet literature, 1952 : 170).

La création d'une position dominante du journal *Scînteia* au sein de la presse roumaine a impliqué un processus progressif, voué à exploiter les passions de la société d'après la seconde guerre mondiale. Pour cette raison, la critique issue du journal a visé longuement le régime du maréchal Antonescu et des légionnaires, assimilant pourtant à ces « ennemis du peuple » tout intellectuel qui se déclarait contre le communisme. Le langage extrêmement acide, spécifique à la presse communiste partout dans le monde, était au goût d'un segment de la population. D'autre part, les éloges ne cessaient à l'égard du leader soviétique de cette époque-là, Joseph Staline, et envers les performances de l'économie et de l'agriculture de l'URSS, tandis que n'importe quelle fête, nationale ou internationale, dédiée au communisme, était accompagnée par des éditions spéciales de *Scînteia*.

Quelques-uns des traits particuliers de la presse roumaine, après sa métamorphose dictée par l'appareil du Parti unique (et, à son tour, par Moscou), incluaient la censure, la suppression des traditions, l'approche culturelle orientée vers la doctrine communiste, la propagande ostentatoire et le culte du leader, ou bien la détermination d'une classe sociale de s'opposer à une autre (Giurescu, 1994 : 46). Très loin de la presse de l'entre-deux-guerres, dont le côté international, et notamment francophone, était majeur. Revenant, surtout pendant le régime de Ceaușescu, ce genre de pratiques ont été très poussées, lorsque les médias ont été utilisés pour achever un contrôle quasi-total sur la société, en entravant l'accès à toute information qui ne convenait pas au régime totalitaire. Cela a mené à un nombre très réduit d'informations destinées au grand public, qui devenait par la suite ignorant envers les événements à l'échelle européenne et qui était encouragé à critiquer tout ce qui se passait à l'occident et dans le monde capitaliste en général. En revanche, les faits destinés aux consommateurs des médias se concentraient sur les performances du régime communiste, avec un accent ridicule sur les données

qui montraient la prospérité « numérique » de celui-ci, pendant que la situation matérielle de la population et le manque d'aliments contrastaient énormément avec les nouvelles qui constituaient l'information officielle.

En ce qui concerne les autres médias, la Société roumaine de radiodiffusion, née sous cette forme en 1936, qui est restée célèbre grâce à la transmission du message du Roi Michel I le 23 août 1944 (un message retransmis par les grands postes de radio occidentaux, tels Radio Londres - au matin du 24 août) (Buzatu & Beldiman, 2003 : 36), qui annonçait le changement du cours de la guerre pour la Roumanie, a été l'une des premières institutions passées sous le contrôle direct de l'État. Le 11 juin 1948, il intervenait la nationalisation de cette société⁵, désormais divisée en trois sections thématiques : politique, culture et musique⁶, dont aucune n'est restée en-dehors du contrôle des communistes. Le droit à la libre expression des intellectuels a été coupé net par une politisation majeure de la radio publique, d'autant plus que la plupart des émissions avaient reçu une connotation politique. Par conséquent, le contraste entre le programme de la Société roumaine de radiodiffusion et les postes de radio occidentaux, surtout Radio Europe libre, devenait frappant.

En 1956, les mécanismes de propagande du Parti communiste ont complété leur grille avec l'apparition de la Télévision roumaine, qui, à côté de la Société roumaine de radiodiffusion, formait la Radiotélévision roumaine. Largement dépendante de la technologie russe à son début, la télévision publique a joui d'une période marquée par une certaine autonomie par rapport aux exigences du Parti unique, qui a duré jusqu'en 1970. Désormais, autant elle que la radio nationale ont vu augmenter considérablement leur dessein de promotrices du culte de la personnalité du leader communiste de Bucarest, le dictateur Nicolae Ceaușescu. Cela faisait partie d'une vague généralisée dans tous les secteurs de la vie publique, ce qui a affecté d'autant plus la crédibilité, parmi les intellectuels, d'un système audiovisuel déjà corrompu et décadent.

Ce qui s'avère très important pour la compréhension du rôle des médias roumains dans cette discrimination qui a caractérisé le système communiste entier, dirigée contre les droits et les libertés des citoyens, et notamment le droit à la libre expression, dont les élites de n'importe quelle société sont dépendantes, c'est d'observer le parcours de la Radiotélévision roumaine, allant de mal en pis depuis 1970 jusqu'aux derniers jours du régime communiste.

Ainsi, l'an 1985 a été sans doute un tournant pour l'évolution des médias roumains, vu que la deuxième chaîne nationale de télévision (il n'y en avait que deux au total, puisque le concept de médias privés n'était pas du tout caractéristique au

régime communiste de Bucarest) a arrêté sa transmission, qui datait depuis 17 ans, à l'époque. Le programme de la seule chaîne qui restait vivante, TVR, a été réduit à deux heures par jour⁷, presque entièrement dédiées à l'exacerbation d'un culte de la personnalité devenu suffocant, visant autant le leader Nicolae Ceaușescu, que sa femme, Elena. La même tendance a frappé la radio publique, qui a reçu, le 12 janvier 1985, l'ordre d'interrompre la transmission dans ses studios régionaux, qui avaient fonctionné dans de grandes villes du pays, telles Cluj, Craiova, Timișoara, Iași et Târgu-Mureș⁸. Ces éléments décentralisés étaient perçus comme une source potentielle d'autonomie, qui favoriserait la prise de distance par rapport à la ligne idéologique des communistes, dans le contexte d'une psychose plus pesante que jamais visant la préservation de l'autorité d'un leader toujours plus aliéné, devant la condition de la nation roumaine. En outre, le programme de diffusion des deux postes de radio principales, Radio Roumanie 1 et 2, a été raccourci, afin de ne plus comprendre la période nocturne - la raison peut être de nouveau la crainte des autorités qui ne voulaient laisser échapper aucun instant de la transmission à leur contrôle.

Pour arriver à une conclusion qui explique l'importance des médias pour les Roumains pendant le régime communiste et l'impact de ceux-ci dans la tentative de protéger la doctrine du Parti communiste, il faut également prendre en considération le fait que la population avait aussi un appétit pour les médias étrangers. Grâce à la volatilité des ondes, il existait la pratique de « voler » du signal radio ou de télévision afin d'avoir accès à des chaînes russes, hongroises et parfois même occidentales. Une partie des intellectuels parlaient toujours français, ce qui facilitait leur accès à ces dernières. Les interdictions qui avaient pour objet ces postes n'ont découragé que partiellement les gens à chercher les émissions plus réalistes de certaines chaînes radio, comme la Voix d'Amérique, Radio Europe libre, Radio liberté, ou bien Radio Vaticana. Les problèmes techniques étaient pourtant présents, vu que les communistes avaient fait installer dans les Carpates méridionaux, dans le groupe montagneux Retezat-Godeanu, de l'équipement de brouillage radio, à une hauteur de 1802 m, sur le pic « Muntele Mic⁹ », qui n'a pas été longtemps maintenu et dont l'efficacité a été réduite, tout comme en Pologne (Bühler, 1997 : 256).

Malgré ces efforts de tenir sous le contrôle de l'appareil du Parti toutes les sources d'information, la Radiotélévision roumaine est devenue un acteur clé pendant la Révolution de 1989, dès le début des manifestations. La prise du contrôle par les révolutionnaires de la radio et de la télévision publiques, devenues « libres » le 22 décembre 1989 (La culture de service public de radiodiffusion, 2007 : 183), a marqué le tournant de la Révolution, par la proclamation des actions qui allaient

changer le visage du pays, restée emblématique pour la conscience de la société roumaine. Pourtant, affirmer que le moment aurait marqué la fin des ingérences politiques dans la neutralité désirable de la télévision et de la radio publiques serait une erreur.

Pour conclure, nous avons essayé de montrer, par le biais de deux études de cas, l'université et les médias, la situation de la liberté d'expression pendant la période communiste en Roumanie, comme élément essentiel pour la compréhension de la condition intellectuelle. On observe que le déclin de la francophonie à l'époque a été en consonance avec celle des libertés fondamentales, entravant l'accès de l'intelligentsia roumaine à un monde qui lui avait servi d'inspiration. Toutefois, l'état précaire de la liberté de parole en Roumanie n'a pas éliminé l'usage du français, qui est resté première langue étrangère, après la rupture avec l'Union soviétique, et qui est devenu la principale langue étrangère d'expression de la diaspora roumaine à l'occident.

Bibliographie

- Buzatu, Gh.; Beldiman, Dana. 2003. *23 August 1939-1944. Romania și Proba Bumerangului*, Éd. Mica Valahie.
- Bühler, P.1997. *Histoire de la Pologne Communiste: Autopsie d'une imposture*, Éditions Karthala.
- Catalan, G. 2005. Începuturile sovietizării culturii și istoriografiei românești, in : Annuaire de l'Institut d'histoire « George Bariț » de Cluj-Napoca: Série *Historica*, volume 44, Éditions de l'Académie roumaine.
- Cheptea, Stela ; Cîrstea, Marusia ; Dumitrescu, Horia (coord.). 2011. *Istorie și societate*, volume 2, Éd. Mica Valahie.
- Corpădean, A.-G. 2013. *Le message européen de la diaspora roumaine de France après 1945*, Cluj-Napoca : EFES.
- Deletant, D. 1995. *Ceaușescu and the Securitate: Coercion and Dissent in Romania, 1965-1989*, Éd. M.E. Sharpe.
- Dinu C. Giurescu. 1994. *Romania's Communist takeover: the Rădescu government*, East European Monographs. Drăgușin, N.Învățământul de partid: poarta de acces la promovare, <http://www.jurnalul.ro/jurnalul-national/invatamantul-de-partid-poarta-de-acces-la-promovare-513967.htm>.
- Kees Boterbloem. 2004. *The Life and Times of Andrei Zhdanov, 1896-1948*, Éd. McGill-Queens.
- La culture de service public de radiodiffusion*. 2007. Observatoire Européen de l'Audiovisuel, Conseil de l'Europe.
- Lavinia Betea, *Gazetar de Ștefan Gheorghiu*, <http://www.jurnalul.ro/jurnalul-national/gazetar-de-stefan-gheorghiu-513971.htm>.
- News from behind the Iron Curtain*. 1954. volume 3, National Committee for a Free Europe (U.S.), Free Europe Press.
- Romania : a Country Study*. 2004. Federal Research Division, Kessinger Publishing.
- Soviet literature*. 1952. Soiuz pisatelei SSSR, Foreign Languages Pub. House.
- Tismăneanu, V. 2003. *Stalinism for All Seasons: A Political History of Romanian Communism*, University of California Press.

http://www.srr.ro/anii_80-11870 [consulté le 10 décembre 2016].

http://www.tvr.ro/istoric-alb-negru-si-color_2223.html#view [consulté le 10 décembre 2016].

<https://sites.google.com/site/avangardaromana/ion-clugru>. [consulté le 10 décembre 2016].

Notes

1. Lavinia Betea, *Gazetar de Ștefan Gheorghiu*, <http://www.jurnalul.ro/jurnalul-national/gazetar-de-stefan-gheorghiu-513971.htm>. [consulté le 10 décembre 2016].

2. Nicolae Drăgușin, *Învățământul de partid: poarta de acces la promovare*, <http://www.jurnalul.ro/jurnalul-national/invatamantul-de-partid-poarta-de-acces-la-promovare-513967.htm>. [consulté le 10 décembre 2016].

3. *Ibidem*.

4. <https://sites.google.com/site/avangardaromana/ion-clugru>. [consulté le 20 novembre 2016].

5. Loi no.119 visant la nationalisation des entreprises industrielles, d'assurances, minières et de transport, point 76.

6. Décret no. 216/1948.

7. http://www.tvr.ro/istoric-alb-negru-si-color_2223.html#view. [consulté le 20 novembre 2016].

8. http://www.srr.ro/anii_80-11870. [consulté le le 20 novembre 2016].

9. Les ruines de la station sont visibles même à présent.



ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

Les relations franco-roumaines en 1968. Analyse de discours

Antoanela-Paula Mureșan

Université Babeș-Bolyai, Faculté d'études européennes,
Département d'études européennes et gouvernance, Roumanie
paula.muresan@euro.ubbcluj.ro

Résumé

Chaque visite qu'un chef d'État fait à l'étranger transmet un message. Dans cet article on envisage d'analyser le contenu d'un des discours du président Charles de Gaulle, pendant une visite officielle en Roumanie, en 1968. L'analyse a pour objectif de mieux comprendre la position que la France assumait pendant cette période-là sur la scène des relations internationales et les relations qu'elle voulait cultiver, en particulier avec la Roumanie.

Mots-clés: discours, indépendance, Guerre froide, relations franco-roumaines

Franco-Romanian Relations in 1968. Discourse analysis

Abstract

Every visit that a president pays abroad transmits a message. In this paper we try to analyze the content of one of the discourses that President Charles de Gaulle made during a visit to Romania, in 1969. The aim of this paper is to better understand the position that France assumed on the stage of international affairs and the relations that it wanted to develop with Romania.

Keywords: discourse, independence, Cold War, French-Romanian relations

Sur les scènes politiques internationales, les acteurs politiques font des déclarations en exprimant leurs croyances, idéaux ou espoirs. Une étude de cas sera notre essai scientifique qui envisage de décrypter le *discours prononcé à la Grande Assemblée Nationale de la République Socialiste de Roumanie, le 15 mai 1968* par le général Charles de Gaulle. Dans la présente démarche scientifique, il nous reste à analyser si au-delà des mots, le discours transmet un message encodé et de montrer le contexte général dans lequel s'inscrit le discours. D'une part, le discours vient dans une période assez difficile pour le leadership français. A cette période-là le pays était frappé par des révoltes et des protestations, des grèves générales qui

avaient mené enfin à la dissolution de l'Assemblée nationale. (Lachaise, Tricaud, 2009 : 111). On doit mentionner que, sur la scène politique française, l'année 1968 a été une année qui s'est fait connaître dans le monde entier comme une année *effervescente*. C'était l'année la plus émue après la Seconde guerre mondiale du point de vue des révoltes. A vrai dire, c'était une continuation d'un état d'esprit de mécontentement car à partir de 1966, les étudiants français protestaient contre la guerre menée par les Américains au Vietnam. (Dreyfus, de Baecque, 2009 : 63). La France était dans une crise profonde, une crise d'identité, une crise dans laquelle on contestait la société de consommation (Carroué, Collet, Ruiz, 2005 : 254). On repositionnait toute la société, toutes ses valeurs traditionnelles, on demandait des réponses.

D'autre part, le président Nicolae Ceaușescu a vécu son rêve grâce à la visite officielle que le président Charles de Gaulle a fait en Roumanie, en mai 1968. Pour Ceaușescu, c'était son début dans le *bon monde* des relations internationales. Pour le général De Gaulle, la visite a été, encore une fois, une tribune d'où il a fait connaître son idéologie. La visite à Bucarest a fait partie d'un périple européen plus vaste : une visite en Russie en 1966 et une autre en Pologne en 1967.

De plus, Ceaușescu était considéré comme *l'enfant terrible* dans cette partie orientale de l'Europe, car il militait pour une route très nationaliste du pays, pour que la Roumanie soit indépendante, et proclamait un discours très soutenu contre l'Union soviétique. Il est bien connu le discours que Nicolae Ceaușescu a tenu lors de l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie en août 1968, critiquant la politique menée par l'Union soviétique. Cette perception erronée que les leaders internationaux avaient sur le futur dictateur du pays avait donné la possibilité à Ceaușescu de dissimuler son enjeu politique. La société roumaine, contrairement à la société française, ne manifestait aucun intérêt pour des protestations, grèves ou révoltes.

Pendant la visite du 14 au 18 mai 1968, le président de Gaulle a tenu trois discours significatifs en Roumanie : *le discours prononcé à la Grande Assemblée Nationale de la République Socialiste de Roumanie*, *le discours prononcé à l'Université de Bucarest*, et *une allocution prononcée à la radiodiffusion et la télévision Roumaines*².

Le discours à la Grande Assemblée Nationale de la République Socialiste de Roumanie a une importance majeure car le leader français certifie les relations franco-roumaines et, en même temps, exprime le point de vue politique que le président a sur les réalités européennes à ce moment-là. Après le salut cordial, comme le demande le protocole, on distingue du point de vue sémantique des

mots avec une connotation très positive qui confèrent dès le début du discours un soulagement profond (*solennelle, honneur, lumière*). Par le fait que l'Europe est la *nôtre*, le président de Gaulle met les deux pays sur un pied d'égalité. La distinction, ainsi qu'elle aurait dû être, car on était en pleine manifestation de la Guerre froide, est annihilée. Le sentiment d'appartenance au même continent est une réalité et elle doit être prononcée à haute voix. L'Europe appartient à tous les pays. Il n'y a aucune différence entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale. L'Europe est un ensemble.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

La réception solennelle, que votre grande Assemblée Nationale me fait l'honneur de me réserver, met en pleine lumière les éléments fondamentaux des rapports entre nos deux pays dans la situation mouvante où se trouvent aujourd'hui, d'une part, notre Europe et, d'autre part, le monde tout entier.

Intérêt et amitié sont les deux liens qui ont toujours lié le peuple roumain et le peuple français, bien que l'histoire n'ait pas été, peut-être, convenable pour eux. Toutefois, un sentiment de supériorité des Français est exprimé à haute voix, mais cette supériorité est assumée par l'Europe occidentale. La *Romania*, dans ce contexte, souligne les racines latines du peuple roumain, et donc un point de plus en ce qui concerne le passé historique. Entourés de peuples slaves, les Roumains ont gardé leur latinité, un fait qui leur confère, peut-être, une relation privilégiée avec les Français.

A vrai dire, à la base des rapports franco-roumains, quel qu'ait été le cours de l'Histoire, il y eut toujours le sentiment d'une communauté profonde des intérêts et une amitié donnée une fois pour toutes. Car, sur un continent peuplé essentiellement de Latins, de Germains et de Slaves, nous, Français, sommes depuis l'origine les champions de l'Occident et vous êtes la « *Romania* »!

La France a toujours été prête à aider la Roumanie. Trois sont les piliers très importants dans les rapports franco-roumains quand la France a été présente avec aide et concours explicites : le soutien pour Ceaușescu pour unifier les Principautés, le soutien pour Titulescu afin qu'il devienne un ministre des affaires étrangères reconnu au niveau européen, et le soutien sous-entendu pour Ceaușescu pour lutter contre la Guerre froide et le rideau de fer qui divisait l'Europe. Ces moments bien évoqués soulignent que la France a été plus qu'un partenaire pour la Roumanie, elle a été le frère aîné qui est toujours intervenu pour la protéger, enseigner et soutenir. Les moments sont des repères dans l'évolution de la Roumanie. Et la France y a toujours été présente. La France a toujours dit *oui*. La France a toujours su s'impliquer d'une

manière positive pour la Roumanie. Ces relations ont été développées avec le cœur et en même temps avec l'esprit. Ainsi, ce sont des relations assumées, conscientes, avec un consentement auquel les Français ont ajouté une affinité spéciale pour les Roumains. La France a été le model culturel et politique suivi étroitement par la Roumanie. De plus, le général de Gaulle n'est pas d'accord avec la conférence de Yalta suite à laquelle l'Europe a été partagée et divisée. Mais il exprime toujours l'espoir que la France et la Roumanie restent unies, partageants les mêmes idées, les mêmes croyances, les mêmes valeurs.

Rien n'est donc plus naturel que les liens de l'esprit, du cœur et de l'action qui se sont longuement établis entre nos deux peuples, liens en vertu desquels vos anciennes Principautés recherchèrent et obtinrent jadis l'aide de la France royale pour sauvegarder leur substance matérielle et spirituelle, puis se pénétrèrent des idées de liberté, d'égalité et de fraternité qui inspiraient la grande Révolution, enfin trouvèrent, pour s'affranchir et s'unir au temps d'Alexandre Cuza, le concours du gouvernement de Napoléon III. Ce sont les mêmes liens qui, au cours de la Première guerre mondiale, amenèrent votre pays à combattre aux côtés de la République française et, moyennant de dures épreuves, à prendre part à la victoire commune ; après quoi, il vit ses hommes d'État, notamment Titulescu, jouer dans la vie de l'Europe d'alors un rôle de premier plan avec l'appui de Paris. Aujourd'hui, ce sont les mêmes liens, qui, dans le but de réparer les conséquences des bouleversements infligés à notre continent par la guerre que déclencha le Reich, de remédier à la division de l'Europe telle qu'elle fut accomplie à Yalta, de mettre un terme au système des deux blocs, conduisent la Roumanie et la France à se retrouver côte à côte.

Même si la France et la Roumanie connaissent des systèmes politiques et économiques différents, (le président de Gaulle préfère ne pas dire ces mots directement, il les suggère d'une manière très fine, le message subliminal faisant référence à la démocratie et au marché libre pour la France, et au communisme, au marché étatisé, dirigé, dans le cas de la Roumanie), les motifs pour lesquels les deux pays réagissent ensemble vient au-delà d'un lien historique. Même si l'on est divers, on peut agir ensemble pour atteindre un but final commun.

Certes, les conditions dans lesquelles elles sont respectivement placées à l'intérieur d'elles-mêmes et au-dehors ne laisse pas d'être différentes. De là, chez vous et chez nous, des régimes politiques et économiques qui, présentement, ne se ressemblent pas. Mais, en dépit de cette diversité, ce sont les mêmes mobiles qui animent nos deux peuples et qui, se conjuguant avec une sympathie naturelle et multiséculaire, les portent à agir en commun.

Dans cette diversité, la chose la plus importante pour Roumains et Français, c'est de croire et d'avoir un État national. De Gaulle met en scène la figure du poète le plus célèbre et connu de la Roumanie : Mihai Eminescu. C'est un hommage qu'il apporte et, en même temps, il émotionne le public. Chaque fois que le poète national est évoqué dans un discours, cela ne fait que sensibiliser. De plus, il fait une antithèse en évoquant un État cosmopolite. L'utilisation du mot *cosmopolite* a des connotations multiples, ainsi comme il est mentionné dans le *DEX roumain*³ (*la bourgeoisie roumaine avait une tradition cosmopolite, les cosmopolites, sans le pays, tombent dans les bras de l'espionnage anglo-américain*, pour en citer les plus significatives connotations négatives). Être cosmopolite dans ce contexte-là n'est pas une chose souhaitable. Des relations de bon voisinage peuvent exister, des accords internationaux peuvent être signés, mais ce qui compte à la fin pour un État sont trois caractéristiques : destin, chemin et politique. Être un État national, c'est tout d'abord assumer la politique. La manière de le faire, le chemin à suivre sont aussi assumés et font partie de la définition de l'État national. On ajoute quelque chose de fatal : le destin est le troisième ingrédient obligatoire à assumer. Un État national a quelque chose de plus. C'est le maître de soi, il décide pour lui-même. Ce n'est pas une marionnette qui peut être dirigée selon la volonté des autres. Il est fier de son âme et de son corps, il mise sur ces deux éléments définitoires.

En premier lieu, Roumains et Français, nous voulons être nous-mêmes, c'est-à-dire, suivant le mot d'Eminescu : « l'État national et non l'État cosmopolite ». Non point que nous nous refusions, soit à nouer avec d'autres les relations privilégiées que peuvent nous recommander les voisinages géographiques, les événements historiques et les données économiques, soit à souscrire à certains engagements internationaux concernant le progrès ou la sécurité du monde, soit à espérer qu'un jour, par consentement général, l'Humanité en vienne à s'organiser de telle sorte que soient assurées à tous la justice et la paix. Mais, c'est à la condition que notre destin, notre route, notre politique soient les nôtres. Cela, non point seulement pour cette raison élémentaire qu'il nous paraît satisfaisant d'être les maîtres chez nous, mais aussi parce que nous croyons que ce sont les nations, chacune avec son âme et son corps bien à elle, qui constituent, en fin de compte, les éléments irréductibles et les ressorts indispensables de la vie universelle.

À son avis, tout ce qui s'est passé avec l'Europe a des explications dans le fait que les pays n'avaient pas de souveraineté nationale. Ce qui manquait aux pays, c'était l'inertie, la confiance en eux-mêmes. À cause de ces lacunes, l'Europe a montré sa fragilité, ses vulnérabilités et le résultat final est traduit par d'affreux déchirements. Dans cette situation déplorable, l'Europe est pour De Gaulle *notre*

Europe. Le sentiment d'appartenance montre l'implication dans la vie politique du continent et en même temps le regret profond devant les transformations du continent. Que de choses tristes pour le continent ! Le tout est présenté dans une image noire, accablante et sans espoir. Les mots-clés utilisés autour desquels se sont créées les phrases (*déchirement, passivité, se douter, dominer*) montrent l'impuissance et, en même temps, le mauvais état de la vie quotidienne. Le péril extérieur existe toujours pour l'Europe. L'Europe est divisée en blocs. Tant que ces blocs existent, les pays ne peuvent pas résoudre leurs problèmes, notamment le problème allemand. C'est un blocage qui fait mal à l'Europe. On ne cherche pas l'aide à l'extérieur. C'est le moment que chaque pays parle pour lui-même, que chaque pays voie son propre intérêt.

Nous le croyons avant tout pour ce qui est de notre Europe. Quelle fut, en effet, la cause initiale des terribles déchirements qu'elle a subis, sinon la passivité que trop d'États, parce qu'ils doutaient d'eux-mêmes, ont longtemps et séparément montrée face à celui qui prétendait la dominer ? Comment pourrait-il arriver qu'elle fût, demain, jetée dans une nouvelle catastrophe autrement que par un conflit qui, à la faveur d'un honteux effacement des souverainetés nationales, surgirait entre deux grandes puissances, confrontées le long d'une ligne qui est cependant, extérieure à leurs propres frontières et qui coupe notre continent ? Comment ferait-on disparaître la situation menaçante et stérile où le système des blocs opposés maintient aujourd'hui l'Europe, sans que les nations de son Occident, de son Centre et de son Orient veuillent pratiquer entre elles la détente, l'entente et la coopération qui, seules, pourront lui permettre de régler ses propres problèmes, notamment le problème allemand, d'organiser sa sécurité, de développer complètement ses ressources ses capacités ? Il va de soi qu'un changement aussi étendu des conditions actuelles exclut toute emprise étrangère sur les couples de notre continent et implique que chacun d'entre eux ne s'exprime que par sa propre voix et n'agisse que pour son propre compte.

La route que la Roumanie a prise est digne d'être mentionnée. Moscou et Paris sont les repères et les pôles de pouvoir dans sa nouvelle étape. Les deux sont ses nouveaux partenaires. La France a agi pareil. La France ne veut pas être soumise aux Américains. En plus, ses partenaires font partie de l'Europe de l'Est et du Centre et avec la Russie elle veut créer un contrepoids au pôle atlantique. Elle est consciente que les relations qu'elle avait cultivées au long des années avec les partenaires mentionnés étaient si utiles maintenant. La France salue la Roumanie, elle lui rend visite d'amitié, car M. le Président Maurer, à son tour, a fait une visite en France. Ce qui est très important, c'est que les deux peuples sont en coopération et accord puisque c'est leur volonté. C'est une décision libre, sans aucune influence car les deux pays partagent les mêmes idéaux.

On sait, chez nous, que telle est la direction que la Roumanie a choisi de prendre et que, sans qu'elle cesse de se tenir en contact étroit avec ses voisins, en particulier avec Moscou, ses rapports avec l'Ouest et, d'abord, avec Paris revêtent un caractère nouveau. On sait, chez vous, que la France en fait tout justement autant. En effet, elle se dégage, non point certes de ses amitiés occidentales, mais de toute subordination atlantique, qu'elle soit politique, militaire ou monétaire. Elle rétablit avec les nations de l'Est et du Centre de l'Europe, et d'abord avec la Russie, les cordiales relations qu'elle avait entretenues si longtemps et si utilement. Elle vient en ma personne, à l'aimable citation de M. le Président Ceaușescu et après la fructueuse visite faite à Paris, voici quatre ans, par M. le Président Maurer, saluer la Roumanie chez elle et marquer que nos deux peuples renouent fraternellement et librement la chaîne des temps.

La France et la Roumanie doivent se transformer en des modèles de bonnes pratiques de coopération. Le continent est plus fort si les pays sont unis. On est dans l'ère de la civilisation des machines. Mais, bien qu'elles apportent du progrès, les machines sont sans âme. Et une chose sans âme détruit. Au fur et à mesure qu'elle est utilisée, la machine produit des décalages entre les pays. C'est une réalité dure, mais réaliste : L'Europe est divisée en pays riches et pays pauvres. Les premiers n'utilisent pas leur *machine* pour un confort financier extrêmement substantiel et organisé pour les derniers. En outre, les pays de l'Europe ne sont pas solidaires entre eux. S'ils l'avaient été, leur futur aurait été différent. De Gaulle est ferme convaincu que les pays de l'Europe, agissant seuls, sont capables de résoudre leurs problèmes. Ils n'ont pas besoin d'une intervention extérieure. Au nom d'un desideratum commun et normal, c'est-à-dire assurer la paix, l'Europe doit faire un effort raisonnable et se regrouper. On a vu le revers de la médaille : ce qui s'est passé quand le continent a été déchiré ; l'univers entier a été affecté.

Qui ! pour l'union de notre continent, donnons ensemble l'exemple. Faisons-le pour des raisons qui sont, assurément, régionales et européennes, mais qui, par là même, intéressent tout le genre humain. Car la civilisation des machines, si elle porte au monde de notre temps de très vastes possibilités d'affranchissement et de bien-être, contient aussi tous les moyens l'oppression et de la destruction. En outre et à mesure que son rythme s'accélère, elle crée des différences grandissantes entre les peuples déjà transformés et ceux qui ne le sont pas encore. A moins que les premiers n'apportent aux seconds une aide massive et organisée - ce dont les États de notre continent, lorsqu'ils se réuniraient, seraient, par excellence, capables - il en résulte des risques d'injustices, de fureurs, de luttes de plus en plus odieuses et ruineuses. Hier, ce fut l'Europe qui, en se déchirant, jeta l'univers au malheur. Aujourd'hui, c'est elle qui, en se rassemblant, peut et doit y

rétablir, d'un bout à l'autre, un équilibre raisonnable, lui assurer partout la paix, le conduire tout entier au progrès.

L'indépendance de chaque pays est un élément définitoire dans les accords internationaux. L'indépendance est à la base d'un respect mutuel entre les pays. L'indépendance de chaque pays peut sauver l'Europe.

En vérité, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, l'accord actif et résolu de la Roumanie et de la France, tandis qu'il renforce l'indépendance de l'une et de l'autre, est pour l'Europe un élément de son salut et, pour tous les hommes, un service qui leur est rendu.

La recherche nous révèle quelques conclusions en ce qui concerne le discours du président de Gaulle. Il a tracé quelques lignes de guidage et on découvre un fil rouge dans son discours. Il accorde une grande importance à l'histoire vécue ensemble par les deux pays, tout en mettant sur la scène l'aide que la France a toujours offerte à la Roumanie. Au-delà d'une histoire partagée, ce qui les unit, c'est leur croyance en l'État national qui est la seule alternative d'une bonne gouvernance. Dans un monde qui se déchire, l'unité est la chose la plus importante. Elle donne de la force, elle donne du courage, elle donne de la coopération. Et, dans cette unité librement construite, l'indépendance ne fait que consolider le continent...

Bibliographie

Carroué, L., Collet, D., Ruiz, C. 2005. *Les mutations de l'économie mondiale du début du XXe siècle aux années 1970*, Editions Bréal

Dreyfus-Armand, G., de Baecque, A. 2000. *Les années 68 : le temps de la contestation*, Editions Complexe

Lachaise, B., Tricaud, S. 2009. *Georges Pompidou et mai 1968*, Bruxelles : Peter Lang

<http://www.charles-de-gaulle.org/pages/l-homme/accueil/discours/discours-au-monde-1958-1969/discours-prononce-a-la-grande-assemblee-nationale-de-la-republique-socialiste-de-roumanie-15-mai-1968.php>, [consulté le 06.09.2016].

<http://www.charles-de-gaulle.org/pages/l-homme/accueil/discours/discours-au-monde-1958-1969>, [consulté le 06.09.2016].

<https://dexonline.ro/definitie/cosmopolit>, [consulté le 06.09.2016].

Notes

1. <http://www.charles-de-gaulle.org/pages/l-homme/accueil/discours/discours-au-monde-1958-1969/discours-prononce-a-la-grande-assemblee-nationale-de-la-republique-socialiste-de-roumanie-15-mai-1968.php>, [consulté le 06.09.2016].

2. <http://www.charles-de-gaulle.org/pages/l-homme/accueil/discours/discours-au-monde-1958-1969>, [consulté le 06.09.2016].

3. <https://dexonline.ro/definitie/cosmopolit>, [consulté le 06.09.2016].



ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

La matérialisation de la coopération économique entre la France et la Roumanie pendant la période communiste

Elena Rusu

Université Babeş-Bolyai, Faculté d'études européennes, Roumanie

elenamrusu@yahoo.com

Marius Nicolae Grad

Université Babeş-Bolyai, Faculté d'Histoire et Philosophie, Roumanie

marius_grad@yahoo.com

Résumé

Au fil du temps, les différents Etats ont cherché à mettre en place des instruments de coopération économique pour atteindre ses propres objectifs et parvenir à un niveau de développement favorable pour assurer le bien-être citoyen. En outre, l'appétit de pouvoir s'est manifesté de plus en plus souvent par des moyens financiers, sans tenir compte de la compatibilité des acteurs politiques. Cette recherche porte tout d'abord sur la dimension pratique de la coopération économique entre les Etats pendant la guerre froide, en identifiant le contexte et les motivations. Deuxièmement, l'accent est mis sur l'évolution des relations économiques entre la France et la Roumanie dans la période communiste à travers l'étude de cas Dacia et Olcit-deux de plus grandes constructeurs automobiles de Roumanie. En effet, il est important d'analyser les motifs qui ont poussés les constructeurs français à s'impliquer dans le développement de ces deux projets, et donc dresser de manière pratique les interactions économique entre deux *états* pendant la période communiste appartenant à des sphères d'influence différentes.

Mots-clés: industrialisation, projets économiques franco-roumains, automobiles roumains, communisme

The essence of economic cooperation between France and Romania in the communist period

Abstract

Over time, different states have sought to materialize economic cooperation instruments to meet their own objectives and to achieve a favorable development level for their citizens' welfare. Moreover, power appetites were materialized increasingly frequent through financial means, regardless of political actor's compatibility. This research focuses on the practical dimension of economic cooperation between states during the Cold War, identifying the context and motivations. Then, the second part of this paper focuses on presenting the materialization of economic cooperation between France and Romania in the communist period by analyzing two of the biggest projects of the Romanian engineering industry: Dacia and Olcit. It seeks to find out why and how the French manufacturers involved in

the development of the two projects, thus wanting to present in a practical manner the economic interactions of the Cold War between states belonging to different spheres of influence.

Keywords: industrialization, French-Romanian economic projects, Romanian cars, communism

Depuis les temps les plus anciens, les entités du système international ont visé à atteindre leurs propres objectifs, même au détriment des autres acteurs. Les intérêts particuliers ont été calibrés et établis en étroite liaison avec la configuration économique et politique nationale, mais aussi avec les besoins de développement à long terme. S'il y a un siècle, ces objectifs pourraient être atteints grâce à des efforts individuels et grâce aux collaborations avec les acteurs de proximité, les développements du système international ont mis à la disposition des entités un large éventail d'outils et d'options.

L'un des points tournants de l'interaction historique entre les États est représenté par la Seconde Guerre mondiale. Le conflit a connu des proportions tellement vastes que les États ont clôturé cet épisode avec une dose de réticence et de crainte sans précédent - à la fois en termes de développement et de conduite éventuelle en relation avec des partenaires ou d'autres parties. La guerre froide a représenté la matérialisation la plus palpable des tensions héritées de la guerre, tensions auxquelles les pays n'ont pas renoncé suite aux conférences qui ont mis fin au conflit (Paris, Yalta, Potsdam etc.). Les besoins spécifiques de chaque acteur ont augmenté quantitativement et qualitativement, compte tenu du contexte post-conflit, caractérisé par un besoin manifeste de reconstruction, de développement économique et de stabilité. Ainsi, la guerre froide est en plus de la classique rivalité Ouest-Est, démocratie contre communisme, capitalisme contre communisme, un résultat de la lutte menée par chaque acteur pour son bien-être. Les alliances et les collaborations constituées à cette époque-là ont été basées sur des sympathies et des similitudes politiques, mais ont eu une profonde composante économique et militaire. Dans un environnement encore marqué par le triomphe du réalisme politique, les raisons géopolitiques et militaires ont marqué les premières décennies de la guerre froide. Cette situation a conduit à une scission européenne entre l'Est et l'Ouest à tous les niveaux. Le rideau de fer de Winston Churchill avait transformé les deux blocs dans des entités de plus en plus isolées et réservées, ce qui a intensifié l'écart entre les deux.

Ainsi, du point de vue du bloc soviétique, la période des années 60 reflète une position diamétralement opposée au bloc occidental. Si l'autre côté du continent

avait réussi à commencer et renforcer un processus efficace d'intégration, dans notre région il y avait un seul acteur qui dominait les affaires intérieures et étrangères des États - RSFSR - la République socialiste fédérative soviétique de Russie. L'écart était encore plus grand dans un contexte où au niveau des États de l'Ouest la coopération économique s'était matérialisée en dépit des difficultés politiques et militaires. Les ambitions et les besoins financiers des États étaient différents ce qui a rendu difficile le processus d'intégration et de cohésion. Par exemple, les Pays-Bas avaient un besoin profond d'emplois et de reconstruction de l'infrastructure, la Belgique souhaitait stabiliser la monnaie et reprendre le contrôle sur l'inflation et l'Italie se concentrait sur la renonciation à l'héritage de l'économie fasciste planifiée et voulait se réintégrer sur le marché international. Toutefois, les États ont pris conscience du besoin de la coopération transfrontalière et se sont montrés prêts à renoncer à l'autonomie personnelle afin de créer un environnement propice au développement de chacun. Sur la partie de l'Est, les années 60 ont retrouvé les États sous la domination et le contrôle soviétique. La création de Comintern - Bureau communiste d'information, et l'expansion de cet organisme a facilité la mise en œuvre d'un contrôle efficace et des restrictions et directions de développement fixées par Moscou. L'adhésion de la Chine, de la Corée du Nord et du Nord-Vietnam à l'organisation a consolidé le pouvoir et la position de cette entité. Ainsi, du point de vue économique, au début des années '50 plus de 70% du commerce extérieur de la Bulgarie se réalisait avec l'Union soviétique. En même temps, plus de la moitié du commerce international des États communistes se concrétisait au sein de l'URSS¹. Mais cette situation n'a pas duré longtemps. La mort de Staline en 1952 a changé les choses. Nikita Hruščiov a reconnu publiquement lors du XX^e Congrès du Parti communiste que le socialisme pourrait se développer différemment au cours de sa transition, en transmettant ainsi un message d'ouverture vers une plus grande liberté économique vers les pays satellites.

Hruščiov a décidé d'utiliser le Conseil afin de développer la spécialisation industrielle en Europe orientale, en remplaçant l'uniformité économique par la pratique de l'interdépendance économique. Ainsi, chaque pays allait se spécialiser dans les secteurs manufacturiers qui avaient le potentiel le plus grand dans la région. En conséquence, jusqu'en 1960, chaque pays de l'Europe de l'Est s'est développé sur le plan économique en fonction de ses propres principes, ce qui a contribué à une intégration plus facile des secteurs économiques locaux au niveau stratégique.

Naturellement tous ces développements ont marqué le contexte national de notre pays, en particulier pendant la période communiste. Ainsi, nous pouvons identifier trois niveaux de la construction socialiste que notre pays a traversés, à savoir: la première étape (de 1948 à 1965) - représentée par la formation de l'économie socialiste, la deuxième étape (de 1966 à 1970) - la période de consolidation technique

et matérielle et de renforcement des relations extérieures de production, et enfin la dernière étape - qui a commencé en 1971 - et qui a été basée sur la construction d'une société socialiste développée et puissante à tous égards². Ioan Totu a déclaré dans un article publié en 1984, dans un journal externe, que les objectifs stratégiques de la troisième phase de la construction socialiste sont les suivants: (1) la transformation de la Roumanie d'un pays en cours de développement en un pays qui se trouve parmi les pays développés du monde; (2) l'homogénéisation sociale, l'organisation des relations sociales selon l'éthique et l'équité socialistes; (3) l'amélioration de l'organisation et de la gestion scientifiques dans tous les aspects de la vie sociale; (4) la hausse du niveau de vie dans l'ensemble de la société, y compris le niveau de culture et de civilisation et le développement multilatéral de la personnalité humaine³.

La coopération entre la Roumanie et les partenaires extérieurs s'est matérialisée après les discussions et les plans établis dans la 2ème étape du développement. Naturellement, ceux-ci ont également été facilités par la disponibilité des autres parties aussi qui, à leur tour, avaient leurs propres intérêts. Du point de vue de la recherche actuelle, les relations entre la Roumanie et la France, à la fois sur le plan économique que politico-culturel, sont fondées, au moins pendant la guerre froide, sur des raisons profondément politiques. En effet, en plus de l'adhésion dans le club des pays latins, dans la période analysée, les deux Etats ont traversé des périodes où l'autre s'est avéré être un partenaire fiable pour atteindre les propres objectifs. Etant donné que la matérialisation de la coopération économique a eu lieu à la fin des années 60, il convient de mentionner que cette relation a été construite par des raisons exclusivement politiques, pour qu'ensuite se matérialise dans les paramètres économiques. La preuve en est la période de détente de la guerre froide, période dans laquelle la France promouvait une politique caractérisée par la grandeur et l'indépendance nationale, et la Roumanie affirmait l'indépendance de Moscou et cherchait des moyens pour matérialiser cette position.

Si nous regardons l'état dans lequel les deux pays se trouvaient à l'époque, nous constatons une ouverture dans les deux cas, déterminée à la fois par le contexte international de l'époque que par les ambitions individuelles des dirigeants politiques. Ainsi, dans le cas de la Roumanie, le leader Nicolae Ceausescu voulait avec ferveur construire une économie performante et fonctionnelle, indépendante de l'orientation déterminée par Moscou. En outre, le leader communiste avait établi des objectifs économiques qui n'étaient pas conformes aux réalités sociales et aux changements de politique étrangère, en mettant une forte pression sur les mécanismes socio-politiques internes de l'époque. Conscient du fait qu'un statut privilégié sur la scène des économies puissantes pouvait être atteint seulement par des sacrifices, Ceausescu a forcé la participation de la Roumanie à des partenariats

étrangers qui n'étaient pas toujours rentables pour notre pays. Statistiquement parlant, cette augmentation artificielle des collaborations externes a connu une forte tendance ascendante, comme suit: en 1965, les liens économiques étrangers étaient représentés par la collaboration avec soixante-cinq pays, dix ans plus tard étaient en cours de déroulement des partenariats avec environ cent vingt membres et en 1984, le commerce extérieur se matérialise avec plus de cent cinquante joueurs étrangers. Ainsi, en moins de deux décennies, on constate une croissance de la valeur et de la quantité de plus de huit cents pourcentages⁴. Dans la même période, une vaste politique d'industrialisation a été mise en place, le pays ayant vécu des transformations sociales et démographiques structurelles profondes.

En revanche, la France était, au début des années 60, en pleine période de croissance économique. Se trouvant dans la période reconnue comme La Trente Glorieuses (1945-1975), les dirigeants parisiens étaient à la recherche de nouveaux outils pour le développement et la coopération économique. Avec une croissance annuelle de plus de cinq pour cent, la France représentait en ce temps-là une opportunité dont plusieurs Etats en cours de développement ont profité à l'époque. La Roumanie a été l'un d'entre eux, et les liens politiques et économiques (doublés des affinités culturelles) ne cessaient d'apparaître malgré l'appartenance des deux Etats à des blocs militaires et idéologiques différents. En même temps, il y a eu une ouverture de la part de la France également vers « la jeune sœur » des Balkans, cette attitude étant relativement facile à identifier dans les réponses reçues par Bucarest aux appels lancés vers les potentiels investisseurs étrangers. En outre, la Roumanie héritait de la période de l'entre-deux-guerres une relation privilégiée avec Paris, tant au niveau politique qu'économique.

À une époque où l'ouverture à l'espace extérieur, principalement à l'Ouest, a été limitée, se créent les fondements d'un partenariat stratégique entre la Roumanie et le constructeur français d'automobiles Renault, l'objectif de ce projet étant la réalisation d'un produit compétitif sur le marché international.

Les relations entre la Roumanie et la France dans la période communiste ont lieu dans le contexte de la guerre froide. La structure bipolaire du système des relations internationales a déterminé la structure de la relation entre les deux pays. Le soutien et l'implication de la France dans le développement économique de la Roumanie ont été fondés sur le soutien de la partie démocratique dans le conflit idéologique entre les Etats-Unis et l'URSS. Ainsi, pour éviter l'influence croissante du communisme, la France a exprimé son intérêt pour les projets dans le secteur de l'ingénierie des automobiles de la Roumanie.

Une autre raison pour le rapprochement entre les deux entités est la continuité. Le lien constructif entre les deux pays dans la période communiste a été favorisé par les relations diplomatiques qui ont été renforcées au cours de la période de

l'entre-deux-guerres. Depuis lors, le capital français est intervenu dans le développement de l'État roumain, du paradigme d'un État agraire à un État agraire-industriel. En 1923, le gouvernement français a décidé d'accorder aux sociétés à capital français en Roumanie quelques anticipations remboursables, sans intérêt, en compte des compensations qui leur ont été fixées. On précisait que ces anticipations n'étaient pas préjudiciables au règlement définitif des compensations⁵. Il y avait plusieurs investisseurs étrangers dans la période entre les deux guerres, mais le poids le plus important revenait au capital français - environ 36%, suivi par le capital anglais et hongrois.

Avec une longue histoire dans la production automobile roumaine, les commencements de l'Usine Dacia Mioveni coïncident dans une grande partie avec ceux du régime communiste en Roumanie. Le projet Dacia est un projet fabriqué par le système politique communiste roumain avec la volonté de ses dirigeants d'accroître l'influence et la compétitivité du pays. Étant donné que Nicolae Ceaușescu parvient à obtenir le poste de premier secrétaire du Parti des Travailleurs Roumains en 1965, succédant à Gheorghe Gheorghiu-Dej, l'une de ses principales préoccupations est de démontrer la puissance économique de la République socialiste. Devant chaque action et déclaration de pouvoir, l'intérêt national était souligné. Pour les communistes l'état devait avoir trois caractéristiques essentielles : d'organiser, de planifier et de gouverner⁶.

Le développement par l'État roumain d'un projet automobile a suscité l'intérêt du chef Ceaușescu, qui devient intéressé par des accords avec divers fabricants en mesure de fournir une voiture accessible et populaire, qui sera appelée Dacia. Le nom « Dacia » a été inspiré par l'ancien nom de l'espace roumain. Par conséquent, en 1966 commence la construction de l'usine de voitures à Mioveni (à l'époque Colibași), dans la région d'Argeș, et une offre de recherche de producteurs est lancée.

La construction de l'Usine d'Automobiles Mioveni a été achevée en un temps record de seulement un an et demi, en 1968, compte tenu du fait que celle-ci est une usine avec une histoire qui a commencé en 1943, étant destinée à la fabrication des avions⁷. Après la guerre, le bâtiment de l'actuelle Usine Dacia a été utilisé comme entrepôt pour la munition jusqu'en 1949, quand il a été organisé dans le but de réparer les locomotives. Depuis 1952, l'usine commence à produire des pièces pour les camions selon un concept soviétique⁸.

Alors que le pays n'avait pas de tradition et d'expérience dans l'industrie des automobiles, la seule solution trouvée pour assurer la réussite du projet était la recherche d'un consultant externe pour la production sous licence obtenue de lui. Ainsi, un document est rédigé avec les caractéristiques principales de la nouvelle voiture: il faudra une automobile de taille moyenne, avec un moteur situé entre 1.000 et 1.300cm³ et produite à environ 50.000 exemplaires annuellement⁹.

A l'appel d'offres lancé en 1966 ont participé les constructeurs d'automobiles suivants: Renault, Peugeot, Fiat, Alfa Romeo et Austin, avec des modèles comme la Renault 10, Peugeot 204, Fiat 1100D, Alfa Romeo 1300, Austin Mini Morris¹⁰. Une première tentative de collaboration a été faite avec Peugeot pour la Peugeot 204, mais le projet a été abandonné sur le chemin. Les négociations échouent dans le cas d'Austin également, le succès étant atteint avec l'acceptation de l'offre des françaises chez Renault.

Dans le contexte où, sur le plan diplomatique la série des réunions à haut niveau du président roumain avec des fonctionnaires étrangers est ouverte par la visite du président français Charles de Gaulle, le 14 mai 1968, à l'été de la même année, un accord de licence est signé avec le fabricant français de voitures Renault, valable pour une période de 10 ans. La négociation et la signature du contrat ont commencé en 1966, et c'était un document entre L'Entreprise d'État pour le Commerce Extérieur *Industrial Import* et la Régie Renault, dont le but était la fabrication et la vente de la nouvelle voiture Dacia, produite par l'État roumain sous licence du constructeur français Renault.

Étant donné que Dacia a été un projet sur lequel on a mis une pression significative pour le matérialiser rapidement, à partir du 1er juillet 1968 les premiers tests ont été effectués sur les 217 postes de travail dans l'usine, de sorte qu'au 20 août 1968 a commencé la production du premier modèle, une R8 nommée Dacia 1100 par la nouvelle société¹¹.

Le modèle proposé après les négociations pour être fabriqué à l'usine de Mioveni était Renault 12, mais en raison du fait que celui-ci était à la phase de test à ce moment-là (sa production devant débuter en France à la fin de 1969), la société a retiré son offre et a permis aux constructeurs roumains de commencer l'assemblage d'un modèle intermédiaire jusqu'à la production en série. Même si au début l'attention a été sur Renault 16, en août 1968 a commencé la production du modèle Dacia 1100 sous licence R8, suivie en 1969 de Dacia 1300 sous licence R12¹². Dacia 1100, le premier modèle d'une voiture produite par l'État roumain a été représenté par une berline à moteur et traction en arrière, dont les pièces étaient fournies par Renault, les représentants roumains continuant ensuite l'assemblage. Le premier exemplaire d'une voiture produite à UAP - L'Usine d'Automobiles Pitești, a été offert comme cadeau au président de la République Socialiste de Roumanie, Nicolae Ceaușescu.

Conformément aux termes de l'accord, Renault 12 arrive en Roumanie en 1969 ce qui détermine la production sous licence d'une nouvelle voiture - Dacia 1300. Entre 1970-1980, Dacia développe une gamme entière de modèles qui va inclure plusieurs types de véhicules personnels et camionnettes. Ainsi, en 1970 apparaissent 3 versions de la Dacia 1310 berline y compris: Dacia 1300 L (considérée comme une

voiture de luxe du fabricant), Dacia 1300 LS (super luxe, prévue pour les membres importants du PCR) et Dacia 1200, et en 1973 est lancé le modèle Break et le modèle Dacia 1302 (connu sous le nom populaire de «Dacia Papuc»). Dacia a également produit un modèle de camionnette appelé D6, une copie de Renault Estafette, mais celui-ci n'a pas eu le succès escompté¹³.

Dacia se révèle être un projet réussi et une voiture capable de trouver des acheteurs avant de quitter les portes de l'usine. Le modèle 1300 a enregistré des ventes importantes, et le leader communiste roumain veut concevoir une nouvelle voiture, plus petite et plus économique, destinée tant aux acheteurs internes qu'aux exportations vers l'Europe Orientale et Occidentale. Cette initiative de développement est alimentée par le fait que, tandis que le marché automobile roumain connaît des progrès, les fabricants en Europe Occidentale se heurtent à de nombreux problèmes concernant les ventes en raison de la hausse des prix de production dans le contexte de la crise du pétrole de 1973.

Le succès de Dacia a incité les constructeurs d'automobiles de France qui ont eu une nouvelle initiative matérialisée par un autre projet franco-roumain, coordonné cette fois-ci par Citroën, projet qui vise à créer une voiture accessible pour toute la population, mais aussi une voiture de haute qualité destinée au personnel politique. Le dirigeant de la firme, en 1975, proposa aux autorités roumaines, la production d'une petite voiture économique, présentée comme entièrement nouvelle¹⁴.

Les avantages du nouveau projet étaient des deux côtés: Citroën cherchait à réduire les coûts pour survivre à la crise et l'Etat roumain souhaitait matérialiser toute opportunité potentielle pour l'industrialisation du pays. Le choix de l'Etat roumain comme partenaire de négociation par Citroën n'est pas un accident, une contribution significative est due au fait que le chef d'entreprise, George Taylor, était né à Bucarest et il était resté en contact avec les autorités roumaines.

Les négociations avec les Roumains commencent en même temps avec la prise de contrôle de Citroën par son rival Peugeot, la nouvelle société s'appelant PSA. Cette nouvelle société devient plus moderne et plus compétitive, ce qui détermine la renonciation aux projets plus anciens ou la redéfinition de ceux-ci. Ainsi, on peut citer à titre d'exemple l'abandon du projet Prototype Y¹⁵ considéré comme obsolète, en faveur du projet Visa, inspiré par Peugeot 104¹⁶. PSA a proposé au côté roumain le projet Y, et donc, en 1977, le constructeur français et la société franco-roumaine Oltcit¹⁷ ont signé un accord pour la création du nouveau modèle produit à Craiova. Le modèle Axel est produit en plusieurs versions sous le nom d'Oltcit à partir de 1982 jusqu'en 1991, date à laquelle Citroën se désengage de la *joint venture* Oltcit¹⁸. Ainsi, Oltcit devient la première voiture française fabriquée exclusivement à l'étranger.

Même si, théoriquement, l'usine de Craiova aurait pu produire 300.000 voitures par an, et les autorités espéraient qu'elle produise une moyenne de 130.000 véhicules, en réalité le modèle Olcit a été produit en 5.400 exemplaires en 1983, en 37.000 exemplaires en 1984, en 30.000 en 1985 et en 16.000 exemplaires en 1986¹⁹. Même si la demande intérieure était élevée, pour l'exportation ont été envoyés seulement quelques exemplaires, sous la forme du modèle Citroën Axel.

Le nouveau projet de l'automobile n'a pas eu le succès escompté, principalement en raison de la faible qualité des pièces produites par une industrie insuffisamment développée pour répondre aux normes occidentales. La voiture apparaissait déjà comme un modèle obsolète et de mauvaise qualité, et la seule raison d'être achetée était représentée par le bas prix. A la fin des années 1980, à cause de la qualité de plus en plus basse des voitures, les exportations roumaines du modèle Olcit vers l'Europe Occidentale ont cessé, ce qui a apporté le retrait des partenaires français de la société roumaine en 1990²⁰.

En ce qui concerne l'évolution de Dacia, en 1976 Renault a repris les négociations pour la fabrication sous licence de nouveaux modèles de la société française, et les partenaires roumains font preuve d'un réel intérêt pour la diversification de la production par l'introduction de nouveaux modèles. Mais dans le contexte de la crise du pétrole et de l'achèvement de l'accord de collaboration, deux ans plus tard, la commercialisation de nouveaux modèles n'a trouvé aucune justification. Mais, les tentatives de Dacia de se plier sur les exigences du marché et de se développer ne se sont pas arrêtées ici.

Même si l'année 1978 représente pour la société de Mioveni l'année de la résiliation du contrat de licence, dans les années 1980 ont été produits, en nombre limité, des modèles tels que Dacia 1310, une version restylée de la Dacia 1300, Braşovia, un coupé basé sur le modèle 1310 et Dacia 500 connu sous le nom de Lăstun qui était censé être un modèle fiable pour la ville. Les deux derniers modèles ont été produits dans les ateliers de Braşov et de Timişoara²¹. De plus, l'élite communiste a bénéficié d'un modèle spécial, la Dacia 2000, dont la production était exclusive²².

Pourquoi le contrat avec Renault n'a-t-il pas été poursuivi? L'explication était que les priorités de la Roumanie avaient changé, elle ne pouvait plus soutenir cet effort d'investissement, et les nouveaux modèles proposés par les Français pour être fabriqués et assemblés à Piteşti ne répondaient pas aux besoins de développement de l'entreprise²³. Ce changement de paradigme n'a pas seulement laissé l'usine dans la situation de se débrouiller par elle-même, mais elle a également entravé la stratégie d'exportation de l'entreprise Renault.

Devenue indépendante de Renault à partir de 1978, Dacia a commencé à produire ses propres pièces sans être obligée de les importer, mais le premier modèle 100% roumain, appelé Dacia Nova, est produit seulement en 1995, après la chute

du régime communiste en Roumanie. L'histoire de la collaboration entre Dacia et le fabricant français ne va pas s'arrêter ici. Le 2 juillet 1999 la société a signé le contrat de privatisation et elle est ainsi devenue une marque du Groupe Renault qui acquiert 51% des actions de la société²⁴.

Pour conclure, la coopération économique entre la Roumanie et la France s'est matérialisée dans un contexte historique favorable aux deux parties et a été catalysée par les positions et les objectifs politiques fixés au niveau national. Les ambitions de la France se sont synchronisées aux intérêts de la Roumanie et les deux acteurs ont identifié des opportunités dans la collaboration avec l'autre. Mais pour mieux comprendre le parcours pratique que cette approche a enregistré, nous nous arrêterons sur un projet très important à l'époque, à savoir la coopération industrielle dans le secteur automobile.

La collaboration avec une entité ayant de l'expérience dans l'industrie automobile a réussi à réduire le temps de travail sur l'élaboration du projet et la production des premières voitures roumaines, mais plus encore, cette collaboration a sauvé des montants importants d'argent qui auraient été investis dans l'information et le développement d'un prototype. De tous les essais, le succès de la production pour Dacia dans la période communiste a été représenté par le modèle 1300, le plus vendu et le plus compétitif en termes de qualité.

Dans un contexte où l'industrialisation intensive devait être atteinte à travers la création et la mise en œuvre de grands projets tels que ceux de l'industrie lourde par la construction d'usines, l'industrie des voitures n'a pas été négligée. Le problème auquel étaient confrontés les auteurs de ce plan théorique était représenté par le manque de formation et d'expérience dans le développement de secteurs industriels compétitifs et capables de réaliser rapidement des profits, et la solution était la signature des partenariats. L'objectif des artisans de la politique était de développer une nouvelle voiture, autre que Dacia, un modèle pour la ville, fiable et à un prix abordable. Après les négociations avec un nouveau partenaire français, Citroën, transformé en PSA après la prise par Peugeot, à Craiova a été développé Olcit, une voiture qui n'a pas eu le succès escompté en raison de la mauvaise qualité et du prix élevé.

En tenant compte de l'ensemble du spectre social et politique des années 1970, le nouveau projet d'automobile représentait un maillon important du projet grandissant du régime communiste d'accélérer l'industrialisation du pays.

Bibliographie

***, 1985. *Anuarul Statistic al Republicii Socialiste România, 1984*, Direcția Centrală de Statistică, București

Calcan, 1997. G. *Industria petrolieră din România în perioada interbelică*, Editura Tehnică, București, Debrousse, D. *La reprise de dacia par Renault. Histoire d'une aventure humaine, industrielle et commerciale*.

Research Report series, University of Massachusetts - Amherst.

Stefănescu, C., Moroșan, C., Soare, I. 1972. *Monografia Uzinei de autoturisme Pitesti*.

Totu, I. 1984. "The Contribution of Economics to Romania's Economic Development during the Past Decade", en *Research Report 24: Economy, Society and Culture in Contemporary Romania*, Anthropology Department.

Références électroniques [consultées le 12 Juillet 2016].

Automobile românești, disponible à l'adresse [<http://www.automobileromanesti.ro/Dacia/>].

Dacia - site officiel, *Istoric*, disponible à l'adresse [<http://www.daciagroup.com/despre-noi/platforma-industriala-dacia/istoric>].

King-Sang, Mak, *Defensive Reconstruction in the Cold War Era: Economic cooperation and regional integration in Western Europe, 1945-2000*, disponible sur l'adresse [www.edb.gov.hk].

L'histoire de Dacia, disponible à l'adresse [<http://lautomobileancienne.com/dacia-histoire/>].

Muresan, Antoanela-Paula, « State and Nation. A Comparative Approach between the Legionary and the Communist Discourse » in : « Modelling the New Europe, On-line Journal », n°. 15, June, 2015, p. 153, disponible sur l'adresse [http://neweurope.centre.ubbcluj.ro/wp-content/uploads/2012/05/Online-Journal-No-15-June-2015_1.pdf].

Promotor News Online, Cea mai modernă mașină făcută în România comunistă, disponible à l'adresse :

[<http://www.promotor.ro/masini-noi/prezentari/>

[promotor-news-cea-mai-moderna-masina-facuta-in-romania-comunista-13490998/pag2](http://www.promotor.ro/masini-noi/prezentari/promotor-news-cea-mai-moderna-masina-facuta-in-romania-comunista-13490998/pag2)].

Retromobil Club România, *Istoric Dacia*, disponible à l'adresse [<http://daciaclasic.ro/istoric-3/>].

Notes

1. Mak King-Sang, *Defensive Reconstruction in the Cold War Era: Economic cooperation and regional integration in Western Europe, 1945-2000*, disponible sur l'adresse [www.edb.gov.hk], [consulté le 12 Juillet 2016], p. 15.

2. Ioan Totu, "The Contribution of Economics to Romania's Economic Development during the Past Decade", en *Research Report 24: Economy, Society and Culture in Contemporary Romania*, Anthropology Department Research Report series, University of Massachusetts - Amherst, 1984, p. 5-12.

3. *Ibidem*, p. 5.

4. ***, *Anuarul Statistic al Republicii Socialiste România, 1984*, Direcția Centrală de Statistică, București 1985, p. 259.

5. Gheorghe Calcan, *Industria petrolieră din România în perioada interbelică*, Editura Tehnică, București, 1997, p. 159.

6. Antoanela-Paula Muresan, « State and Nation. A Comparative Approach between the Legionary and the Communist Discourse » in : « Modelling the New Europe, On-line Journal », no. 15, June, 2015, p. 153, disponible sur l'adresse [http://neweurope.centre.ubbcluj.ro/wp-content/uploads/2012/05/Online-Journal-No-15-June-2015_1.pdf], consulté le 18 Juillet 2016.

7. Constantin Ștefănescu, Constantin Moroșan, Ion Soare, *Monografia Uzinei de autoturisme Pitesti, 1972*, p. 17.

8. Daniel Debrousse, *La reprise de dacia par Renault. Histoire d'une aventure humaine, industrielle et commerciale*, p. 15.

9. *L'histoire de Dacia*, disponible sur l'adresse [<http://lautomobileancienne.com/dacia-histoire/>], consulté le 18 Juillet 2016.

10. Retromobil Club România, *Istoric Dacia*, disponible sur l'adresse [<http://daciaclasic.ro/istoric-3/>], consulté le 14 Juillet 2016.

11. *Automobile românești*, disponible sur l'adresse [<http://www.automobileromanesti.ro/Dacia/>], consulté le 21 Juillet 2016.
12. Dacia - site officiel, *Istoric*, disponible à l'adresse [<http://www.daciagroup.com/despre-noi/platforma-industriala-dacia/istoric>], consulté le 3 Août 2016.
13. *Automobile românești*, disponible à l'adresse [<http://www.automobileromanesti.ro/Dacia/>], consulté le 21 Juillet 2016.
14. Daniel Debrousse, *La reprise de dacia par Renault. Histoire d'une aventure humaine, industrielle et commerciale*, p. 20.
15. Y Project est menée en vertu de l'accord entre Filat et Citroën et est basé sur le modèle Fiat 128.
16. Daniel Debrousse, *La reprise de dacia par Renault. Histoire d'une aventure humaine, industrielle et commerciale*, p. 21.
17. Le nom a été donné par l'association de la la zone où la voiture sera effectuée (Craiova et le rivière Olt) et le nom de partenaire français (Citroën).
18. Jean-Louis Loubet, Renault, *Histoire d'une entreprise*. apud Daniel Debrousse, *La reprise de dacia par Renault. Histoire d'une aventure humaine, industrielle et commerciale*, p. 21.
19. Promotor News Online, Cea mai modernă mașină făcută în România comunistă, disponible sur l'adresse [<http://www.promotor.ro/masini-noi/prezentari/promotor-news-cea-mai-moderna-masina-facuta-in-romania-comunista-13490998/pag2>], consulté le 7 Août 2016.
20. Promotor News Online, Cea mai modernă mașină făcută în România comunistă, disponible sur l'adresse [<http://www.promotor.ro/masini-noi/prezentari/promotor-news-cea-mai-moderna-masina-facuta-in-romania-comunista-13490998/pag2>], consulté le 7 Août 2016.
21. *Automobile românești*, disponible sur l'adresse [<http://www.automobileromanesti.ro/Dacia/>], consulté le 21 Juillet 2016.
22. Retromobil Club România, *Istoric Dacia*, disponible à l'adresse [<http://daciaclasic.ro/istoric-3/>], consulté le 14 Juillet 2016.
23. Daniel Debrousse, *La reprise de dacia par Renault. Histoire d'une aventure humaine, industrielle et commerciale*, p. 22.
24. Dacia - site officiel, *Istoric*, disponible à l'adresse [<http://www.daciagroup.com/despre-noi/platforma-industriala-dacia/istoric>], consulté le 3 Août 2016.



ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

L'enseignement du français à l'école en Roumanie : évolutions méthodologiques pendant les années 1970-1989

Monica Vlad

Université Ovidius Constanta, Roumanie

monicavlad@yahoo.fr

Résumé

L'article propose une analyse de l'enseignement du français langue étrangère dans le contexte roumain des années 1970-1989, années de renforcement progressif du contrôle de l'Etat sur les pratiques de classe et de montée en puissance de l'idéologie communiste. On examine, afin de montrer l'emprise de l'idéologie communiste sur l'enseignement des langues, un corpus de manuels scolaires de français parus dans l'intervalle 1970-1990. A l'intérieur des manuels, l'analyse de la sélection des textes de lecture et du paratexte didactique montrent bien de quelle manière les méthodologies d'étude du français s'éloignent progressivement des évolutions européennes et vont vers l'objectif général de l'époque, qui est l'éducation révolutionnaire de la jeune génération.

Mots-clés : français langue étrangère, manuel scolaire, loi de l'enseignement, texte, idéologie

Teaching French in Romanian schools: methodological aspects and evolutions between 1970 and 1989

Abstract

The article analyzes the teaching of French as a foreign language in the Romanian context of the years 1970-1989, years of progressive strengthening of state control over classroom practice and power of the Communist ideology. There is examined a corpus of French textbooks. Inside the textbooks, the analysis of the selection of reading texts and instructional paratext clearly show how the teaching of French is slowly moving away from the European methodological developments and follows the general objective of the period, which is the revolutionary education of the younger generation.

Keywords: French as foreign language, textbook, Education Law, text, ideology

Dans le contexte général de renforcement progressif du contrôle de l'Etat sur l'enseignement et sur l'enseignement des langues en particulier, dans la Roumanie des années 1970-1989, l'enseignement / apprentissage du français à l'école a également subi des évolutions de nature diverse.

Nous proposons dans ce texte un panorama analytique des manuels de français langue étrangère pour le lycée utilisés pendant les années 1970-1989 à travers l'étude des textes de lecture et des exercices qui les accompagnent afin de montrer la présence implicite de l'idéologie dominante dans les méthodologies d'enseignement promues par les livres de classes.

I. Le statut des manuels dans la culture pédagogique roumaine

Les manuels représentent, dans la culture pédagogique roumaine, des objets à forte valeur symbolique et utilitaire. Seuls livres du maître et des élèves pendant plus de quarante ans, ils se sont érigés en livres-sacrés, à usage monosémique, en augmentant de la sorte la responsabilité des auteurs de manuels et programmes (cf. Vlad, 2006 : 89).

Les manuels ont également un statut discursif spécifique : des documents quasi-officiels, au moins pour ce qui est de la période 1970-1989, période «à manuel unique», ils accompagnent au premier degré les pratiques de classe. Emis par des collectifs nommés d'auteurs, sous le contrôle d'instances diverses (qui vérifient soit l'adéquation aux normes idéologiques, soit l'adéquation aux programmes), ils sont censés expliquer, faire exercer et évaluer les contenus d'apprentissage imposés par les Programmes.

Très proches des pratiques d'enseignement / apprentissage, les manuels semblent bénéficier en Roumanie d'un statut particulièrement central à l'intérieur du système éducatif. Cela à cause des longs intervalles chronologiques d'usage d'un seul et unique manuel agréé par l'Etat et en même temps à cause du peu d'importance accordé dans les cursus de formation des enseignants aux pratiques d'analyse critique des discours institutionnels.

Afin d'examiner la présence de l'idéologie communiste dans les manuels scolaires ayant fonctionné pendant la période 1970-1989, nous allons analyser ici deux éléments qui, sans être exhaustifs, permettent de comprendre à quel point l'enseignement des langues - et du français en l'occurrence - était marqué par le climat politique de l'époque : la typologie des textes présents dans les manuels et l'appareillage méthodologique mobilisé par les auteurs afin d'en assurer la compréhension.

Nous allons appuyer notre analyse sur un corpus de 6 manuels organisé comme suit :

2 manuels de français langue étrangère pour la période 1970-1978 :

Diaconu, I.; Vicol, I. (1ère édition en 1966, a fonctionné jusqu'en 1978) : *Limba Franceza. Manual pentru clasa a X-a liceu si anul II licee de specialitate [Langue française. Manuel pour la classe de X-ème du lycée et pour la II-ème année des lycées de spécialité]*, Bucarest : EDP [désormais (X, 1970, EDP)].

Condeescu, N.N.; Braescu, I.; Diaconu, I. (1ère édition en 1969, a fonctionné jusqu'en 1978) : *Limba Franceza. Manual pentru clasa a XI-a liceu si anul III licee de specialitate [Langue française. Manuel pour la classe de XI-ème du lycée et pour la III-ème année des lycées de spécialité]*, Bucarest : EDP [désormais (XI, 1970, EDP)].

4 manuels de français langue étrangère pour la période 1978-1989 :

Botez, A.; Ciurel, M.; Mihai, F. (1ère édition en 1983, a fonctionné jusqu'en 1999) : *Limba Franceza. Manual pentru clasa a IX-a [Langue française. Manuel pour la classe de IX-ème]*, Bucarest : EDP [désormais (IX, 1983, EDP)].

Botez, A.; Perisanu, M. (1ère édition en 1978, a fonctionné jusqu'en 2000) : *Limba Franceza. Manual pentru clasa a X-a [Langue française. Manuel pour la classe de IX-ème]*, Bucarest : EDP [désormais (X, 1978, EDP)].

Saras, M. (1ère édition en 1976, a fonctionné jusqu'en 2001) : *Limba Franceza. Manual pentru clasa a XI-a [Langue française. Manuel pour la classe de XI-ème]*, Bucarest : EDP [désormais (XI, 1978, EDP)].

Saras, M. (1ère édition en 1978, fonctionne jusqu'en 2002) : *Limba Franceza. Manual pentru clasa a XII-a [Langue française. Manuel pour la classe de XII-ème]*, Bucarest : EDP [désormais (XII, 1978, EDP)].

II. La sélection des textes à lire dans les manuels scolaires analysés

Le fait que les manuels sont des collections de textes à lire, des espèces d'anthologies construites dans des buts d'apprentissages divers est devenu un lieu commun. La mise en relation des textes de lecture avec la problématique des typologies, et de la typologie des typologies, n'est pas nouvelle non plus.

Si l'on essaie de classer les textes qui apparaissent effectivement dans les manuels, on se heurte à de nombreuses difficultés : non seulement les ensembles proposés pour la lecture se laissent parfois mal inscrire dans un type textuel traditionnel (comment classer les articles journalistiques à mi-chemin entre l'explicatif

et l'argumentatif ? et les textes qui comportent aussi bien des fragments narratifs que descriptifs ? que faire de tous les textes informatifs qui peuplent les manuels de dernière génération ?), mais les distinctions restent difficiles aussi entre texte littéraire / texte non-littéraire (alors que pour tous les deux on cite des auteurs), entre texte littéraire et texte adapté, document authentique et document fabriqué, etc.

Tout ce «malaise» dont témoignent les typologies (Chiss, 1987 : 10) devant les ensembles concrets des livres de classe, auquel nous nous sommes confrontée en essayant de rendre compte des manuels de notre corpus, a souvent été énoncé sans qu'un bilan très précis de l'étendue du problème soit proposé. L'école n'a pas simplement «transposé» des textes pour les proposer dans une démarche d'apprentissage, elle les a intégrés dans un système de fonctionnement propre qui se trouve, certes, en relation avec les typologies linguistiques, mais dont ces dernières ne sauraient, seules, rendre compte. Les partages construits par l'école se fondent sur des étiquettes différentes par rapport aux types classiques : texte facile / texte difficile, texte connu / texte à première vue, texte long / texte court, extrait / texte intégral, texte fabriqué / document authentique, voilà, en vrac, quelques-unes des « classes » textuelles véhiculées par les programmes scolaires et par les manuels, alors que la distinction classique texte narratif / descriptif / argumentatif... par exemple n'apparaît que de manière très marginale et peu explicitée. C'est, donc, par rapport à ce type de classement *ad-hoc* et aux contraintes imposées par les manuels en tant que livres de classe que nous allons discuter dans ce qui suit la problématique de la sélection des textes à lire.

La première distinction qui transparait à la lecture du corpus de manuels et qui nous permet de tirer un certain nombre de conclusions quant à la présence sous-jacente de l'idéologie dominante dans l'enseignement du français à l'école est celle qui met en opposition le texte littéraire avec le texte fabriqué.

Opposition très productive pour ce qui est des manuels analysés, elle renvoie à l'introduction dans les manuels de langues de textes autres que les textes littéraires, qui avaient jusqu'alors majoritairement peuplé les classes et les recueils de textes. Mais distinguer ce qui relève du littéraire et ce qui n'en relève pas, même dans les manuels qui sont souvent cités comme lieux de confirmation de la littérarité des textes, n'est pas chose aisée : si pour un texte tiré d'Anatole France ou pour un poème de Prévert le jugement de littérarité ne pose pas de problèmes, est-ce qu'on peut toujours parler de texte littéraire devant un fragment qui a comme auteur cité H. de Régnier (*Sujets et paysages*), Guichard Meili (*Une toile*), Colliard (*Trois promenades lyonnaises*), H. Kubnik (*Charcot et les explorateurs polaires*) ? Ici il s'agit plutôt de textes à source citée tirés souvent d'auteurs obscurs qui ne font qu'embrouiller les pistes de la distinction littéraire / non-littéraire, fabriqué...

Les textes fabriqués sont, en effet, marqués dans les manuels par l'absence de source citée. Ils sont produits par un / des auteurs de manuels, dans des buts d'apprentissage de certaines structures ou encore, dans notre corpus, pour transmettre certaines valeurs idéologiques. *Ma patrie, Les tracteurs roumains, La jeunesse d'aujourd'hui, Dans le quartier des cheminots, 1907*, textes présents dans le manuel (X, 1970, EDP), sont autant d'exemples dans ce sens.

Si dans la première génération de manuels (et notamment dans le manuel pour la classe de X-ème) le rapport entre textes «à source citée» et textes fabriqués est de 30 à 19, la situation change sensiblement dans les manuels de la génération suivante : 16 textes «à source citée» et 10 dialogues fabriqués dans le manuel (IX, 1978, EDP), 11 textes «à source citée» contre 13 textes fabriqués dans le manuel (X, 1978, EDP).

Cette analyse quantitative ne pourrait pas être pertinente si on ne la mettait pas en rapport, au moins de manière rapide, avec la nature des sources citées dans les deux générations de manuels :

- 15 textes tirés d'auteurs connus ou confirmés pour le manuel (X, 1970, EDP) : Anatole France, Georges Duhamel, Voltaire, Alphonse Daudet, La Fontaine, Lamartine, Guy de Maupassant, Rimbaud, etc.;
- 12 textes tirés d'auteurs connus ou confirmés pour le manuel (IX, 1978, EDP) : André Maurois, Pierre Gamarra, Marcel Pagnol, Jacques Prévert, Alecu Russo, Anatole France, Romain Rolland, etc.;
- 3 textes tirés d'auteurs connus ou confirmés pour le manuel (X, 1978, EDP) : Jean Jaurès, Romain Rolland, La Fontaine (en «lecture supplémentaire»).

En revanche, dans les manuels pour les dernières années du lycée (XI et XII) des deux générations (1970 et 1978) la priorité est donnée de manière très claire aux textes littéraires. Le manuel (XI, 1970, EDP) est entièrement structuré sur des bases chronologiques et vise la présentation d'un panorama aussi complet que possible des «grands» auteurs de la littérature française dès ses origines et jusqu'à Balzac. Les manuels pour les classes de XI-ème et de XII-ème de la génération 1978 - 1999 quant à eux, renoncent à la périodisation chronologique, mais gardent l'idée des critères axiologiques dans le choix des auteurs : on y trouve de manière indifférenciée Jules Verne, Anatole France, Honoré de Balzac, Emile Zola, Alphonse Daudet, Gustave Flaubert, etc. Ils se retrouvent (en raison de critères plus «méthodologiques» et «idéologiques») à côté d'auteurs comme Eve Curie, R. Valéry-Radot, H. Tazieff, P. Audiberti ou R. Chabbal dont on tire des textes portant sur la découverte du radium, le vaccin antirabique, le développement de la volcanologie ou encore l'énergie solaire.

Il faudrait, certes, des études plus poussées en matière de sociologie littéraire, pour décrypter aussi toutes les significations des renvois et les critères de choix de certains auteurs pendant certaines époques. On ne va pas entrer dans de tels détails, bien qu'ils seraient assez significatifs pour le contexte, fortement idéologisé, sur lequel nous travaillons. Pour ce qui est des raisons de cette organisation différente, elles ne peuvent, à notre avis, que se situer au carrefour entre l'évolution des méthodologies (passage de la lecture-traduction à la méthodologie d'inspiration structuro-globale-audio-visuelle) et l'évolution du contexte (politisation de plus en plus forte de l'enseignement, introduction de textes appartenant à la propagande du parti).

III. Le paratexte des textes à lire : un lieu d'inscription de l'idéologie dominante

Les manuels roumains des années 1970 présentent des similitudes étonnantes avec les prescriptions de l'explication de texte codifiées par l'institution du français langue maternelle. Le contexte socio-culturel dans lequel nous nous plaçons avec l'étude de notre corpus y est, certainement, pour quelque chose : dans un pays déjà très avancé sur la voie du communisme, l'étude et le commentaire des textes littéraires, avec tout leur présupposé axiologique, ne peut que servir de garde-fou contre les idéologies de toute sorte.

Dans le manuel pour la classe de X^{ème} (X, 1970, EDP), par exemple, 17 textes sur 31 sont des textes donnés pour littéraires (source citée). Si l'on regarde le fragment *La rentrée des classes d'après Anatole France* (tiré du *Livre de mon ami*), on observe que le questionnaire qui accompagne le texte, suite aux explications lexicales et grammaticales, comporte essentiellement des questions portant sur l'argument du texte (Qu'est-ce qu'on voit dans le Jardin de Luxembourg les premiers jours d'octobre ? Comment ce jardin paraît-il à l'auteur de cette époque ? Qui voit-il alors traverser le Luxembourg ? etc.).

Nul doute, devant un tel partage, sur la priorité donnée au sujet du texte. Les questions s'y rapportent sur le mode de la reconnaissance littérale (8 questions), de l'inférence (3 questions) ou de l'évaluation (une question).

Qu'est-ce qui sera conservé de cette démarche très tournée vers l'informatif dans le texte non-littéraire ? Tout, ou presque : en marge du texte *Ma patrie* (IX, 1966, EDP, pp. 3-4), presque toutes les questions portent sur l'argument du texte (sauf la deuxième, qui pourrait être rangée sous la catégorie de l'explication : *Qu'entendez-vous par l'expression «Le génie industriel de notre peuple ?»*), sur le mode de la reconnaissance littérale ou de l'inférence.

Si la démarche paraît très semblable entre l'explicitation du texte littéraire et celle du texte non-littéraire c'est parce que l'explicitation du texte littéraire elle-même joue majoritairement sur les questionnements informatifs qui sont, pour la plupart, des questionnements de reconnaissance littérale. Les textes sont insérés dans le même moule explicatif afin de gommer les différences qu'il pourrait y avoir entre la réception des valeurs littéraires et la réception des textes fabriqués. Tout est soumis aux mêmes objectifs liés à l'éducation révolutionnaire de la jeune génération.

Dans le manuel (IX, 1978, EDP) on retrouve le même fragment *La rentrée* tiré du *Livre de mon ami* de Anatole France. Un peu abrégé par rapport à la variante présentée dans le manuel (X, 1970, EDP), mais en grande lignes le même.

Pour ce qui est de son paratexte explicatif, les choses changent : le fragment est accompagné d'abord par une notice biographique et puis par deux rubriques : *Pour bien comprendre le texte* et *Autour du texte*.

La notice biographique n'a pratiquement aucun rapport explicite avec le texte étudié, sinon celui d'offrir des informations sur le contexte historique du fragment :

Anatole FRANCE (1844-1924)

Né à Paris. Ecrivain réaliste dont l'oeuvre s'occupe des problèmes sociaux. Grand humaniste, il a lutté contre le fanatisme, la démagogie, l'injustice. Dans «Le Livre de mon ami», «Le Petit Pierre» et «La Vie en fleur» il a décrit avec sensibilité le monde merveilleux de l'enfance. Il a laissé des oeuvres d'une délicate ironie, d'un style très classique : «Le crime de Sylvestre Bonnard», «Histoire contemporaine (quatre volumes)», «L'Île des Pingouins», «La Révolte des anges», etc. - p. 37.

Elle permet en même temps d'introduire les critères conformément auxquels les auteurs ont été choisis pour rentrer dans le manuel, critères qui sont, ici, essentiellement liés à l'humanisme, à la lutte contre les fléaux de l'humanité, ou encore au classicisme du style, autant de valeurs explicitement promues et qui concourent, comme on l'a vu, à la mise en place d'une axiologie esthétique. Dans le cas des manuels que nous analysons, qui commencent à refléter l'idéologie communiste de l'époque, la médiation textuelle didactique permet, à notre sens, la mise en exergue de valeurs correspondant aux attentes des instances de contrôle. Dans la notice biographique de Alecu Russo on trouve «l'attachement à sa patrie et à son idéal révolutionnaire» (p. 26); Romain Rolland est «grand militant pour la paix» (p. 85); l'oeuvre de Saint-Exupéry «met en valeur la force, la beauté, la grandeur de l'homme. Pour l'écrivain l'homme est responsable de la collectivité, de la vie des autres» (p. 113); Victor Hugo «a présenté avec réalisme les grands problèmes de son époque. Il a chanté les sentiments humains élevés, nobles et simples» (p. 122).

Anatole France est présenté, dans la notice biographique en marge d'un autre texte ((XI, 1978, EDP) : *Sur les quais de la Seine* (tiré du *Crime de Sylvestre Bonnard*) - p. 11) par la mise en avant d'autres valeurs très chéries par l'idéologie de l'époque : l'athéisme («penseur particulièrement sceptique sur la question religieuse; il s'attaque souvent à l'Eglise, coupable à ses yeux de fanatisme et d'hostilité à la démocratie»), l'engagement politique et social («il critique inlassablement les préjugés sur lesquels reposent l'injustice : l'intolérance, l'oppression, la guerre»).

La rubrique *Pour bien comprendre le texte* (qui n'apparaît qu'en marge des textes littéraires) est rédigée sous une forme hybride, entre le commentaire de la génération antérieure et le questionnaire. Elle comporte autant de phrases assertives qui «posent le sens» monosémique, que de phrases injonctives qui invitent à la relecture et au repérage. Les apprenants sont contraints à accepter (et à apprendre...) le commentaire et les explications fournis par l'auteur du manuel.

Tous les ans, à la rentrée, l'automne rappelle à Anatole France son enfance. Lisez le passage où l'auteur décrit la beauté de l'automne dans le jardin du Luxembourg.

L'écrivain se revoit enfant, sautillant comme un moineau vers l'école. La toupie, c'est l'enfance, le jeu, les copains; la gibecière c'est l'école, les problèmes sérieux, les professeurs.

Retrouvez dans le texte le passage qui présente le petit enfant qui va à l'école. Le petit enfant existe seulement dans le souvenir de l'auteur. - p. 41

Le questionnaire, quant à lui, mis sous la rubrique *Autour du texte*, est formé de 9 questions (par rapport à 17 dans l'autre manuel) portant uniquement sur l'argument du texte auquel elles se rapportent sur le mode : de la reprise littérale (3, 5, 6, 7, 8) et de l'inférence (1, 2, 4, 9). Si les questions ne sont plus les mêmes que dans le manuel de la génération antérieure, elles restent tout de même essentiellement dans l'informatif.

Les textes non-littéraires, quant à eux, à contenu idéologique très marqué (*La grandeur d'un peuple, Ceux qui aiment la terre, Les métiers du bâtiment, etc.*), bénéficient d'un traitement explicatif très semblable. Ce fait est rendu possible par la structuration essentiellement informative des questionnaires placés en marge des textes littéraires : puisque ces derniers peuvent être ramenés à une narrativité constitutive, les textes non-littéraires le seront encore plus facilement, qui racontent les exploits des pères maîtres dans les métiers du bâtiment ou les promenades de deux jeunes dans une ville roumaine récemment industrialisée. L'image du texte prend le pas encore plus facilement sur la lecture là où le mythe du style

de l'auteur ne risque plus de créer des zones de malentendu que seul le maître ou le manuel sauraient dissiper.

Conclusions

L'analyse de l'enseignement des langues et du français en particulier dans la Roumanie de la deuxième moitié du vingtième siècle impose nécessairement des passages entre une sorte d'idéologie circulante, rarement formulée comme telle dans les livres d'école mais sous-entendue de manière forte, et les méthodologies d'enseignement des langues à l'œuvre en Europe.

Nous avons pu constater un renforcement progressif du contrôle de l'Etat sur l'école en général, ainsi qu'un éloignement progressif des méthodologies utilisées en Roumanie par rapport aux méthodologies en usage en France et en Europe. Cela pu être vérifié par l'analyse comparative d'un corpus de manuels roumains ayant été utilisés pendant les années 1970-1989.

En effet, si la diminution du nombre de textes littéraires dans les manuels était, dans les années 1970, relativement conforme aux débuts de l'approche communicative qui prônait l'introduction en classe des documents authentiques, les manuels roumains proposent, en contrepartie de ces documents (qui n'apparaîtront dans les manuels roumains que dans les années 1999...) des textes et des dialogues fabriqués qui servent de vecteurs de transmission de l'idéologie communiste triomphante. Par ailleurs, les quelques textes littéraires qui continuent d'apparaître dans les manuels sont choisis d'après des critères axiologiques forts, afin qu'ils puissent être placés par les apprenants dans des mouvements humanistes qui chérissent les valeurs socialistes. Les notices biographiques placées systématiquement en marge des textes littéraires dans les manuels des années 1980 témoignent de cette prise de position. Enfin, le paratexte de lecture qui met en exergue uniquement l'information du texte permet aux auteurs de manuels de mettre sur le même plan textes littéraires et textes fabriqués dans l'objectif d'endoctriner les apprenants et de leur faire apprendre de nouveaux éléments lexicaux.

Ce type d'analyse permet aussi bien de comprendre le fonctionnement d'une époque qui nous est encore relativement proche mais par rapport à laquelle une prise de distance s'avère nécessaire, que d'identifier les points de continuité qui apparaissent sans doute dans les manuels ultérieurs, points de continuité qu'il faut apprendre à déchiffrer afin de construire des parcours de formation pertinents.

Bibliographie

- Blanchet, P., Chardenet P. (dir.) 2011. *Guide pour la recherche en didactique des langues et des cultures. Approches contextualisées*. Paris : Éditions des archives contemporaines.
- Chiss, J.-L. 1987. « Malaise dans la classification ». *Langue Française* n° 74, Paris : Association Française des Enseignants de Français, p. 10-18.
- Defays, J.-M., Delcomminette, B., Dumortier, J.-L, Louis, V. (eds). 2015. *L'enseignement du français aux non francophones. Le poids des situations et des politiques linguistiques*. Liège : Editions Modulaires Européennes.
- Vlad, M. 2003. « Lecture en LM / Lecture en LE : espaces de contamination au niveau avancé (le cas des nouveaux programmes et manuels roumains pour la 1-ère année du lycée) ». In : Defays, J.-M., Delcomminette.
- Vlad, M. 2005. « La lecture scolaire en français langue étrangère au niveau avancé. Propositions pour une étude multiparamétrique ». *Travaux de didactique*, n° 12, p. 63-83.
- Vlad, M. 2006. *Lire des textes en français langue étrangère à l'école*. Louvain-la-Neuve : Proximités Didactique, Editions Modulaires Européennes.
- Vlad, M. 2010. « Le statut du français et des autres langues étrangères dans les évolutions du système roumain d'enseignement (1970-2010) ». *Synergies Pologne* n° 7, p. 60-70.
- Vlad, M. 2011. « La lecture scolaire en FLE : quelques éléments d'analyse à partir de l'évolution des manuels scolaires en Roumanie ». In : Godard, A., Havard, A.-M., Rollinat-Levasseur, E.-M. (dir.). *L'expérience de lecture et ses médiations. Réflexions pour une didactique*, Paris : Riveneuve éditions, p. 159-179.



ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

La publicité en Roumanie pendant le communisme

Iulia Macaria

Faculté des lettres, Université Babeş-Bolyai, Roumanie
iulia_macaria@yahoo.com

Răducu Ruşet

Faculté d'histoire et philosophie, Université Babeş-Bolyai, Roumanie
ruset_raducu@yahoo.com

La publicité est la fleur de la vie contemporaine : elle est une affirmation d'optimisme et de gaieté, elle distrait l'œil et l'esprit [...] Oui, vraiment, la publicité est la plus belle expression de notre époque, la plus grande nouveauté du jour, un Art. (Adam, 2012 :5)

Résumé

Cet article se propose d'observer la manière dont on composait des réclames en Roumanie pendant la période communiste, la manière de présenter les produits, les changements survenus dans le discours publicitaire suivant la politique du parti unique. De plus, nous voulons analyser l'image et le statut de la femme dans la publicité de la période communiste. Notre but est d'observer surtout la publicité apparue dans la presse roumaine de la période communiste, faire des comparaisons avec la publicité contemporaine et analyser l'évolution du message publicitaire. Concernant l'image publicitaire, nous nous proposons d'observer le message du parti communiste transmis par ce biais.

Mots-clés : publicité, communisme, discours publicitaire, femmes, image

Advertising in Romania during communism

Abstract

The scope of this article is to observe the manner in which advertisements were composed in Romania during the communist period, the manner of presenting the products, the changes which appeared in the advertising discourse following the politics of the single party. Furthermore, wish aim to analyse the image and the status of women during the communist period. Our aim is also to observe mainly the advertisements which appeared in the Romanian press of the communist period, make comparisons with contemporary advertising and analyse the evolution of the advertising message. Concerning the advertising image, our aim is to follow the communist party's message sent by this means.

Keywords: advertising, communism, advertising discourse, women, image

Ce que nous appelons aujourd'hui « publicité » est apparu depuis longtemps avec les premières formes de commerce. Pendant cette période-là, la nouvelle technologie ne disposait pas d'un tel grand nombre d'inventions qu'on a aujourd'hui, la voix humaine étant le seul moyen de louer les marchandises. Après, on remarque l'apparition des premières écritures dans les grottes, les apparitions des nouvelles marchandises dans les villes étaient plus tard annoncées par les personnes qui criaient dans les rues.

En ce qui concerne l'étymologie du terme « réclame », cela vient du latin, qui signifie « crier » (Balaban, 2005 :7)

Voilà quelques termes que nous utilisons dans cet article avec leurs explications :

Slogan - phrase courte et facilement mémorisable, utilisée de façon répétitive pour développer la notoriété d'une marque ou d'une entreprise et faciliter l'attribution des actions de communication. Ex. : Darty, le contrat de confiance. Le slogan est souvent la signature de la marque. (Publicitor 8^e édition)

Discours publicitaire - les discours publicitaires sont le produit de la convergence d'un certain nombre de contraintes externes et internes qu'il est nécessaire de bien comprendre et de ne jamais oublier pour espérer comprendre leurs productions sémiotiques. (Berhelot-Guiet, 2015 :49)

La publicité est définie et analysée différemment par beaucoup de sources, par exemple Marian Petcu affirme que la « Publicité (advertising) est rendre quelque chose connu, une annonce pour vendre un produit ou un service. Les origines du terme sont latines, « advertere » signifiant être attentif. Ainsi, la première règle de la publicité est celle d'attirer l'attention sur une réclame, le second but étant celui de vendre le produit ou le service ». (Petcu, 2011 :384).

La publicité est l'instrument de marketing, forme de la communication commerciale. Cela fait la différence entre la publicité et la réclame, qui est un article publicitaire recommandant quelque chose ou quelqu'un, inséré dans un journal. (Le Dictionnaire Robert Micro, 1991 :1073)

Dimitrie Todoran donne à la publicité la définition suivante :

La réclame représente l'une des plus intimes manifestations de la vie économique moderne. L'intérêt qu'on accorde se combine avec le progrès de l'industrie et du commerce [...] Il existe donc une technique de la réclame qu'on doit connaître pour que la réclame que l'on fait atteigne son but. Cette technique, on ne peut pas l'acquérir en se fondant sur la recherche scientifique de l'entier processus psychique et social qui est à la base de l'action humaine dans un sens ou l'autre¹.

L'apparition de l'imprimerie et la Révolution Industrielle ont contribué au développement et à l'essor de la publicité, lorsque les réclames commencèrent à être imprimées. L'année 1525 apportait la première réclame imprimée qui mettait en valeur les qualités d'un médicament. Il faut souligner l'importance de la France dans le développement de la branche publicitaire par l'apparition de la première annonce publicitaire en 1631 dans le quotidien « Gazette de France ». Grâce à la presse, la publicité connaît un essor impressionnant, dont nous donnons quelques titres qui ont été insérés sur ses pages ce qu'on appelle de nos jours « annonce publicitaire » : « Bureau d'Adresses et de Rencontre, « Office of Inteligence » Londres (1637), « Nouvelles de jeudi » Zurich (1730), « Journal de connaissances utiles », Paris, (1831) etc. (Balaban, 2005 :9).

Les gens qui appartenaient à la haute classe sociale s'informaient de la presse écrite qui contenait une série d'annonces de différents domaines, étant toujours au courant avec les nouvelles. Dans la presse on trouvait les dernières modes et tendances venues de l'étranger qui attiraient les femmes roumaines par leur originalité, et, surtout par leur commodité, ces vêtements étant plus légers et commodes que les autochtones. La presse de la période contenait aussi un grand nombre d'annonces qui informaient la population sur l'ouverture d'un magasin, l'arrivée des marchandises de l'extérieur, l'apparition des couturiers étrangers, surtout français, qui attiraient les dames par leur originalité. Ensuite, on observe l'insertion des annonces informatives dans les publications de la période parues à Bucarest et Iași, « Albina românească » à Iași et « Curierul Românesc » à Bucarest en 1829, qui sont considérés les premiers journaux roumains ayant contribué au développement de la branche publicitaire à la longue. En ce qui concerne la structure et le langage des annonces informatives apparues dans la presse mentionnée, il n'était pas si complexe pour être compris par toutes les catégories de la population. Dans la presse de la période on trouvait des poésies, des informations concernant la vente des marchandises, la location d'une maison, les inventions de l'époque etc. Ces petits messages insérés dans les journaux, nommés « anuciuri » étaient les premières formes écrites de ce qu'on appelle aujourd'hui « publicité » (Petcu, 2002 :26).

Les débuts de la publicité roumaine datent depuis l'apparition des premières formes d'échanges de marchandises qui étaient rencontrées dans la Valachie. La signature de la Convention de Douane à Suceava par le souverain moldave Ștefan cel Mare, avec la Pologne, a facilité l'accès des marchandises dans le pays. On donne quelques exemples d'objets apportés en Moldavie: couteaux, tissus de velours, sabots. Dans les Pays Roumains, les unités principales de commerce étaient : grains, miel, viande, légumes, beurre, vin etc. La période des années 1500 se caractérise

par l'arrivée en Moldavie et en Valachie d'un grand nombre des marchands anglais, grecs, turcs, arméniens, juifs etc. Les commerçants étrangers y ont apporté l'art de la construction, de la fabrication des vêtements, surtout en Moldavie, où l'on observe la capacité des marchands venus de s'impliquer dans la vie sociale par la construction des maisons et la fabrication des vêtements (Petcu, 2002:9).

Les échanges de marchandises étaient l'une des principales activités de la période, imposant un contrôle minutieux à cause d'une grande série de marchandises qui généraient des conflits. Les autorités affirmaient qu'on ne devait pas encourager le commerce de la rue, et que les marchands devaient avoir des journées libres, surtout les dimanches, quand toute forme de commerce devait être interdite. Dans les rues de Bucarest, pendant l'année 1793, nous observons l'apparition d'un grand nombre de petits magasins, ce qui étonnait les marchands anglais venus dans la ville (Petcu, 2002 :12).

La publicité a connu un essor à la longue grâce aux inventions comme : le téléphone, l'imprimerie, la photographie, la radio, la presse, l'électricité et, de nos jours, l'Internet, qui ont contribué à la circulation plus rapide d'une réclame dans plusieurs pays. Chaque intervalle historique se caractérise par un certain développement de la publicité, par exemple pendant les années 1960, lorsqu'on remarque une « libéralisation » de la publicité. L'homme analyse et discute sur certains sujets plus librement, par exemple la sexualité.

La femme a représenté depuis longtemps un facteur de cohésion des groupes, clans et tribus, avec les hommes hypostasiés sous la forme de ceux qui se confrontaient avec les difficultés de ces organisations - les premières formes d'association humaine. Un accent important sur la femme et la famille se pose pendant la Révolution Industrielle, quand apparaît la famille plus grande (par exemple « zadruga » en Serbie). Dans cet ensemble de la perspective historique sur la femme, dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, la femme a représenté le repère fondamental dans le passage d'un prototype de famille, spécifique au Moyen Âge, à une famille plus restreinte, mais qui mettait l'accent sur l'éducation des enfants. La Révolution Française (1789-1785) a constitué le moment essentiel où la représentation féminine était accentuée. L'image de la femme apparaît dans la presse, des tableaux, des peintures, des paysages, la société, le repère de « La Nation conduisant le peuple » étant suggestif dans ce sens.

Pendant le régime communiste de Roumanie, nous nous confrontons avec des contraintes dans le domaine publicitaire. Néanmoins, il existe des représentations de la femme dans les livres, journaux, réclames, magazines de mode etc. La famille et l'enfance ont représenté pendant la dernière période du communisme des

thèmes de plus en plus analysés dans les articles, études, colloques et séminaires de recherche, cercles d'étudiants, attirant l'attention des historiens démographes et socio-anthropologues. Le sujet de la publicité pendant le communisme a été largement traité par plusieurs auteurs roumains, dont on remarque la contribution importante de Luminița Dumănescu de l'Université Babeș-Bolyai de Cluj-Napoca, de la Faculté d'Histoire et de Philosophie, par ses livres : « Familia românească în comunism » (La famille roumaine en communisme), Édition Presa Universitară Clujeană, Cluj-Napoca, 2012, « Transilvania copiilor : dimensiunea demografică a copilăriei la românii ardeleni (1857-1910), (La Transylvanie des enfants: la dimension démographique de l'enfance chez les Roumains de Transylvanie), Édition Argonaut, Cluj-Napoca, 2006, « L'Univers de l'enfance chez les Roumains de Transylvanie dans la deuxième moitié du XIX^e siècle », Édition International Book Access, Cluj-Napoca, 2008. Il faut mentionner les études du professeur universitaire dr. de Bucarest Marian Petcu et aussi de Delia Balaban, qui s'occupent de cette branche tout en se concentrant sur l'analyse du message publicitaire pendant le communisme.

On peut observer que ces derniers temps on a fait des pas vers ces sujets de recherche, qui s'inscrivent dans la ligne démographique et historique de l'école française des mentalités collectives. La femme pendant l'époque de Nicolae Ceaușescu avait des préoccupations domestiques: ménage, lavage, préoccupations qui impliquent l'éducation des enfants, dialoguer avec d'autres voisines du bâtiment sur des thèmes divers : la publicité actuelle, la vie et le monde, la situation écolière des enfants etc.

L'instauration du communisme et des régimes totalitaires en Europe de l'Est s'est réalisée en plusieurs étapes pendant les années 1944-1948, par l'instauration de certains régimes de démocratie populaire dans des États comme : la Yougoslavie, l'Albanie, la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Roumanie. (Scurtu, 1999 :561). On définit les « démocraties populaires » comme des régimes qui faisaient des différences entre les autres formes de gouvernement de la société esclavagiste et théocratique par la mise, à moins en théorie, du peuple sur la première place, au détriment de l'élite intellectuelle de l'entre-deux-guerres avec une tradition universitaire prestigieuse. Le pouvoir de la majorité, du prolétariat, était apporté au rang de symbole dans les livres, manuels, publications, presse, réclames publicitaires etc. (Scurtu, 1999 :561)²

Comme la mentionne l'historien roumain Ioan Scurtu, les pays qui faisaient partie du bloc socialiste étaient conduits par un parti qui était nommé différemment en dépendance de la provenance nationale et géographique du pays. Par exemple : en Roumanie on l'appelait le Parti des Travailleurs, en Pologne il était nommé le Parti Uni des Travailleurs, en République Démocratique Allemande son nom était

le Parti Socialiste Uni et les exemples peuvent continuer dans des États comme la Hongrie, l'Albanie et la Yougoslavie, où on a rencontré aussi des partis socialistes et soviétiques (Scurtu, 1999 :591).

La concentration du pouvoir de l'État dans la dimension idéologique d'un monolithisme de type parti unique est une caractéristique importante de la dictature du prolétariat et de l'idéologie communiste, depuis ses fondateurs : Marx et Engels, par leur ouvrage « le Capital », et la philosophie politique marxiste imposée au niveau de la nomenclature (Scurtu, 1999 :562).

On a institué le communisme dans les pays du bloc de l'Est selon la phrase : *De chaque personne pour son travail et à chaque personne pour ses nécessités* (Scurtu, 1999 :562). De nos jours, cette conception nous semble illusoire parce qu'elle ne retrouve pas un correspondant dans une réalité pratique et concrète. Les dystopies de George Orwell essaient d'expliquer cette réalité pratique et concrète, cette égalisation et mise en commun de la propriété privée, par deux livres célèbres de l'auteur anglais Eric Arthur Blair, par son vrai nom.

Lors de l'instauration du régime communiste en Roumanie et avec des accents évidents pendant la période du régime dictatorial de Nicolae Ceaușescu, on a essayé, autant que possible, « l'homogénéisation sociale » des gens par plusieurs moyens - on mettait l'accent sur le progrès culturel des « citoyens », ³ il y avait des manuels scolaires gratuits, la croissance du nombre des professeurs, d'ingénieurs etc. Les écrivains ont reçu certaines facilités, le parti communiste offrant des appartements gratuits à beaucoup de familles. Il faut mentionner l'accès au système de télécommunications : radio, télévision etc.

La prise de l'État roumain par les communistes s'est produit après l'abdication imposée du roi Mihai I le 30 décembre 1947, l'abolition de la monarchie et la proclamation de la République Populaire Roumaine (RPR) (Bărbulescu, 2006 :438-440).

En 1965, Nicolae Ceaușescu est devenu le dirigeant de l'État roumain, quand la Roumanie est devenue la RSR (République Socialiste Roumaine). Pendant le gouvernement de Ceaușescu, la Roumanie connaît des transformations dans le sens du développement culturel et quotidien, selon des normes et des valeurs soviétiques.

Dans le bloc communiste, la famille a d'autres aspects, étant dans une relation d'interdépendance et de communion au niveau de la sociabilité et de l'aide réciproque. C'est l'époque où les parents allaient à la fabrique et les enfants marchaient avec la clé à leur cou, d'où vient le nom de « la génération avec la clé à cou ».

L'image de la famille pendant l'époque communiste, on l'attribue aux couleurs grises. Commençant avec les immeubles et les chantiers de construction socialistes, le tout était dans une homogénéisation caractéristique à l'époque communiste. L'imaginaire féminin a joué un rôle important dans l'époque de Ceaușescu, les représentations des femmes se retrouvant dans les livres, revues, journaux et publicités. La relation de la femme avec la terre, avec les grains, représente la santé et la richesse de la terre roumaine (la représentation de la femme et quelques épis de grain).

L'image de la femme tenant le drapeau national dans les mains dénote l'esprit militant des femmes de l'époque, tandis que la faucille et le marteau sont représentés comme des symboles de l'État roumain. Le régime communiste roumain a imposé une politique de nationalisation des principaux moyens de production et la publicité s'est adaptée aux demandes du parti unique. Pendant les années 1950, quand on a fondé la Société d'État pour l'Exploration des Cartes Postales et des Illustrations, on impose la censure totale sur les formes d'expression publicitaire. Les agences de publicité commencent à imposer le contrôle sur les revues et journaux de la période, comme : « România liberă », « Secera și Ciocanul », « Scânteia tineretului », « Tânărul leninist » etc.

Le parti communiste promouvait certaines valeurs de comportement qui s'observaient aussi dans la publicité de la période, par exemple : une consommation rationnelle, un comportement plus sobre, ce qui fait la différence entre le type de réclame communiste et la capitaliste. Il faut mentionner qu'il existe des différences entre la réclame de type communiste et la capitaliste, vu que le discours publicitaire communiste ne contenait pas un tellement grand nombre de figures de style, épithètes, comparaisons et métaphores. La réclame communiste ne se concentrait pas en grande mesure sur la concurrence entre les produits qui existe de nos jours, le slogan ayant le but de mettre plutôt en évidence les qualités physiques de l'objet; on n'utilisait pas la comparaison qui est présente dans la réclame capitaliste.

Delia Balaban, dans son livre « La communication publicitaire », paru à l'Édition Accent de Cluj-Napoca, en 2005, compare le développement de la publicité roumaine pendant le communisme avec celui des États de l'Europe de l'Ouest. Le contenu des messages publicitaires de la période n'avait pas un message commercial ou des éléments qui pouvaient mettre en valeur la concurrence. La période communiste est divisée en deux intervalles où l'on remarque des différences dans la structure des slogans, tandis que les publicités pour une certaine catégorie de produits disparaissent, par exemple les réclames pour les produits alimentaires, qui sont fortement liées avec la diminution du niveau économique de la population. Delia

Balaban, dans le même livre, fait une caractéristique de la publicité pendant le communisme :

C'était un marché du monopole d'État, un marché où on ne peut pas parler de concurrence, où la demande des biens de consommation était plus grande que l'offre, on mettait l'accent sur la productivité en industrie lourde, celle des voitures, les imports diminuaient fortement, surtout pendant la dernière période du communisme. Dans une économie planifiée comme celle de la Roumanie socialiste, on peut affirmer que la production et la distribution de publicité était une production centralisée et planifiée⁴. (Balaban, 2005 :19).

Une grande majorité des réclames se trouvaient dans la presse de la période dans les journaux et les revues où l'on promouvait des produits métallurgiques, cosmétiques, des articles vestimentaires, surtout dans la revue connue de la période « Femeia », qui offrait le prototype de la femme communiste qui s'occupait de ses enfants, aimait le travail, soutenait la maison etc. Dans la presse on observait aussi des petites annonces appelées « la petite publicité » (mica publicitate), qui informaient la population sur les ateliers de couture, l'ouverture des nouveaux magasins etc.

Pendant l'intervalle 1982-1989 on remarque un nombre réduit de publicités qu'on retrouve dans la presse. Concernant les logos, ils ne sont pas fréquemment rencontrés dans la publicité communiste, si l'on fait la comparaison avec la publicité capitaliste. Cependant, on donne quelques exemples de logos fréquemment rencontrés pendant la période communiste : CEC, ADAS, Uzinele Electromotor, Uzinele Electromureș etc. La figure de la femme est plus souvent rencontrée dans les publicités que le prototype masculin. (Balaban, 2005 :20)

Les réclames communistes nous offrent une image de la femme qui est différenciée de la contemporaine, dans ces réclames la femme ayant la mission de prendre soin de ses enfants, de sa famille, de faire le travail domestique, son but étant de bien faire ces travaux tout en assurant le calme et l'équilibre de sa famille. Il faut mentionner aussi l'attention particulière que la femme accorde aux articles vestimentaires et aux produits cosmétiques, mais le message qu'elle veut transmettre dans les réclames se distingue de la réclame capitaliste où la femme veut attirer par son aspect physique. La réclame communiste promouvait un comportement plus retenu, l'image publicitaire valorisant les qualités morales de la femme, l'ambition et le travail dans les fabriques et usines la mettant en valeur (Balaban, 2011 :61).

Conclusions

L'histoire de la publicité pendant le communisme est un sujet très débattu récemment par des professeurs, chercheurs, historiens et journalistes. Ce sujet d'actualité est abordé dans le cadre de certains débats académiques, avec le rôle de relever des aspects scientifiques inédits qui font référence aux différents repères de la publicité pendant la dictature communiste de Nicolae Ceaușescu. La présente démarche scientifique a surpris, dans une première étape, des moments importants dans l'histoire de la publicité roumaine, le tout étant mis en évidence dans le sillage d'une vision globale sur le phénomène de la publicité, pour qu'après on puisse observer comment a été l'image et le rôle de la femme pendant le régime dictatorial imposé pendant 1965 et 1989.

Bibliographie

- Adam, J.M.2012. *L'argumentation publicitaire. Rhétorique de l'éloge de la persuasion*. Paris : Armand Colin.
- Balaban, D.C. 2005. *Comunicare publicitară*. Cluj-Napoca : Accent.
- Balaban, D.C. 2011. « Publicitatea în ultimele două decenii ale perioadei comuniste ». *Journal of Media Research*, vol. 4, p. 59-64
- Bărbulescu, M. et al. 1998. *Istoria României*. Bucarest: Éd. Encyclopédique.
- Bertelot-Guiet, K. 2015. *Analyser les discours publicitaires*. Paris : Armand Colin.
- Cum arăta publicitatea în comunism! Cornul Vânătorului, Dacia, berea Trivale, Ci-Co, vedetele publicității*, <https://www.universulargesean.ro/cum-arata-publicitatea-in-comunism-cornul-vanatorului-dacia-berea-trivale-ci-co-vedetele-publicitatii/>, [consulté le 09.12.2016].
- Dictionnaire Publicitor* <http://www.mercator.fr/lexique-publicite-definition-slogan#sthash.QVuAcFmV.dpuf>, [consulté le 10.11.2016].
- Dictionnaire Robert Micro*. 1991. Paris : Dicorobert.
- Petcu, M. 2002. *O istorie ilustrată a publicității românești*. Bucarest: Tritonic.
- Scurtu, I. et al.1999. *Istoria românilor în secolul al XX-lea (1918-1948)*. Bucarest: Paideia.

Notes

1. *Reclama reprezintă una din cele mai intime manifestări ale vieții economice moderne. Interesul ce i se acordă merge mână în mână cu progresul industriei și comerțului[...] Există deci o tehnică a reclamei care trebuie cunoscută pentru ca reclama ce se face să-și atingă scopul. Această tehnică nu se poate dobândi decât pe baza cercetării științifice a întregului proces psihic și social ce stă la baza acțiunii umane într-un sens sau altul*. (Todoran, 1935:125)
2. "Democrațiile populare erau acele regimuri care se diferențiau de alte forme de guvernare ale societății timpurii prin punerea în teorie a poporului pe primul loc în detrimentul elitei intelectuale interbelice cu o tradiție universitară prestigioasă."
3. Ce concept appartient à l'historien Ioan Scurtu et signifie l'urbanisation de la population de Roumanie par l'imposition d'un style de vie commun et par le changement des valeurs culturelles soviétiques.
4. "Era o piață a monopolului de stat, o piață unde nu poate fi vorba de concurență, unde cererea de bunuri de larg consum era cu mult mai mare decât oferta, se punea accentul pe o productivitate ridicată în industria grea, cea constructoare de mașini, importurile scăzuseră drastic în special în ultima decadă de comunism. Într-o economie planificată, precum cea a României, putem afirma că însăși producția și distribuția de publicitate era o producție centralizat planificată".

Synergies Roumanie n° 11 / 2016



Annexes



Profils des auteurs



Adrian-Gabriel Corpădean

Lecteur universitaire et Vice-doyen des relations internationales de la Faculté d'études européennes de l'Université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca, Roumanie. Il est docteur en histoire à l'Université de Cergy-Pontoise et à l'Université Babeş-Bolyai. Faisant partie d'un Module Jean Monnet, ses recherches portent sur l'histoire de l'intégration européenne et l'histoire de la diaspora de l'Europe centrale-orientale pendant la période communiste. Il est auteur de nombreuses publications et membre de plusieurs réseaux européens de chercheurs et d'enseignants et projets de recherche dans le domaine de la construction européenne.

Marius Nicolae Grad

Doctorant en histoire à la Faculté d'histoire et philosophie de l'Université Babeş-Bolyai et titulaire d'un diplôme de master en sciences militaire et d'un autre en sciences politiques, il est assistant au Département d'études internationales et d'histoire contemporaine de la même Faculté. Ses recherches portent sur la reconstruction après les conflits et la démocratisation, avec un accent particulier sur la région du Moyen-Orient, notamment la Lybie. Ses publications couvrent des thèmes comme les relations internationales, la géopolitique, la gestion des conflits et la sécurité.

Laura M. Herța

Lectrice en Relations Internationales à l'Université Babeş-Bolyai, Faculté d'Etudes Européennes, Chef du Département des Relations Internationales et Études Allemandes. Elle a obtenu un doctorat en histoire contemporaine portant sur l'évolution des relations entre la Roumanie et la Yougoslavie. Elle possède un master en étude de conflits et politique internationale, une maîtrise en études européennes et aussi une maîtrise en journalisme. Ses recherches portent sur la résolution des conflits, la médiation des disputes, l'action humanitaire, les nouvelles guerres, l'asymétrie des conflits armés contemporains, les théorisations constructivistes. Elle a publié plusieurs articles et chapitres sur la transformation des guerres récentes et contemporaines, l'intervention humanitaire, la sécurité humaine et la résolution des conflits.

Iulia Macaria

Licenciée du Département de Langues étrangères appliquées de la Faculté des lettres de Cluj-Napoca. Diplôme de master en « Communication multilingue et multiculturelle » - stage à l'Université Segalen de Bordeaux. À présent - étudiante au doctorat en cotutelle avec l'Université Paris 8 en deuxième année. Le titre de la thèse: « L'évolution du message publicitaire depuis l'Entre-deux-guerres jusqu'à présent, une comparaison entre la France, la Roumaine et le Portugal », sous la direction des Professeurs Liana Pop et Maria Helena Carreira. Domaines d'intérêt: le discours publicitaire, la structure linguistique et la complexité du message publicitaire.

Antoanela-Paula Mureşan

Lectrice à la Faculté d'études européennes, Université Babeş-Bolyai, Cluj-Napoca. Elle est docteur en relations internationales depuis 2013. Elle est diplômée d'un Master en études juives (Moshe Carmilly Institut, Université Babeş-Bolyai, Cluj-Napoca) et elle a fini la Faculté des Lettres (anglais, français) et la Faculté d'Histoire et Philosophie, Université Babeş-Bolyai, Cluj-Napoca. Son domaine d'intérêt est lié aux relations internationales en Europe, surtout en ce qui concerne les politiques communes de l'Union européenne, l'euro-périsation de la Roumanie et l'extrémisme européen de droite au XXI^{ème} siècle.

Nicolae Păun

Professeur des universités et Doyen de la Faculté d'études européennes de l'Université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca, Roumanie. Titulaire d'une Chaire Jean Monnet ad Personam, ses recherches portent sur l'histoire de l'intégration européenne et l'histoire économique de l'Europe centrale-orientale. Il est l'auteur de nombreux livres et articles et membre du Groupe de liaison des historiens auprès de la Commission européenne, aussi bien que d'autres réseaux européens de chercheurs et d'enseignants dans le domaine de la construction européenne.

Elena Rusu

Doctorant en Relations Internationales et Études Européennes à l'Université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca, Roumanie. L'auteur écrit sa thèse en mettant l'accent sur la contribution du capital français au développement de l'économie roumaine depuis 1989; elle est intéressée par des sujets tels que la quantité et le type des investissements étrangers directs, les changements législatifs effectués afin d'attirer les investissements étrangers directs et l'attractivité de la Roumanie pour les investisseurs étrangers. En ce sens, l'auteur a publié des articles visant le rythme des investissements étrangers directs dans les derniers 20 ans, l'évolution des investissements étrangers directs français et la transition depuis l'économie centralisée à l'économie de marché en Roumanie.

Răducu Rușeț

Doctorant en histoire à la Faculté d'histoire et philosophie de l'Université Babeș-Bolyai, sous la tutelle de l'Académie roumaine, ses recherches portent sur les politiques éditoriales dans la presse roumaine de Transylvanie et de Hongrie et la présence des intellectuels roumains de la région dans le domaine de la presse pendant la période 1838-1918. Il est l'auteur de plusieurs publications sur la personnalité de Septimiu Albin et il a participé à des conférences nationales et internationales sur des thèmes d'histoire moderne et contemporaine.

Monica Vlad

Maître de conférences habilitée au Département de langues modernes pour les non-spécialistes à la Faculté des Lettres de l'Université Ovidius de Constanța, elle est titulaire d'un doctorat en cotutelle (*Contribution à l'étude de la lecture scolaire en français langue étrangère au niveau avancé. Étude sur un corpus de programmes et de manuels roumains de français langue étrangère pour le lycée - 1970-2000*), à l'Université Paris III - Sorbonne Nouvelle et à l'Université de Constanța. Auteur de nombreuses publications dans le domaine de la linguistique et la didactique françaises, elle a coordonné plusieurs projets internationaux, dont *Soutien aux masters francophones ou partiellement francophones en Europe centrale et orientale*, financé par le BECO et inclus dans la programmation quadriennale 2014-2018.

Consignes aux auteurs

- 1** L'auteur aura pris connaissance de la politique éditoriale générale de l'éditeur (le Gerflint) et des normes éditoriales et éthiques figurant sur le site du Gerflint et de la revue. Les propositions d'articles seront envoyées pour évaluation à synergies.roumanie.redaction@gmail.com avec un court CV résumant son cursus et ses axes de recherche. L'auteur recevra une notification. Les articles complets seront ensuite adressés au Comité de rédaction de la revue selon les consignes énoncées dans ce document. Tout texte ne s'y conformant pas sera retourné. Aucune participation financière ne sera demandée à l'auteur pour la soumission de son article. Il en sera de même pour toutes les expertises des textes (articles, comptes rendus, résumés) qui parviendront à la Rédaction.
- 2** L'article sera inédit et n'aura pas été envoyé à d'autres lieux de publication. Il n'aura pas non plus été proposé simultanément à plusieurs revues du Gerflint. L'auteur signera une « déclaration d'originalité et de cession de droits de reproduction et de représentation ». Un article ne pourra pas avoir plus de deux auteurs.
- 3** Proposition et article seront en langue française. Les articles (entrant dans la thématique ou épars) sont acceptés, toujours dans la limite de l'espace éditorial disponible. Ce dernier sera réservé prioritairement aux chercheurs francophones (doctorants ou post-doctorants ayant le français comme langue d'expression scientifique) locuteurs natifs de la zone géolinguistique que couvre la revue. Les articles rédigés dans une autre langue que le français seront acceptés dans la limite de 3 articles non francophones par numéro, sous réserve d'approbation technique et graphique. Dans les titres, le corps de l'article, les notes et la bibliographie, la variété éventuelle des langues utilisées pour exemplification, citations et références est soumise aux mêmes limitations techniques.
- 4** Les articles présélectionnés suivront un processus de double évaluation anonyme par des pairs membres du comité scientifique, du comité de lecture et/ou par des évaluateurs extérieurs. L'auteur recevra la décision du comité.
- 5** Si l'article reçoit un avis favorable de principe, son auteur sera invité à procéder, dans les plus brefs délais, aux corrections éventuelles demandées par les évaluateurs et le comité de rédaction. Les articles, à condition de respecter les correctifs demandés, seront alors soumis à une nouvelle évaluation du Comité de lecture, la décision finale d'acceptation des contributions étant toujours sous réserve de la décision des experts du Conseil scientifique et technique du Gerflint et du Directeur des publications.
- 6** La taille de police unique est 10 pour tout texte proposé (présentation, article, compte rendu) depuis les titres jusqu'aux notes, citations et bibliographie comprises). Le titre de l'article, centré, en gras, n'aura pas de sigle et ne sera pas trop long. Le prénom, le nom de l'auteur (en gras, sans indication ni abréviation de titre ou grade), de son institution, de son pays et son adresse électronique (professionnelle de préférence et à la discrétion de l'auteur) seront également centrés et en petits caractères. L'auteur possédant un identifiant ORCID ID (*identifiant ouvert pour chercheur et contributeur*) inscrira ce code en dessous de son adresse. Le tout sera sans couleur, sans soulignement ni hyperlien.

7 L'auteur fera précéder son article d'un résumé condensé ou synopsis de 6-8 lignes maximum suivi de 3 ou 5 mots-clés en petits caractères, sans majuscules initiales. Ce résumé ne doit, en aucun cas, être reproduit dans l'article.

8 L'ensemble (titre, résumé, mots-clés) en français sera suivi de sa traduction en anglais. En cas d'article non francophone, l'ordre des résumés est inchangé.

9 La police de caractère unique est Times New Roman, toujours taille 10, interligne 1. Le texte justifié, sur fichier Word, format doc, doit être saisi au kilomètre (retour à la ligne automatique), sans tabulation ni pagination ni couleur. La revue a son propre standard de mise en forme.

10 L'article doit comprendre entre 15 000 et 30000 signes, soit 6-10 pages Word, éléments visuels, bibliographie, notes et espaces compris. Sauf commande spéciale de l'éditeur, les articles s'éloignant de ces limites ne seront pas acceptés. La longueur des comptes rendus de lecture ne dépassera pas 2500 signes, soit 1 page.

11 Tous les paragraphes (sous-titres en gras sans sigle, petits caractères) seront distincts avec un seul espace. La division de l'article en 1, 2 voire 3 niveaux de titre est suffisante.

12 Les mots ou expressions que l'auteur souhaite mettre en relief seront entre guillemets ou en italiques. Le soulignement, les caractères gras et les majuscules ne seront en aucun cas utilisés, même pour les noms propres dans les références bibliographiques, sauf la majuscule initiale.

13 Les notes, brèves de préférence, en nombre limité, figureront en fin d'article avec appel de note automatique continu (1,2,...5 et non i,ii...iv). L'auteur veillera à ce que l'espace pris par les notes soit réduit par rapport au corps du texte.

14 Dans le corps du texte, les renvois à la bibliographie se présenteront comme suit : (Dupont, 1999 : 55).

15 Les citations, toujours conformes au respect des droits d'auteurs, seront en italiques, taille 10, séparées du corps du texte par une ligne et sans alinéa. Les citations courtes resteront dans le corps du texte. Les citations dans une langue autre que celle de l'article seront traduites dans le corps de l'article avec version originale en note.

16 La bibliographie en fin d'article précèdera les notes (sans alinéa dans les références, ni majuscules pour les noms propres sauf à l'initiale). Elle s'en tiendra principalement aux ouvrages cités dans l'article et s'établira par classement chrono-alphabétique des noms propres. Les bibliographies longues, plus de 15 références, devront être justifiées par la nature de la recherche présentée. Les articles dont la bibliographie ne suivra pas exactement les consignes 14, 17, 18, 19 et 20 seront retournés à l'auteur. Le tout sans couleur ni soulignement ni lien hypertexte.

17 **Pour un ouvrage**

Baume, E. 1985. *La lecture - préalables à sa Pédagogie*. Paris : Association Française pour la lecture.

Fayol, M. et al. 1992. *Psychologie cognitive de la lecture*. Paris: PUF.

Gaonac'h, D., Golder, C. 1995. *Manuel de psychologie pour l'enseignement*. Paris : Hachette.

18 **Pour un ouvrage collectif**

Morais, J. 1996. La lecture et l'apprentissage de la lecture : questions pour la science. In : *Regards sur la lecture et ses apprentissages*. Paris : Observatoire National de la lecture, p. 49-60.

19 **Pour un article de périodique**

Kern, R.G. 1994. « The Role of Mental Translation in Second Language Reading ». *Studies in Second Language Acquisition*, n°16, p. 41-61.

20 Pour les références électroniques (jamais placées dans le corps du texte mais toujours dans la bibliographie), les auteurs veilleront à adopter les normes indiquées par les éditeurs pour citer ouvrages et articles en ligne. Ils supprimeront hyperlien, couleur et soulignement automatique et indiqueront la date de consultation la plus récente [consulté le], après vérification de leur fiabilité et du respect du Copyright.

21 Les textes seront conformes à la typographie française. En cas de recours à l'Alphabet Phonétique International, l'auteur pourra utiliser gratuitement les symboles phonétiques sur le site : <http://www.sil.org/computing/fonts/encore-ipa.html>

22 Graphiques, schémas, figures, photos éventuels seront envoyés à part au format PDF ou JPEG, en noir et blanc uniquement, avec obligation de références selon le *copyright* sans être copiés/collés mais scannés à plus de 300 pixels. Les articles contenant un nombre élevé de figures et de tableaux et/ou de mauvaise qualité scientifique et technique ne seront pas acceptés. L'éditeur se réserve le droit de refuser les tableaux (toujours coûteux) en redondance avec les données écrites qui suffisent bien souvent à la claire compréhension du sujet traité.

23 Les captures d'écrans sur l'internet et extraits de films ou d'images publicitaires seront refusés. Toute partie de texte soumise à la propriété intellectuelle doit être réécrite en Word avec indication des références, de la source du texte et d'une éventuelle autorisation.

NB : Toute reproduction éventuelle (toujours en noir et blanc) d'une image, d'une photo, d'une création originale et de toute œuvre d'esprit exige l'autorisation écrite de son créateur ou des ayants droit et la mention de paternité de l'œuvre selon les dispositions en vigueur du Code français de la propriété intellectuelle protégeant les droits d'auteurs. L'auteur présentera les justificatifs d'autorisation et des droits payés par lui au propriétaire de l'œuvre. Si les documents sont établis dans un autre pays que la France, les pièces précitées seront traduites et légalisées par des traducteurs assermentés ou par des services consulaires de l'Ambassade de France. Les éléments protégés seront publiés avec mention obligatoire des sources et de l'autorisation, dans le respect des conditions d'utilisation délivrées par le détenteur des droits d'auteur.

24 Seuls les articles conformes à la politique éditoriale et aux consignes rédactionnelles seront édités, publiés, mis en ligne sur le site web de l'éditeur et diffusés en libre accès par lui dans leur intégralité. La date de parution dépendra de la coordination générale de l'ouvrage par le rédacteur en chef. L'éditeur d'une revue scientifique respectant les standards des agences internationales procède à l'évaluation de la qualité des projets à plusieurs niveaux. L'éditeur, ses experts ou ses relecteurs (évaluation par les pairs) se réservent le droit d'apprécier si l'œuvre convient, d'une part, à la finalité et aux objectifs de publication, et d'autre part, à la qualité formelle de cette dernière. L'éditeur dispose d'un droit de préférence.

25 Une fois numérisé, tout article pourra être déposé (archivage institutionnel exclusivement) à condition que le Directeur de publication (assisté du Pôle éditorial) en donne l'autorisation. Les demandes sont à envoyer à l'adresse suivante : gerflint.edition@gmail.com. Tout signalement ou référencement doit respecter les normes internationales et le mode de citation de l'article spécifié dans la politique éditoriale de la revue. Le Gerflint (Siège en France) ne peut honorer des commandes de numéros imprimés.



Synergies Roumanie, n° 11/2016
Revue du GERFLINT
Groupe d'Études et de Recherches
pour le Français Langue Internationale

En partenariat avec
la Fondation Maison des Sciences de L'Homme de Paris

Président d'Honneur: Edgar Morin

Fondateur et Président : Jacques Cortès

Conseillers et Vice-Présidents: Ibrahim Al Balawi, Serge Borg et Nelson Vallejo-Gomez

PUBLICATIONS DU GERFLINT

Identifiant International : ISNI 0000 0001 1956 5800

Le Réseau des Revues Synergies du GERFLINT

Synergies Afrique centrale et de l'Ouest	Synergies Monde
Synergies Afrique des Grands Lacs	Synergies Monde Arabe
Synergies Algérie	Synergies Monde Méditerranéen
Synergies Argentine	Synergies Pays Germanophones
Synergies Amérique du Nord	Synergies Pays Riverains de la Baltique
Synergies Brésil	Synergies Pays Riverains du Mékong
Synergies Chili	Synergies Pays Scandinaves
Synergies Chine	Synergies Pologne
Synergies Corée	Synergies Portugal
Synergies Espagne	Synergies Roumanie
Synergies Europe	Synergies Royaume-Uni et Irlande
Synergies France	Synergies Sud-Est européen
Synergies Inde	Synergies Tunisie
Synergies Italie	Synergies Turquie
Synergies Mexique	Synergies Venezuela

Essais francophones : Collection scientifique du GERFLINT

Direction du Pôle éditorial : Sophie Aubin

Webmestre : Thierry Lebeau

Site: <http://www.gerflint.fr>

Contact: gerflint.edition@gmail.com

Synergies Roumanie, n° 11/2016

Couverture, conception graphique et mise en page : Emilie Hiesse (*Créactiv'*) - France

© GERFLINT – Sylvains-lès-Moulins – France – Copyright n° ZSN68E3

Dépôt légal Bibliothèque Nationale de France

Achévé d'imprimer en décembre 2016 sous les presses de Drukarnia Cyfrowa EIKON PLUS
ul. Wybickiego 46, 31-302 Kraków - Pologne

GERFLINT

Groupe d'Études et de Recherches pour le Français
Langue internationale

Programme mondial de diffusion scientifique
francophone en réseau

www.gerflint.fr

La période communiste en Roumanie a marqué une rupture majeure de l'ouverture vers l'occident manifestée pendant l'entre-deux-guerres. Les études incluses dans ce numéro examinent les conséquences de l'avènement du régime totalitaire en Roumanie sur la vie politique, économique et intellectuelle, tout en analysant le rôle de la francophonie, traditionnellement important, dans les tentatives de préserver l'héritage culturel roumain et ses traits particuliers influencés notamment par l'attachement à la France. Dans quelle mesure est-ce que la francophonie a été présente en Roumanie pendant un demi-siècle sinueux? Le rôle principal du français, en tant que langue de culture, a-t-il été remplacé par une tournure vers l'influence russe? Peut-on parler d'une implication de la France dans la vie politique, sociale et économique de la République socialiste de Roumanie? Voilà quelques-unes des interrogations qui trouvent leurs réponses dans les pages de ce numéro.